



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec la Greffière adjointe au 613-764-5444, poste 228 ou par courriel à aroy@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Si vous avez des questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour, veuillez communiquer avec la Greffière au 613-764-5444 poste 235 ou par courriel à jbrizard@nationmun.ca



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-17

Type : Ordinaire

Date : 25 juillet 2022

Heure : 16h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis

16h00 : Huis clos

Ordre du jour

- 1. Ouverture de l'assemblée**
- 2. Modifications et additions à l'ordre du jour**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**
- 4. Déclaration de conflit d'intérêt**
- 5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes**
 - 5.1 Procès-verbaux de la réunion ordinaire du Conseil tenue le 11 juillet 2022
- 6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal**
- 7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration**
 - 7.1 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme
 - 7.1.1 Rapport ZBL-08-2022-02
Partie du lot 28, Concession 1, Cambridge
 - 7.1.2 Rapport BLD-06-2022
Demande de remboursement de dépôt pour permis de construction suite aux délais Covid-19
 - 7.2 Benjamin Bercier, Gestionnaire du développement économique et touristique
 - 7.2.1 Rapport EC-07-2022
Réallocation du Programme de support au développement touristique riverain de Prescott et Russell (2022)
 - 7.3 Nadia Knebel, Trésorière
 - 7.3.1 Rapport F-15-2022
Frais de redevance

7.3.2 Rapport F-16-2022

Résultats 2^e quart

7.4 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

7.4.1 Rapport RE-07-2022

Services d'architecture pour le remplacement de la surface de la glace de l'aréna de St-Isidore

7.4.2 Rapport RE-08-2022

Tarifs de location de glace pour le centre récréatif de St-Isidore pour la saison 2022-2023

7.5 Josée Brizard, DG-Greffière

7.5.1 Entente avec la Résidence Lajoie

7.5.2 Rapport sur les ajustements de l'échelle salariale

7.5.3 Commissaire de l'intégrité Me Jean-Jacques Lacombe

Rapport final, Dossier Numéro 001-2022

7.6 Todd Bayly, Chef en bâtiment

7.6.1 Rapport mensuel sur les statistiques des permis de construction pour juin 2022

8. Avis de motions proposées

8.1 Canton de West Lincoln, remplacement de ponts et de ponceaux dans les municipalités rurales

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 87-2022

Modification au zonage, Partie du lot 28, concession 1, Cambridge
Lotissement futur

12.2 Règlement 95-2022

Élargissement de la route
223 concession 4, anciennement Calédonia
Partie du lot 2, Concession 3 pour le chemin de concession 4

12.3 Règlement 99-2022

Pour modifier le règlement 5-2021, salaires et bénéfices

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don

Leadership Féminin de Prescott-Russell

14.2 Demande de don

Centre Novas – Marche de la femme

14.3 Demande de participation des pompiers

Centre Novas – Marche de la femme

14.4 Garderie des amis (Limoges)

Demande de don, activités collectes de fonds

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO

Avis de flambée

16. Correspondance

16.1 AMO, Infolettres

16.2 Boisés Est, Programme pour le rétablissement

16.3 Ville de Mississauga, Alerte Draven

16.4 Municipalité de Shuniah, Soutien de résolution – Élargissement du système d'alerte Amber

16.5 Canton de Bonfield, Support pour l'alerte Draven de Mississauga

16.6 Canton de Mulmur, Déclaration d'urgence climatique

16.7 Canton de North Dumfries, L'Ontario doit bien construire du premier coup

16.8 Canton de North Glengarry, Demande de redécoupage de la circonscription électoral de Glengarry nord

16.9 Canton de Puslinch, Sommaire et implications du projet de loi provincial 109

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 8 août 2022

17.2 Tournoi de Golf bénéfice annuel Francis Drouin, 19 août 2022

17.3 Tournoi de Golf annuel de la SDCPR, 26 août 2022

17.4 Tournoi de Golf annuel des Amis de la CNS, 9 septembre 2022

18. Huis clos

18.1 Procès-verbal de la réunion tenue le 11 juillet, 2022

18.2 Doug Renaud, Directeur de l'eau et eaux usées

18.2.1 Négociation avec une corporation

Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

18.3 Nadia Knebel, Trésorière

18.3.1 Employé

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local

18.4 Josée Brizard, DG-Greffière

18.4.1 Négociation avec une corporation – Mise à jour

Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

20. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-16

Type : Ordinaire

Date : 11 juillet 2022

Heure : 16h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, oui
 Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, oui
 Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui
 Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui
 Conseiller quartier 4 Francis Brière, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
 Aimée Roy, Greffière adjointe
 Jasmin Lemieux, Assistant administratif
 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation
 Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 299-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Addition:

7.5 François St-Amour, Maire

Demande de retirer la restriction saisonnière de demi-charge sur le chemin de comté 5 (route 500 Ouest)

À radier**7.1.1 Rapport BL-03-2022**

Modification au Règlement sur la propreté des cours

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 300-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Alain Mainville a déclaré ses intérêts pour le point 18.2.1.

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes**5.1 Procès-verbaux de la réunion ordinaire du Conseil tenue le 27 juin 2022**

Résolution : 301-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adoptée tel que présentée :

- Réunion ordinaire du Conseil tenue le 27 juin 2022

Adoptée

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal**7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration****7.1 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme****7.1.1 Rapport BL-03-2022**

~~Modification au Règlement sur la propreté des cours~~

7.1.2 Rapport PLA-09-2022

Transport de terre pour phase 3 South Indian

Résolution : 302-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation comme mentionnez dans le rapport PLA-09-2022.

Adoptée

7.2 Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées**7.2.1 Rapport WS-05-2022**

Débit d'eau supplémentaire pour le parc aquatique Calypso pour la saison 2022

Résolution : 303-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le débit supplémentaire demandé de 4L/s au parc aquatique Calypso pour la saison d'exploitation 2022 se terminant le 1^{er} septembre 2022 au tarif de 1,92\$ par m³.

Qu'il soit aussi résolu que le Conseil approuve que le maire et la directrice générale signent une entente avec Valcal EPR GP Inc.

Adoptée

7.2.2 Rapport WS-07-2022

Entente de décharge avec la Fromagerie St-Albert
Lagune de St-Albert

Résolution : 304-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée dans le rapport WS-07-2022, approuvant ainsi une entente de décharge d'eaux usées avec la fromagerie de St-Albert.

Qu'il soit aussi résolu que le maire et la DG-Greffière soient autorisés à signer ladite entente.

Adoptée

7.3 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

7.3.1 Hôpital général de Hawkesbury

Centre régional de santé mentale et de toxicomanie

Entente pour l'utilisation du terrain du centre récréatif de St-Isidore pour une clinique mobile de counseling

Résolution : 305-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le contrat de service pour une clinique mobile de counseling avec le Centre régional et santé mentale et toxicomanie, tel que présenté.

Qu'il soit aussi résolu que le maire et la DG-Greffière soient autorisés à signer ladite entente.

Adoptée

7.4 Leroux Consultant, Surintendant du drainage

7.4.1 Rapport 2022-0604

Rapport mensuel du surintendant du drainage pour le mois de juin 2022

Résolution : 306-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport no 2022-0604, tel que présenté par Leroux Consultant, le Surintendant du drainage, pour le mois de juin 2022.

Adoptée

7.5 François St-Amour, Maire

7.5.1 Demande de retirer la restriction saisonnière de demi-charge sur le chemin de comté 5 (route 500 Ouest)

Résolution : 307-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Attendu que A.L. Blair Construction Group a présenté une demande visant à retirer la restriction saisonnière de demi-charge sur le chemin de comté 5 (de la route Farley à la route de comté 3) ;

Qu'il soit résolu que le Conseil de la municipalité de La Nation demande aux Comtés unis de Prescott et Russell de retirer la restriction saisonnière de demi-charge sur le chemin de comté 5.

Adoptée

8. Avis de motions proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

9.1 Exemption au règlement de bruit

Évènement spécial Enduro, 1974 rue Des Pins

Résolution : 308-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la demande de Hubert Lacroix pour une exemption au règlement sur le bruit de 23h00 le 20 août 2022 à 01h00 le 21 août 2022 et de 23h00 le 21 août 2022 à 01h00 le 22 août 2022 pour un événement au 1974, rue des Pins à Limoges.

Adoptée

9.2 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

Politique AD-2022-01 – Droits de nom par commanditaire

Résolution : 309-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la politique AD-2022-01, tel que présenté.

Adoptée

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 310-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les comptes payables jusqu'au 15 juillet 2022.

Pièce justificative 13 : 1 754 271,86 \$

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de permis pour une occasion spéciale

Foire agricole annuelle de Riceville

Résolution : 311-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil de la municipalité de La Nation endosse et appuie le *Riceville Agricultural Society* pour la demande auprès de la province pour un permis d'occasion spéciale pour leur foire agricole annuelle, qui aura lieu du 26 août au 28 août 2022 à Riceville, ceci étant une activité municipale significative.

Qu'il soit aussi résolu que la municipalité de La Nation n'assume aucune responsabilité pour les réclamations e/ou poursuites éventuelles résultant de ces activités.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO

Avis de flambée

16. Correspondance

16.1 AMO, Infolettres

16.2 Comté de Frontenac, Plan d'action de l'Alliance des écoles communautaires et impact social et économique pour les petites communautés en Ontario

16.3 Commission de l'énergie de l'Ontario, Avis de la commission de l'énergie de l'Ontario aux clients d'Enbridge Gas Inc.

16.4 Comité consultatif de St-Bernardin, Lettre de remerciement

16.5 Canton de West Lincoln, Projets de loi 109 – Loi sur la création de logements pour tous

16.6 Canton de West Lincoln, Soutien financier pour les projets d'infrastructure

Résolution : 312-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 11 juillet 2022 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 25 juillet 2022

17.2 Journée portes ouvertes GFL Environmental, 20 juillet 2022

17.3 Tournoi de Golf bénéfique annuel Francis Drouin, 19 août 2022

17.4 Tournoi de Golf annuel de la SDCPR

18. Huis clos

Ajournement

Résolution : 313-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à 17h30 pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la *Loi municipale 2001* :

Section 239 (2)

(b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée;

(d) relation de travail;

(e) les litiges actuels ou éventuels;

(k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

Adoptée

Ré-ouverture

Résolution : 314-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **18h30**.

Adoptée

18.1 Procès-verbaux des réunions tenues le 30 mai, 6 juin et 27 juin 2022

18.2 Josée Brizard, DG-Greffière

18.2.1 Rapport AD-RH-02-2022 - Équité salariale

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local; et (d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

Alain Mainville a déclaré ses intérêts et a laissé son siège et quitté la salle du Conseil durant la discussion en huis clos.

Résolution : 315-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations, telles que présentés dans le rapport AD-RH-02-2022, soumis en huis clos, portant sur l'équité salariale et les ajustements à la grille salariale.

Adoptée

18.2.2 Négociation avec une corporation

Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

18.2.3 Plainte – Commissaire à l'intégrité

Section 239 (2) (e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local

18.2.4 Mise à jour - Employés

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local; et (d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 316-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le règlement no 97-2022, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 11 juillet 2022, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

20. Ajournement

Résolution : 317-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **18h32**.

Adoptée



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: ZBL-8-2022-2

Sujet : Rapport pour la réunion publique pour la modification au règlement de zonage pour une parcelle de terrain Pt. Lot 28, Concession 1, Cambridge

Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur de l'aménagement du territoire

Révisé par :

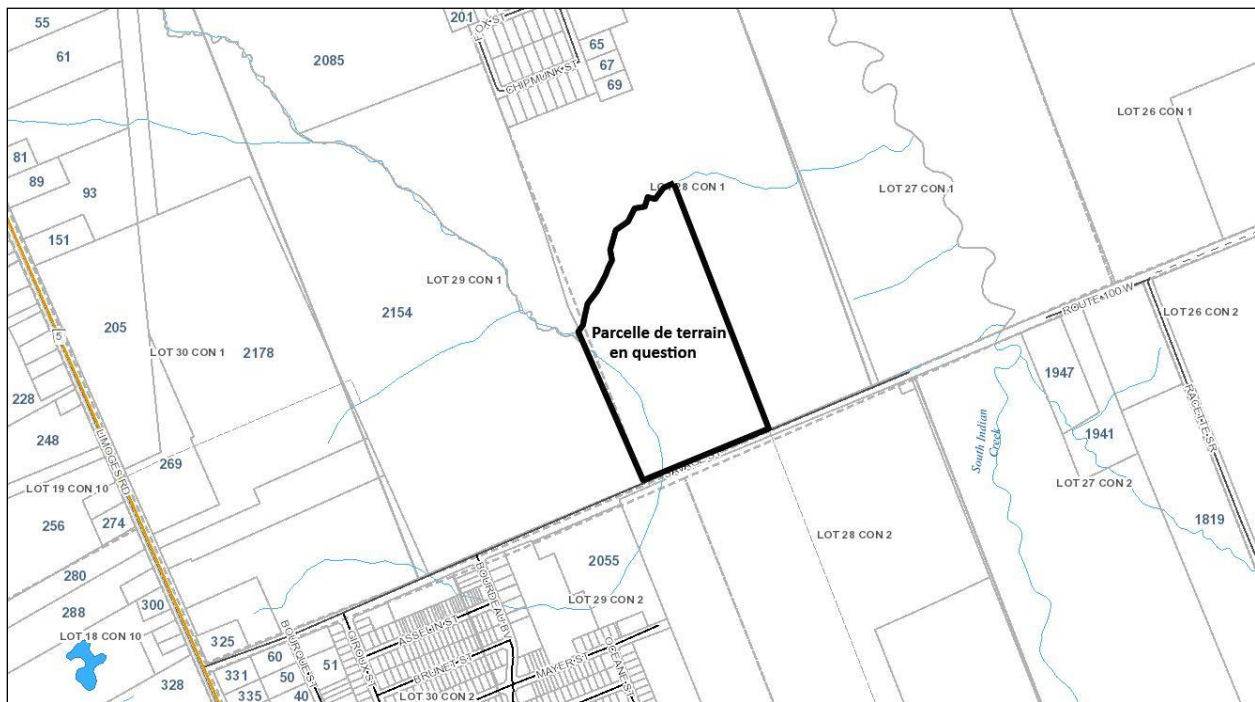
Date de la réunion : 25 juillet 2022

INTRODUCTION:

Le 13 juin 2022, une réunion publique a eu lieu, présentant la demande de modification au règlement de zonage ZBL-8-2022. Cette demande était pour modifier la catégorie de zonage d'une parcelle de terrain sur la rue Savage pour permettre un projet futur. Le SAT a présenté un rapport et le public et les agences ont déposé des commentaires. Ce rapport révisera les commentaires soumis et répondra en général aux questions. Nous trouvons cette révision sous le paragraphe "COMMENTAIRES".

M. Robert Lavigne a soumis une demande de modification au règlement de zonage 2-2006, filière ZBL-8-2022, relativement à la propriété localisée sur une partie du lot 28, concession 1 de l'ancien canton de Cambridge afin de permettre le développement d'un futur lotissement. Cette demande est l'une des conditions d'approbation de la demande de morcellement B-9-2022.

Cette modification n'a pas pour but d'interdire une mixité de densité dans le cadre d'une proposition future, mais simplement identifiée la parcelle en politiques urbaines.



DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE

Sous la section 1.1.1, la DPP nous cite que pour maintenir des collectivités saines et sûres, il faut :

- a) encourager des formes efficaces d'aménagement et d'utilisation du sol qui soutiennent à long terme la vitalité financière de la province et des municipalités;

- b) permettre un éventail et une diversité appropriés d'utilisations à des fins résidentielles (p. ex., deuxièmes unités d'habitation, logements abordables, logements pour personnes âgées), d'emploi (notamment industriels et commerciaux), institutionnelles (p. ex., lieux de culte, cimetières, foyers de soins de longue durée), de loisirs, d'espaces verts et de plein air et autres pour répondre aux besoins à long terme;.....

e) encourager des formes et des normes d'aménagement rentables qui réduisent au minimum l'utilisation des terres et les coûts de viabilisation;

Sous la section 1.1.3, la DPP nous encourage à développer une mixité d'usage résidentiel dans les centres urbains. La DPP encourage les municipalités au redéveloppement des zones de peuplement en densifiant les terrains existant à l'intérieur des villages. Cette densification devrait maximiser les infrastructures existantes.

Sous la section 1.4.3, la DPP nous demande de fournir une diversité et un éventail appropriés de types de logement et de densités afin de répondre aux besoins des résidents actuels et futurs de la *zone de marché régionale* de la façon suivante :

- a) en établissant et en mettant en œuvre des objectifs minimaux pour la fourniture de logements *abordables aux ménages à revenu faible et modéré...*
- b) en permettant et en facilitant:
 - a. toutes les formes de logement nécessaires pour répondre aux besoins sur le plan social et en matière de santé et de bien-être, y compris aux *besoins particuliers*, des résidents actuels et futurs;
 - b. toutes les formes de *densification résidentielle*, y compris les deuxièmes unités d'habitation, et de *réaménagement* en conformité avec la politique 1.1.3.3;
- c) en orientant l'aménagement de nouveaux logements vers les endroits où des niveaux appropriés d'infrastructure et d'installations de services publics sont ou seront disponibles pour répondre aux besoins actuels et futurs;
- d) en encourageant, pour les nouveaux logements, des densités qui utilisent efficacement les terres, les ressources, *l'infrastructure* et les *installations de services publics*, et qui appuient l'utilisation du transport actif et du transport en commun dans les zones où ils sont offerts ou doivent être implantés;
- e) en établissant des normes d'aménagement pour la *densification résidentielle*, le *réaménagement* et les nouveaux aménagements résidentiels qui permettent de réduire au minimum le coût du logement et de faciliter l'aménagement compact, tout en maintenant des niveaux appropriés de santé et de sécurité publiques.

Sous la section 1.6.6.1, la DPP nous encourage d'orienter la croissance ou l'aménagement prévu(e) et y répondre d'une façon qui favorise l'utilisation efficace et l'optimisation des *services d'égout municipaux* et des *services d'approvisionnement en eau municipaux* existants.

Aussi, la section 1.6.6.2, la DPP nous cite que les *services d'égout municipaux* et les *services d'approvisionnement en eau municipaux* constituent la méthode privilégiée pour viabiliser les *zones de peuplement*. Dans la mesure du possible, il faut encourager dans les *zones de peuplement* la *densification* et le *réaménagement* basés sur les *services d'égout municipaux* et les *services d'approvisionnement en eau municipaux* existants.

La demande de modification au règlement rencontre la DPP.

PLAN OFFICIEL:

La parcelle de propriété est inscrite sous l'affectation "Secteur des politiques urbaines" à l'annexe A au Plan Officiel des Comtés Unis de Prescott et Russell.

Les politiques 2.2.6 & 2.2.7 sur le développement résidentiel, encourage une mixité des usages résidentiels et commerciaux à l'intérieur des zones urbaines et de densifier même les zones centrales de nos zones urbaines.

La politique (2.2.6.5) considère qu'un mélange dans une zone urbaines se chiffre près du 70% faible densité, 20% densité moyenne et 10% haute densité.

Dans ce cas-ci, la demande est pour rendre résidentiel avec utilisation différée la parcelle de terrain en question, jusqu'à une nouvelle demande soit déposée.

Le SAT peut confirmer que la modification au règlement de zonage rencontre les intentions du plan officiel.

RÈGLEMENT DE ZONAGE:

La parcelle de propriété en question est zonée "rural" (RU).

La demande de modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la parcelle à "résidentielle faible densité – utilisation différé (R1-H)", et ce, jusqu'au moment où un futur lotissement soit proposé. Il est certain que des dispositions seront proposées plus tard avec une mixité de densité.

SOMMAIRES DES COMMENTAIRES / COMMENTS SUMMARY

1 La Conservation de La Nation Sud

aucune objection mais demande d'être circulé pour les autres étapes du développement afin de réviser et commenter les études environnementales au moment du lotissement.

2 M. Darwin et Mme Donna Patterson

En tant que résidents de longue date de Cambridge Forest Estates (CFE), nous sommes de plus en plus préoccupés par l'unique voie d'accès/sortie de notre ensemble résidentiel. Nous pensons que l'absence d'une autre voie d'accès/sortie est un problème de sécurité important pour les résidents de Cambridge Forest Estates, et qu'il le devient encore plus avec le changement climatique et les événements météorologiques extrêmes/inhabituels qui se produisent plus fréquemment (comme le derecho du 21 mai 2022).

En ce qui concerne le changement de catégorie de zonage proposé qui sera discuté lors de la réunion publique de la municipalité de la Nation du 13 juin 2022, nous soutenons que la municipalité devrait incorporer dans son approbation du changement de zonage (et l'approbation subséquente du tracé routier) de cette parcelle de propriété une route de prolongement planifiée de l'allée Beaver jusqu'à la rue Savage.

Malheureusement, cette question de sécurité n'a jamais été abordée par les conseils précédents, même si elle a été soulevée à de nombreuses reprises depuis la création de Cambridge Forest Estates dans les années 1970.

Nous nous réjouissons de l'attention que vous porterez à notre demande.

Le SAT est d'avis qu'il étudiera la possibilité de se réserver une emprise pour permettre le

branchement du lotissement CFE et celui proposé. Par contre, pour se qui est de la construcion à court terme, cette discussion sera lors d'une autre réunion.

3 Mme Melissa Holterman

La zone proposée pour le développement fait partie d'un écosystème de zones humides qui abrite certaines espèces préoccupantes, comme la tortue serpentine, plusieurs types de salamandres et la taupe orientale. Non seulement les zones humides favorisent une grande biodiversité, mais elles agissent également comme des usines naturelles de traitement de l'eau, ce qui est très important pour ceux d'entre nous qui dépendent de puits pour leur eau potable. La destruction de cette zone et les constructions qui en découleront entraîneront une augmentation de la pollution de l'eau potable. À ce titre, je demande quelles considérations environnementales ont été prises en compte et qu'une évaluation environnementale complète soit exigée avant d'approuver cette demande.

Comme pour la CNS, l'étude environnementale se fera au moment du lotissement, et dépendant des résultats, permettra de justifier le retrait de l'utilisation différée (H).

RECOMMANDATION DU SAT :

Le SAT recommande l'adoption du règlement 87-2022 et informe le Conseil qu'une modification ultérieure sera déposée suivant une proposition de lotissement et qu'à cette date, une mixité de densité sera évaluée. (Annexe 1)

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Urbaniste Municipal

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 87-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The parcel of property located on part of Lot 28, Concession 1 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule “A”, attached to and forming part of this By-Law, shall be the parcel of property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule “A” of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from “Rural (RU)” to “Low Density Residential – Holding (R1-H)” and the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule “A” hereto made fully part of this by-law.

Section 3: All other provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 4: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 25th day of July 2022
this 25th day of July 2022

**François St. Amour
Mayor**

**Josée Brizard
Clerk**



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: EC-07-2022

Sujet : Réallocation du Programme de support au développement touristique riverain de Prescott et Russell (2022)

Préparé par : Benjamin Bercier, Gestionnaire du développement économique et touristique

Révisé par : Guylain Laflèche, directeur de l'urbanisme

Date de la réunion : 25 juillet 2022

Contexte

Demande de réallocation du Programme de support au développement touristique riverain de Prescott et Russell (2022) tel que décrit dans la note de service EC-04-2022 ayant été présenté à la réunion du conseil du 25 avril dernier.

Rapport

En avril, le département avait proposé d'allouer la subvention de 4 000 \$ du programme de support riverain des CUPR pour subventionner 400 heures de location d'embarcation ; canoë, kayak, planche à pagaies de l'entreprise, XplorNation exploité par Caroline Jeurond.

Suivant des rencontres de mise en œuvre de la subvention, nous constatons que la structure financière touchant au taux horaire initialement proposé ne convient pas.

Dans l'optique de trouver une façon alternative de supporter les activités de l'entreprise de location d'embarcation nautique non motorisé, nous approchons le conseil afin de modifier les termes de la demande de subvention tout en demeurant dans le cadre des CUPR.

Nous proposons de couvrir les frais d'entrepôts des embarcations situés au parc High Falls à Casselman au lieu de couvrir un montant de 10\$/heure pour chaque heure de location de l'équipement nautique tel qu'initialement proposé.

Liens aux priorités

Cette initiative fait partie des priorités du plan de développement stratégique et touristique de la Nation 2021-2024 sous le point suivant :

4.2 SECTEUR TOURISTIQUE — Appuyer le développement et la promotion des attraits, des événements et des entreprises touristiques de son territoire afin de faire vivre des expériences uniques à ses visiteurs et à sa population locale tout au long de l'année.

L'initiative fait également partie du **plan directeur de la récréation et des loisirs** sous l'objectif :

5 ; Milieu naturel - Au cours des 15 prochaines années, créer des partenariats dans le développement d'opportunités en matière de loisirs en fonction des attraits du patrimoine naturel existant, plus précisément la rivière Nation Sud et la Forêt Larose. Travailler de concert avec les partenaires pour améliorer les expériences en matière de loisirs et relier les communautés aux emplacements qui sont le point de départ de sentiers et de pistes.

3. Accès et développement riverains – (page 55)

- Travailler de concert avec les CUPR et la Conservation de la Nation Sud dans le cadre du développement d'accès à la rivière Nation Sud.
- Considérer fournir l'appui, en matière de location d'équipement, aux installations qui sont établies aux enclaves d'accès (par exemple canots, pagaies et flottaisons).

Considérations financières

Allocation de la subvention provenant des CUPR au montant de 4 000 \$.

Recommandation

Qu'il soit résolu que le conseil approuve un amendement à la demande au programme de support au développement touristique riverain de Prescott et Russell (2022).

Qu'il soit résolu que le montant du programme serve à couvrir les frais d'entreposage des embarcations fournit sous le projet pilote de l'entreprise XplorNation.

Pièces jointes

Aucune



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-15-2022

Sujet : Étude redevances d'aménagement

Préparé par : Nadia Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

Date: le 25 juillet 2022

CONTEXTE:

L'étude de redevances d'aménagement de 2015 venait à échéance en 2020. Cependant, dû à la COVID il y a eu de nombreux délais et la nouvelle étude a été faite en 2022.

Le processus pour l'éventuel adoption du nouveau règlement est tel que suit (selon le *Development Charges Act, 1997, 2015*)

- 1997, C. 27, S. 10(1) – Avant d'adopter un règlement pour les frais de développement, le conseil doit compléter une étude.
- 2015, C. 26, S. 5(3) - Le conseil mettra l'étude à la disposition du public au moins 60 jours avant l'adoption du règlement et jusqu'à ce que le règlement expire ou soit abrogé, en affichant l'étude sur le site web, ou s'il n'y a pas de site web, au bureau municipal.
- 1997, C. 27, S. 12(1) – Avant de passer le règlement, le conseil tiendra au moins une réunion publique, donnera au moins 20 jours d'avis de la réunion, et s'assurera que le règlement proposé et l'étude sont disponible pour consultation publique au moins deux semaines avant la réunion publique.

Le tableau ci-dessous détaille la chronologie du processus expliqué ci-dessus :

Rencontre du conseil pour approbation de l'avis de réunion publique	25 juillet 2022
Publication de l'avis de réunion publique dans les journaux locaux et affichage sur le site web et nos réseaux sociaux	3-4 août 2022
Réunion publique	3 octobre 2022
Si aucune réunion additionnelle est requise, adoption du nouveau règlement sur les redevances d'aménagement	Réunion spéciale dans la semaine du 3 octobre 2022

FAITS SAILLANTS DE L'ÉTUDE :

L'étude fait par ZanderPlan Inc. est en pièce jointe ainsi que le règlement avec les redevances d'aménagement proposés. L'étude et le règlement proposé seront mis à la disposition du public suite à l'approbation du conseil de la publication de l'avis publique de l'éventuel réunion publique le 3 octobre 2022.

Les faits saillants de l'étude sont détaillés ci-dessous.

Exemptions et inéligibilité (Section 2.3)

- Les propriétés suivantes demeurent exemptes du règlement de Redevances d'Aménagement selon le *Development Charges Act, 1997*.
 - Deuxième unité résidentielle dans une nouvelle construction (section 3.1)
 - Les terres appartenant à une municipalité, ou à un conseil scolaire tel que défini dans le *Education Act*
 - Diverses exemptions pour le développement industriel (Section 4)

Prévision de l'activité des permis de construction (Section 3.2.3)

- Il est recommandé que la projection de l'activité des nouveaux permis résidentiels soit basée sur un total de 660 unités au cours de la prochaine période de dix ans (66 unités par an). Cette projection est basée sur l'activité des permis de construction résidentiels de 2017 à 2021 et sur un taux de

croissance démographique prévu de 1,25 %.

- Cette projection est basée sur le fait que le développement résidentiel a connu une forte croissance depuis les dix dernières années et il est prévu que la tendance se maintienne dans les dix prochaines années.
- Il est recommandé que la projection des nouveaux permis non résidentiels soit basée sur un total de 36 000 pieds carrés par an au cours de la prochaine période de dix ans.
 - Cette projection est basée sur la croissance de développement non résidentiel des cinq dernières années.

Comparaison des municipalités environnantes (Section 5.1, Table 13)

- Présentement, La Nation charge 4 120,66 \$ pour une unité résidentielle individuelle. Le tableau ci-dessous, tiré de la section 5.1 de l'étude, montre les redevances d'aménagement d'autres municipalités ainsi que la redevance d'aménagement proposée pour 2022 pour la Nation.

COMPARISON DES REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT AVEC DES MUNICIPALITÉS ENVIRONNANTES				
	RUSSELL	CASSELMAN	CLARENCE-ROCKLAND	NATION (Proposé)
Résidentiel :				
Détaché simple (À l'échelle de la municipalité)	11 887 \$	6 374 \$	19 053 \$	5 042,27 \$
Non-résidentiel :	Par mètre carré	Par pied carré	Par mètre carré	Par pied carré
À l'échelle de la municipalité	14,95 \$ (1,39 \$ / pi ²)	2,93 \$	87,64 \$ (8,27 \$ / pi ²)	2,00 \$

Sommaire des nouvelles redevances d'aménagement proposés (Section 7.0)

CATÉGORIE D'UTILISATION	REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT / UNITÉ ACTUEL	REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT / UNITÉ PROPOSÉ 2022	HAUSSE
Détaché simple	4 120,66 \$	5 042,27 \$	921,61 \$
Semi-Détaché	3 635,88 \$	4 449,06 \$	813,18 \$
Maison en rangée	3 151,10 \$	3 855,85 \$	704,75 \$
Appartement ou unité multiples attachés	2 181,53 \$	2 669,44 \$	487,91 \$
Non-Résidentiel	n/a	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²

- Les taux proposés pour les années suivantes sont:

CATÉGORIE D'UTILISATION	2023	2024	2025	2026
Détaché simple	5 143,11 \$	5 245,96 \$	5 350,89 \$	5 457,92 \$
Semi-Détaché	4 538,04 \$	4 628,79 \$	4 721,37 \$	4 815,81 \$
Maison en rangée	3 932,97 \$	4 011,62 \$	4 091,85 \$	4 173,70 \$
Appartement ou unité multiples attachés	2 722,82 \$	2 777,27 \$	2 832,82 \$	2 889,49 \$
Non-Résidentiel	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²

ANNEXES :

Annexe A – Avis publique

Annexe B – Règlement proposé (disponible qu'en anglais)

Annexe C – Étude des frais de développement (disponible qu'en anglais)

RECOMMANDATION :

Il est recommandé d'afficher l'avis de la réunion publique sur notre site web et nos réseaux sociaux et de le publier dans les journaux locaux d'ici le 4 août afin de tenir la réunion publique le 3 octobre 2022.

Nadia Knebel, CPA
Trésorière

ANNEXE A

AVIS PUBLIQUE



LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION

AVIS DE RÉUNION PUBLIQUE

RÈGLEMENT POUR LES FRAIS DE REDEVANCE

Veillez noter que le Conseil de la municipalité de La Nation aura une réunion publique lundi 3 octobre 2022 à 19 h, dans la chambre du Conseil au 958, route 500 ouest, suivant l'article 12 de la Loi sur les redevances d'aménagement, 1997 pour examiner les mises à jour au règlement municipal sur les redevances d'aménagement.

Veillez noter également que toute personne et tout organisme peuvent assister à cette réunion publique, et peuvent présenter leurs observations relatives au règlement des redevances d'aménagement, soit pour l'appuyer ou le contester. Les individus désirant adresser le conseil doivent en aviser la greffe par écrit au plus tard vendredi 30 septembre 2022 au courriel admin@nationmun.ca. Toutes les observations reçues par écrit et les opinions exprimées lors de la réunion publique seront prises en compte avant la promulgation du nouveau règlement sur les redevances d'aménagement.

Veillez noter que l'objectif de ce règlement des redevances d'aménagement proposé est pour faire une mise à jour aux taux des redevances d'aménagement courantes pour les cinq prochaines années, pour qu'ils reflètent les dépenses en immobilisations liées à la croissance, qui sont identifiés dans l'étude sur des mises à jour sur les redevances d'aménagement.

Veillez noter de plus que le règlement et l'étude sur les redevances d'aménagement seront accessibles pour la revue de la publique le 26 juillet 2022 au bureau de la greffière, au 958, route 500 Ouest, Casselman Ontario, au bureau satellite au 3248, Chemin de Comté 9, Fournier Ontario, durant les heures d'ouverture régulière, et sur le site web de la municipalité de La Nation, www.nationmun.ca.

Les demandes de renseignements doivent être adressées à la Greffe au 613-764-5444 ou à admin@nationmun.ca.

DATÉ À LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION, CE 25^e JOUR DE JUILLET 2022.

Josée Brizard, DG-Greffière

ANNEXE B

RÈGLEMENT PROPOSÉ

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW No.

BEING a By-law for the imposition of Development Charges.

WHEREAS the Nation Municipality has and will continue to experience growth through development;

AND WHEREAS Council desires to ensure that the capital cost of meeting growth related demands for, or burden on, Municipal Services do not place an undue financial burden on the Municipality or its taxpayers;

AND WHEREAS The Development Charges Act, 1997 (the “Act”) provides that the Council of a municipality may by By-law, impose Development Charges against land to pay for increased capital costs required because of increased needs for Services;

AND WHEREAS a Development Charges background study has been completed in accordance with the Act;

AND WHEREAS Council has before it a report entitled Development Charges Background Study, Draft Report prepared by ZanderPlan Inc dated June 9, 2022;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality has given notice and held a public meeting and open house on October 3rd, 2022 in accordance with the Act and regulations thereto;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) That, where lawfully permitted by the Act, the Development Charges established by this By-law are hereby imposed on all classes of residential and non-residential property as hereinafter set forth on Schedule “A” attached to and forming part of this By-law.
- 2) That this By-law applies to all lands in The Nation Municipality whether or not the land or use thereof is exempt from taxation under Section 13 of the Assessment Act. Notwithstanding the preceding, this By-law shall not apply to lands that are owned by and used for the purposes of:
 - The Municipality or a local board thereof;
 - A Board of Education;
 - The Corporation of the United Counties of Prescott-Russell or a local board thereof.
- 3) That the Development Charges are established as per Schedule “A” per single detached dwelling unit, semi-detached or duplex dwelling unit, row house or townhouse dwelling unit, apartment or other multiple dwelling unit.
- 4) Notwithstanding Section 3 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, Development Charges shall not be imposed with respect to:
 - An enlargement to an existing dwelling unit;
 - One or two additional dwelling units in an existing single detached dwelling unit;
 - One additional dwelling unit in any existing residential building;
 - Agricultural use buildings or structures.
- 5) For the purposes of demolitions or loss of property, this By-law shall not apply to development where, by comparison with the land at any time within 24 months previous to the imposition of the charge:
 - No additional dwelling units are being created;
 - No additional non-residential gross floor area is being added.

The exemption from the charge is applicable only to the registered owner(s) on title of the subject property at the time of the event (non-transferable).

- 6) That notwithstanding Section 4), bullet two, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the total gross floor area of the additional unit(s) exceeds the gross floor area of the existing dwelling unit.

- 7) That notwithstanding Section 4, bullet three, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the additional unit has a gross floor area greater than:
- In the case of a semi-detached, duplex, row house or townhouse dwelling unit, the gross floor area of the existing dwelling unit;
 - In the case of an apartment or multiple attached dwelling, the gross floor area of the smallest unit contained in the residential building.
- 8) That the Development Charge is established at \$1.51 per square foot for non-residential development, subject to the footnote exemption shown on Schedule “A” of this By-law.
- 9) That notwithstanding Section 8 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, no Development Charge is payable for an enlargement of the gross floor area of an existing industrial building where the gross floor area is enlarged by 50 percent or less.
- 10) That, if the gross floor area of an existing industrial building is enlarged by greater than 50 percent, the amount of the Development Charge payable in respect of the enlargement is the amount per square foot as set out in Section 8), for each square foot in excess of 50 percent of the existing industrial building.
- 11) That for the purpose of Sections 9) and 10) herein, “existing industrial building” is used as defined in the Regulation made pursuant to the Act.
- 12) That the categories for services for which Development Charges are imposed under this By-law are as follows:
- Administration
 - Library
 - Recreation
 - Public Works (Roads)
 - Fire Protection Services
- 13) That notwithstanding the provisions of Section 1) of this By-law, every place of worship and land used in connection therewith, and every churchyard, cemetery or burying ground are wholly exempted from the Development Charges imposed pursuant to this By-law.
- 14) That the Development Charges imposed by this By-law shall be calculated and be payable in money or by provision of services as may be agreed upon, or by credit granted by the Act, on the date that a building permit is issued in relation to a building or structure on land to which the Development Charge applies, or in a manner or at a time otherwise lawfully agreed upon.
- 15) That the terms “single detached dwelling”, “semi-detached dwelling”, “duplex dwelling”, “row house dwelling”, “townhouse dwelling” “apartment dwelling” and “multiple attached dwelling” have the meanings assigned to them in the Comprehensive Zoning By-law of the Corporation of The Nation Municipality.
- 16) That Council may adjust the Development Charges in this By-law one or two times annually in accordance with the “Construction Price Statistics” (Ontario Series) as published by Statistics Canada quarterly (Catalogue No. 62-007) pursuant to paragraph 10 of subsection 5(1) of the Development Charges Act, and Section 7 of Ontario Regulation 82/98. Such adjustment to a Development Charge shall not require an amendment to this By-law.
- 17) This By-law repeals By-law No. 93-2015 and By-Law No. 8-2016, and all amendments thereto.
- 18) This By-law shall come into force and take effect on the [redacted] day of **October, 2022**.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS [redacted] DAY OF **OCTOBER, 2022.**

François St. Amour, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

ANNEXE "A" DE RÈGLEMENT No. [REDACTED]

REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT

USAGES RÉSIDENTIEL ET NON-RÉSIDENTIEL
(Intégration proposé sur 5 ans)

Catégorie	Personnes par unité	Redevances d'aménagement par unité résidentielle et par pied carré d'espace non-résidentiel
Janvier 2022 – présent		
Détaché simple	3.4	4 120,66 \$
Semi-détaché ou Duplex	3.0	3 635,88 \$
Maison en rangée ou Maison de ville	2.6	3 151,10 \$
Appartement ou multiple attaché	1.8	2 181,53 \$
Non-Résidentiel	N/A	0 \$/pi ²
2022¹ – après adoption du règlement		
Détaché simple	3,4	5 042,27 \$
Semi-détaché ou Duplex	3,0	4 449,06 \$
Maison en rangée ou Maison de ville	2,6	3 855,85 \$
Appartement ou multiple attaché	1,8	2 669,44 \$
Non-Résidentiel	N/A	2,00 \$/pi ²
2023¹		
Détaché simple	3,4	5 143,11 \$
Semi-détaché ou Duplex	3,0	4 538,04 \$
Maison en rangée ou Maison de ville	2,6	3 932,97 \$
Appartement ou multiple attaché	1,8	2 722,82 \$
Non-Résidentiel	N/A	2,00 \$/pi ²
2024¹		
Détaché simple	3,4	5 245,96 \$
Semi-détaché ou Duplex	3,0	4 628,79 \$
Maison en rangée ou Maison de ville	2,6	4 011,62 \$
Appartement ou multiple attaché	1,8	2 777,27 \$
Non-Résidentiel	N/A	2,00 \$/pi ²
2025¹		
Détaché simple	3,4	5 350,89 \$
Semi-détaché ou Duplex	3,0	4 721,37 \$
Maison en rangée ou Maison de ville	2,6	4 091,85 \$
Appartement ou multiple attaché	1,8	2 832,82 \$
Non-Résidentiel	N/A	2,00 \$/pi ²
2026¹		
Détaché simple	3,4	5 457,92 \$
Semi-détaché ou Duplex	3,0	4 815,81 \$
Maison en rangée ou Maison de ville	2,6	4 173,70 \$
Appartement ou multiple attaché	1,8	2 889,49 \$
Non-Résidentiel	N/A	2,00 \$/pi ²
<p>¹ Les redevances d'aménagement augmentent le 1^{er} janvier de chaque année conformément aux montants indiqués dans le présent tableau, PLUS un montant supplémentaire égal aux " Statistiques sur les prix de la construction " (série Ontario) publiées par Statistique Canada tous les trimestres (catalogue no 62-007), montant qui doit être ajouté chaque année de façon progressive pendant la période de cinq ans du présent Règlement.</p> <p>² Aucune redevance d'aménagement sur le premier permis de construction émis pour une propriété, jusqu'à un maximum de 3 500 pieds carrés, après quoi les redevances d'aménagement complètes s'appliquent.</p>		

ANNEXE C

ÉTUDE DES FRAIS DE DÉVELOPPEMENT



THE NATION MUNICIPALITY

DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY

Draft Report June 9, 2022

Prepared by ZanderPlan Inc.

In partnership with:

Clem Pelot Consulting and

Jp2g Consultants Inc.

For Public Review and Comment

TABLE OF CONTENTS

EXECUTIVE SUMMARY.....	3
1.0 INTRODUCTION.....	6
2.0 DEVELOPMENT CHARGES: LEGISLATIVE BASIS, POLICY AND PROCEDURE.....	6
2.1 IMPACT OF BILL 108 (2019), BILL 197 (2020) AND BILL 109 (2022).....	7
2.2 APPLICATION OF THE DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW.....	10
2.3 EXEMPTIONS AND INELIGIBILITY	10
2.4 DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY	13
2.5 BY-LAW DURATION	14
2.6 NOTIFICATION PROCESS	14
2.7 APPEAL PROCESS.....	14
2.8 COMPLAINT PROCESS	15
2.9 ANNUAL REPORTING.....	15
3 POPULATION AND GROWTH PROJECTIONS.....	16
3.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS AND POPULATION GROWTH	16
3.2 BUILDING PERMIT ACTIVITY.....	17
4 ELIGIBLE CAPITAL EXPENDITURES AND MUNICIPAL SERVICE STANDARDS	19
4.1 GENERAL GOVERNMENT	20
4.2 FIRE DEPARTMENT	21
4.3 PUBLIC WORKS.....	25
4.4 RECREATION DEPARTMENT	33
4.5 LIBRARY	37
5 DEVELOPMENT CHARGES CALCULATION.....	38
5.1 SURROUNDING MUNICIPALITY COMPARISONS	38
5.2 ASSESSMENT ANALYSIS.....	39
5.3 DEVELOPMENT CHARGES SUMMARY	39
6.0 IMPLEMENTATION	44
7.0 SUMMARY OF NEW DEVELOPMENT CHARGES.....	45

EXECUTIVE SUMMARY

The Nation Municipality's current Development Charges By-law was scheduled to expire on June 1, 2020; however, the Ontario Government issued a Regulation to address the impact of the Covid-19 pandemic, which suspended this deadline until further notice. Prior to the adoption of a new Development Charges By-law, the Municipality is required to complete a Development Charges Background Study in order to identify the services to which the Development Charges will relate for the next five years.

A draft Development Charges Background Study was submitted by the Consultants in April 2020, but the public review process was suspended due to the pandemic; that draft has now been updated based on the following new information provided by the Municipality and the Consultants:

- The Ontario Government's *Bill 197* (An Act to amend various statutes in response to COVID-19 and to enact, amend and repeal various statutes) received Royal Assent in July 2020. *Bill 197*, the *COVID-19 Economic Recovery Act*, resulted in changes to the *More Homes, More Choice Act*, 2019, the *Development Charges Act*, 1997 and the *Planning Act* (relating to community benefits charges). This information was used to update Section 2 of the new draft Development Charges Study.
- In 2022, the Government passed *Bill 109* (the *More Homes for Everyone Act*). This legislation was introduced by the Government on March 30th, receiving Royal Assent on April 13th, 2022. A new section 2.9 in this Development Charges Study describes the requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement of development charges for the public's review.
- 2021 Census data from Statistics Canada is now available. This information was used to update the Nation's current population and the current number of private dwellings in Section 3.
- The 2022 Growth Management Strategy Update prepared by Hemson for the United Counties of Prescott and Russell (UCPR), was used to determine the new forecasts for housing starts and non-residential development (2022 to 2031) contained in Section 3.
- Building permits issued by The Nation (residential and non-residential) in 2020 and 2021, Development Charges collected by the Nation in 2020 and 2021, as well as 2021 assessment data were used to update Sections 3 and 5.
- The new Fire Master Plan approved by Council in 2022 was used to update the Fire Department capital projects in Section 4.
- The new Roads Planning list (2022 to 2031) prepared by Municipal staff, was used to update the list of capital projects for Public Works in Section 4.
- The new Parks and Recreation Master Plan (2020 to 2034) and ensuing Recreation Facility Assessment Summary, were used to update the list of capital projects for parks and recreation in Section 4.

Currently, residential Development Charges in effect in the Nation Municipality range from \$2,181.53 per unit for an Apartment or Multiple Attached Dwelling to \$4,120.66 for a Single Detached Dwelling; these rates have not increased since 2019. The Development Charge for Non-Residential development was \$1.05 per square foot until the end of 2018 and there has been no Development Charge for Non-Residential projects levied since the beginning of 2019.

Changes were made to the *Development Charges Act* and the *Planning Act* following the enactment of Ontario's *Bill 108 More Homes, More Choices Act* in June of 2019. The *Development Charges Act* now sets out a specific list of services for which development charges may be applied.

Population growth in the Nation is projected to be 1.25% annually for the next ten years, attaining a total population of 15,116 residents by the end of 2031. Residential development is expected to average 66 new dwellings per year over the next ten years. Commercial and industrial development is expected to be 36,000 square feet annually.

A capital program has been defined in this background study for each of the Nation Municipality's development charge service categories. Each program identifies the capital projects that will be required to service the Municipality as it grows over the next 10 years. The forecast was developed collaboratively with Municipal staff and details each growth-related project and its associated cost (the gross cost for each project is adjusted as required by the *Development Charges Act*).

The Nation's 2022 Development Charge must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the Municipality over the past ten year period. Average Service Levels have been determined for each of the service categories in this study, based on the assessed value of property/ buildings and the replacement cost for vehicles/ equipment:

- General Government N/A
- Fire Department \$662 per capita
- Public Works \$9,159 per capita
- Recreation \$525 per capita
- Library \$91 per capita

Municipal staff and the Consultants jointly prepared the list of eligible capital projects for 2022 to 2031. The 'growth-related' portion of each project has been determined and this ranges from 7.5% to 100%. The 2022-2031 Capital Projects proposed in this background study include the following highlights:

- General Government: this service category includes corporate studies related to growth (Official Plan update and two future Development Charges studies).
- Fire Department: replacement of the St Albert Fire Station; a new 23 meter Ladder Truck; replacement of several Tanker and Pumper Trucks. Total eligible cost of all Fire Department projects is \$2,807,899 (2022-2026).
- Public Works: growth related road projects, continuation of Innovation and Fournier garages, two intersection upgrades and growth-related equipment. The total eligible cost of all Public Works projects is \$3,003,138 (2022-2026).
- Recreation: construction of the Limoges Recreation Complex, developing a 6 kilometer bike path, renovations to local recreation centres and converting the Bowling Alley in St Isidore Arena. Total eligible cost of all Recreation projects is \$6,866,214 (2022-2026).
- Library: expand the collection of reading materials at the Limoges branch, new shelving/ work stations and relocate the Limoges branch (2027). Total eligible cost of all Library projects is \$412,800 (2022-2026).

Based on the analysis contained in this background study, the following 2022 Development Charges are recommended for the Nation Municipality:

<u>Dwelling type</u>	<u>Current</u>	<u>Proposed</u>
Single Detached	\$4,120.66	\$5,042.27
Semi-Detached or Duplex	\$3,635.88	\$4,449.06
Row House/ Townhouse	\$3,151.10	\$3,855.85
Apartment/ Multiple Attached	\$2,181.53	\$2,669.44
Non-residential	\$0	\$2/square foot

The recommended residential Development Charge represents a 22% increase over the current charge, primarily as a result of the new Recreation Complex in Limoges, a decline in the Nation’s projected population growth and the fact that the current DC has not been increased since 2019. The recommended charges would be increased by 2% annually, on January 1st of each year.

The recommended Non-residential Development Charge of \$2 per square foot would begin to align the Nation Municipality with the practices of its neighboring municipalities. This modest rate would generate expected revenue of \$360,000 over the next five years, which represents about 14% of the \$2.5M non-residential share of eligible capital projects over the next five years (see section 5.3).

NOTE: Results of the public consultation and Council input to the draft report will be added to the final report following the public meeting.

1.0 INTRODUCTION

The Nation Municipality currently has a Development Charges By-Law which took effect on June 1, 2015 (By-Law No. 93-2015), as permitted by the *Development Charges Act, 1997*, as amended. That By-Law was supported by a Background Study completed by Parsons in June 2015. The Nation Municipality has been collecting Development Charges since 2005 to help offset the cost of additional services required as a result of the growth that is projected in the Municipality, and wishes to continue this practice. The *Development Charges Act, 1997* as amended indicates that:

“The council of a municipality may by by-law impose development charges against land to pay for increased capital costs required because of increased needs for services arising from development of the area to which the by-law applies.” (Section 2(1))

Moreover, according to the *Development Charges Act, 1997*:

“Unless it expires or is repealed earlier, a development charge by-law expires five years after the day it comes into force.” (Section 9(1))

Based on the above, the Nation’s current Development Charges By-law was set to expire in June of 2020. However, as a result of the pandemic and ensuing Ontario Government Regulation, the Municipality’s 2015 Development Charges By-law remains in effect.

Before adopting a new Development Charges By-Law, the Municipality is required (as per Section 10(1) of the *Development Charges Act, 1997*), to complete a new Background Study in order to identify services to which the Development Charges will relate. The new Background Study shall “outline the increase in need for a service that is the result of growth, summarize the net growth-related capital costs of services for which a Development Charge will be collected, and determine the capital costs of the services that will be incurred during the term of the implementing Development Charges By-Law”.

As such, the Nation Municipality retained ZanderPlan Inc. (in cooperation with Clem Pelot Consulting and Jp2g Consultants Inc.) in early 2020 to undertake the preparation of the required Background Study and prepare the Nation’s new Development Charges By-Law. A draft Background Study was tabled in April 2020 but the public consultation process was suspended due to the pandemic. The draft Background Study has now been updated with information from 2020 and 2021 provided by the Municipality and the consultants. The following Report has been prepared by the consultant team, to support Council’s adoption of a new Development Charges By-Law in 2022.

2.0 DEVELOPMENT CHARGES: LEGISLATIVE BASIS, POLICY AND PROCEDURE

Development charges are used to recover some of the capital costs associated with residential and non-residential growth within the Municipality. The *Development Charges Act, 1997* as amended, enables municipalities to enact by-laws to impose development charges against lands to be developed to pay for

growth-related capital costs for municipal services. A municipality must complete a development charge background study and hold at least one public meeting before passing a development charge by-law.

2.1 IMPACT OF BILL 108 (2019), BILL 197 (2020), and BILL 109 (2022)

The *More Homes, More Choice Act, 2019 (Bill 108)* was intended to make housing more affordable and increase the housing supply in Ontario by limiting and providing certainty about municipal costs and development charges imposed on construction. The changes resulting from the *More Homes, More Choice Act, 2019* meant that municipalities would have two primary funding streams in the future to pay for increased services due to new development: development charges and community benefits charges.

Some key changes were made to the *Development Charges Act, 1997* with the enactment of Ontario's *Bill 108 More Homes, More Choice Act* (Schedule 3) in June of 2019. Bill 108 also introduced new Community Benefit Charges (CBC's) under the *Planning Act* (Schedule 12).

The Ontario Government's Bill 197 (An Act to amend various statutes in response to COVID-19 and to enact, amend and repeal various statutes) received Royal Assent in July 2020. Bill 197, the COVID-19 Economic Recovery Act, resulted in changes to the More Homes, More Choice Act, 2019, the Development Charges Act, 1997 and the Planning Act (relating to community benefits charges). The changes are meant to implement the continued goal in Ontario that "growth will pay for growth."

In 2022, the Government passed Bill 109 (the More Homes for Everyone Act). This legislation was introduced by the Government in March 30, receiving Royal Assent on April 13th, 2022. The Act includes several legislative changes, some taking effect immediately while others coming into force on July 1, 2022 or January 1, 2023. Bill 109 includes changes to the Planning Act and the Development Charges Act in Ontario.

2.1.1 DEVELOPMENT CHARGES ACT, 1997

Schedule 3 of *Bill 197* amended the *Development Charges Act* and repealed/ replaced certain amendments made by the *More Homes, More Choice Act* to the *Development Charges Act*. The list of services in subsection 2(4) of the *Development Charges Act* for which a development charge can be imposed was expanded from the list that was included in the *More Homes, More Choice Act*.

Municipal Services Eligible for Development Charges

As a result of Bill 197, all of the services included in the Nation's 2015 Development Charges Bylaw are eligible to be included in the next DC Bylaw. Subsection 2(4) of the *Development Charges Act* now includes the following eligible services that are relevant to the Nation Township:

- Water supply services, including distribution and treatment services
- Waste water services, including sewers and treatment services
- Storm water drainage and control services
- Services related to a highway as defined in subsection 1(1) of the *Municipal Act, 2001*
- Electrical power services

- Transit services
- Waste diversion services
- Policing services
- Fire protection services
- Ambulance services
- Services provided by a Board within the meaning of the *Public Libraries Act*
- Services related to long term care
- Parks and recreation services, but not the acquisition of land for parks
- Services related to public health
- Child care and early years programs and services
- Housing services
- Services related to proceedings under the *Provincial Offences Act*
- Services related to emergency preparedness

Timing for payment of Development Charges for certain types of development

As a result of the *More Homes, More Choice Act*, a new section 26.1 was added to the *Development Charges Act* setting out rules for when a development charge is payable in respect of rental housing, institutional development, and non-profit housing. Unless certain exceptions apply, the charge shall be paid in annual instalments (21 instalments in the case of non-profit housing development, and six instalments in the case of the other types). The instalments begin on the date of issuance of an occupancy permit or the date the building is first occupied, whichever comes first. Section 52 is amended to set out equivalent rules in respect of these five types of development in the context of non-parties to a front-ending agreement.

When the amount of a Development Charge is determined

Important changes have been introduced that affect when the amount of a development charge shall be determined. Also as a result of the *More Homes, More Choice Act*, a new section 26.2 was added to the *Development Charges Act* setting out these new rules. The amount is determined based on the date of an application under Section 41 of the *Planning Act* (Site Plan Control) or, if there is no such application, on the date of an application under Section 34 of the *Planning Act* (zoning by-laws). If neither such application has been made, the amount continues to be determined in accordance with Section 26 of the *Act*, at the time of issuance of a building permit. If a specified period of time has elapsed since the approval of the relevant application, the amount continues to be determined in accordance with Section 26 of the *Act*.

Bill 109 introduced minor changes to the Development Charges Act which now require annual reporting by the treasurer to the public regarding development charges and associated reserve funds. These changes are intended to improve transparency to the public.

2.1.2 PLANNING ACT

There are also several changes to the *Planning Act* resulting from *Bill 108* (Schedule 12), *Bill 197* (Schedule 17) and *Bill 109* (Schedule 5). For the purposes of this study, the focus is on Section 37 of the *Planning Act*. As a result of the *More Homes, More Choice Act in 2019*, height and density bonusing provisions under Section 37 of the *Planning Act* were replaced with a new Community Benefits Charge (CBC) framework. Bill 197 resulted in further changes in 2020 to the *Planning Act*, relating to community benefits charges (sections 37 and 37.1) as well as to the parkland conveyance policies (section 42). Also, a new subsection 2(4.1) of the *Development Charges Act* sets out the relationship between development charges and the community benefits charges that can be imposed under the *Planning Act*. Further changes and new policies were introduced under Bill 109, requiring regular review and reporting of any community benefit charges by-law that is in place.

Community Benefit Charges

Under the *Planning Act*, municipalities are only permitted to impose Community Benefit Charges (CBCs) for higher density residential development.

Bill 197 replaced Sections 37 and 37.1 of the *Planning Act* in 2020. The re-enacted Section 37 permits the council of a local municipality “to impose community benefits charges against land to pay for the capital costs of facilities, services and matters required because of development or redevelopment in the area to which the by-law applies”. Subsection 37(4) provides that a community benefits charge may not be imposed with respect to development or redevelopment of fewer than 10 residential units or in respect of buildings or structures with fewer than five stories. Subsection 37(5) of the *Planning Act* clarifies that municipalities may impose CBCs for both parkland purposes and for the services enumerated in the newly amended subsection 2(4) of the *Development Charges Act*. However, a municipality may not recover capital costs for the same service more than once. Essentially, CBCs can fund capital costs of municipal services that are not being recovered under a parkland by-law or a DC by-law.

Before passing a CBC by-law, the municipality must have a CBC strategy which identifies what will be funded by the charges and meets requirements in the regulation, including estimates of increased need for services or facilities attributable to the anticipated development which would be subject to the charge. These requirements appear similar to parts of what are addressed in the Development Charge study process.

Landowners can be allowed to provide in-kind contributions to be deducted from the CBCs owed under the by-law. Notably, CBC by-laws can be appealed to the LPAT. On appeal, the LPAT may either dismiss the appeal, repeal or amend the by-law, or order that the council of the municipality repeal or amend the by-law. As with the limitations on the LPAT powers on Development Charge appeals, the LPAT cannot increase a CBC, make it payable earlier, or change exemptions.

Pursuant to the CBC regulation, the amount of a CBC payable shall not exceed 5% of the value of land on the date of the first building permit. Section 37 sets up a process involving an exchange of appraisal reports to resolve disputes over the value of the land, with a third appraiser from a municipal roster, if required.

Based on the restrictions around Community Benefits Charges and their application to higher density housing only, this does not appear to be a tool that smaller municipalities such as the Nation Township will be using at this time.

2.2 APPLICATION OF THE DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW

The Municipality has the right under Section 2, Subsection (1) of the *Development Charges Act, 1997* as amended to impose development charges to contribute to the cost of increased services that result from additional growth and development in the Municipality. As new households establish in the Municipality, new residents will place increasing pressure on the Municipality's services; the collection of Development Charges is intended to help offset these ongoing growth pressures. Under Section 2(2) of the *Development Charges Act, 1997* Development Charges can be applied as follows:

“A development charge may be imposed only for development that requires,

- (a) the passing of a zoning by-law or of an amendment to a zoning by-law under section 34 of the Planning Act;*
- (b) the approval of a minor variance under section 45 of the Planning Act;*
- (c) a conveyance of land to which a by-law passed under subsection 50 (7) of the Planning Act applies;*
- (d) the approval of a plan of subdivision under section 51 of the Planning Act;*
- (e) a consent under section 53 of the Planning Act;*
- (f) the approval of a description under section 9 of the Condominium Act, 1998; or*
- (g) the issuing of a permit under the Building Code Act, 1992 in relation to a building or structure.”*

As per Section 2(6), the Development Charges By-Law may also be applied to services that are provided outside the municipality, as well as the entire municipality or only part of it (Section 2(7)). In addition, more than one development charge by-law may apply to the same area (Section 2(8)). These policies are intended to give the Municipality greater flexibility to impose area-specific charges where applicable, or to apply the charges to services such as recreation and libraries that may be located outside the Municipality's geographic boundaries. Historically in the Nation Municipality, there has only been one applicable Development Charge.

2.3 EXEMPTIONS AND INELIGIBILITY

Section 2(3) outlines instances in which a Development Charge shall not apply, where the purpose of the development in question is to:

- (a) permit the enlargement of an existing dwelling unit; or*
- (b) permit the creation of up to two additional dwelling units as prescribed, subject to the prescribed restrictions, in prescribed classes of existing residential buildings.*

Section 3.1 of the Act also notes the following:

(3.1) The creation of a second dwelling unit in prescribed classes of proposed new residential buildings, including structures ancillary to dwellings, is, subject to the prescribed restrictions, exempt from development charges. 2019, c. 9, Sched. 3, s. 2.

Additional provisions related to second dwelling units have also been included in Ontario Regulation 82/98 which is associated with the *Development Charges Act*. The Regulation indicates that, for the purposes of interpreting Section 2(3)(b) of the *Act* which is described above, the following exceptions shall apply to the creation of additional dwelling units:

Item	Name of Class of Existing Residential Building	Description of Class of Existing Residential Buildings	Maximum Number of Additional Dwelling Units	Restrictions
1.	Existing single detached dwellings	Existing residential buildings, each of which contains a single dwelling unit, that are not attached to other buildings.	Two	The total gross floor area of the additional dwelling unit or units must be less than or equal to the gross floor area of the dwelling unit already in the building.
2.	Existing semi-detached dwellings or row dwellings	Existing residential buildings, each of which contains a single dwelling unit, that have one or two vertical walls, but no other parts, attached to other buildings.	One	The gross floor area of the additional dwelling unit must be less than or equal to the gross floor area of the dwelling unit already in the building.
3.	Existing rental residential buildings	Existing residential rental buildings, each of which contains four or more dwelling units.	Greater of one and 1% of the existing units in the building	None
4.	Other existing residential buildings	An existing residential building not in another class of residential building described in this table.	One	The gross floor area of the additional dwelling unit must be less than or equal to the gross floor area of the smallest dwelling unit already in the building.

The following table is also included in Ontario Regulation 82/98, setting out “the name and description of the classes of proposed new residential buildings that are prescribed and the restrictions for each class.”

Item	Name of Class of Proposed New Residential Buildings	Description of Class of Proposed New Residential Buildings	Restrictions
1.	Proposed new detached dwellings	Proposed new residential buildings that would not be attached to other buildings and that are permitted to contain a second dwelling unit, that being either of the two dwelling units, if the units have the same gross floor area, or the smaller of the dwelling units.	<p>The proposed new detached dwelling must only contain two dwelling units.</p> <p>The proposed new detached dwelling must be located on a parcel of land on which no other detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling would be located.</p>
2.	Proposed new semi-detached dwellings or row dwellings	Proposed new residential buildings that would have one or two vertical walls, but no other parts, attached to other buildings and that are permitted to contain a second dwelling unit, that being either of the two dwelling units, if the units have the same gross floor area, or the smaller of the dwelling units.	<p>The proposed new semi-detached dwelling or row dwelling must only contain two dwelling units.</p> <p>The proposed new semi-detached dwelling or row dwelling must be located on a parcel of land on which no other detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling would be located.</p>
3.	Proposed new residential buildings that would be ancillary to a proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling	Proposed new residential buildings that would be ancillary to a proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling and that are permitted to contain a single dwelling unit.	<p>The proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling, to which the proposed new residential building would be ancillary, must only contain one dwelling unit.</p> <p>The gross floor area of the dwelling unit in the proposed new residential building must be equal to or less than the gross floor area of the detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling to which the proposed new residential building is ancillary.</p>

These recent legislative changes provide greater opportunity for homeowners to establish additional dwelling units within their homes, without any Development Charges impacts. This is consistent with the Provincial directive in recent years to allow for a greater range of housing types including secondary dwellings and secondary dwelling units. This change will need to be considered in the future application of Development Charges for the Nation Municipality and will also need to be considered when the Municipality undertakes its next Official Plan review.

The *Development Charges Act, 1997* sets out the following exemptions from the Development Charges By-Law:

- (a) Second dwelling units in new residential buildings (section 3.1)
- (b) lands owned by a municipality or a board as defined in the *Education Act*; and
- (c) various exemptions for industrial development (Section 4)

As required by the legislation, this background study itemizes both the quantity and quality of municipal assets within all eligible service categories to determine the level at which service has been provided in the Municipality over the last ten years. The DCA stipulates that the increase in the need for service attributable to anticipated development “must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the municipality over the 10-year period immediately preceding the preparation of the background study required under section 10” “(s.5(1)(4)). The historic 10-year average service levels thus form the basis for the future development charge for each eligible service category. The calculated service level determines the maximum amount of future capital costs that may be funded through development charges over the planning period under review.

2.4 DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY

Section 10(1) of the *Development Charges Act, 1997* indicates that: *'Before passing a development charge by-law, the council shall complete a development charge background study'*.

In preparing a Background Study to support a new Development Charges By-Law for the Municipality, and in order to make an appropriate recommendation for a new Development Charge rate, it is necessary to evaluate historic building permit activity and population data, and establish the level of service that residents of the Municipality have enjoyed in each of the affected service areas over the previous period. Through an analysis of the historic information and the expected expenditures in each of the service areas, it is possible to calculate the total amount of Development Charge that the Municipality can apply to the expansion of those services in the future.

2.4.1 BACKGROUND STUDY METHODOLOGY

Section 5(1) of the *Development Charges Act, 1997* prescribes the method by which the Municipality is to determine the development charges it intends to implement. These steps for calculation include the following:

1. Estimate the amount, type and location of development;
2. Estimate the increase in need for service attributable to the anticipated development;
3. Indicate Council's intention to ensure such an increase in need will be met;
4. Exclude an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided over the 10-year period immediately preceding the background study;
5. Reduce the increase in the need for service by the part of that increase that can be met using the municipality's excess capacity;
6. Reduce the increase in the need for the service by the extent to which an increase in service would benefit existing development or by the ability of existing services to meet the needs through existing capacity;
7. Estimate the capital costs necessary to provide the increased services, reduced by capital grants, subsidies, and other contributions.
8. Develop rules to determine if a development charge is payable; and
9. Develop rules to provide for full or partial exemptions for types of development and the phasing in of development charges, as well as the indexing of development charges.

Moreover, there are particular items which must be included in a Development Charges Background Study, in order to provide the context for the associated calculations and recommended rates. As per Section 10(2) of the *Development Charges Act, 1997*, the following information must be included in the study:

(a) the estimates under paragraph 1 of subsection 5 (1) of the anticipated amount, type and location of development;

(b) the calculations under paragraphs 2 to 8 (Note: to be changed to "2 of 7" upon proclamation by the Lieutenant Governor)

of subsection 5 (1) for each service to which the development charge by-law would relate;

(c) an examination, for each service to which the development charge by-law would relate, of the long term capital and operating costs for capital infrastructure required for the service;

(c.1) unless subsection 2 (9) or (11) applies, consideration of the use of more than one development charge by-law to reflect different needs for services in different areas;

(c.2) an asset management plan prepared in accordance with subsection (3); and

(d) such other information as may be prescribed. 1997, c. 27, s. 10 (2); 2015, c. 26, s. 5 (1).

The following services will be included in the Nation Municipality’s 2020 Development Charges Study:

- General Government (Studies)
- Library
- Recreation
- Public Works
- Fire Protection

Detailed descriptions for these services are included in Section 4 below. Once the Background Study is complete, the *Development Charges Act, 1997* outlines specific public notification and appeal processes which must be followed. According to Section 11, “A development charge by-law may only be passed within the one-year period following the completion of the development charge background study”.

Prior to passing the By-Law, the municipality must host at least one public meeting and give the public at least twenty days of notice prior to this meeting, while also making the by-law and background study available to the public. Section 10(4) of the *Act* indicates that “the council shall ensure that a development charge background study is made available to the public at least 60 days prior to the passing of the development charge by-law and until the by-law expires or is repealed by posting the study on the website of the municipality or, if there is no such website, in the municipal office.” In addition, the public must be notified of the relevant opportunities for appeal to the Local Planning Appeal Tribunal.

2.5 BY-LAW DURATION

Once all official processes ensue and the By-Law is adopted, the Development Charges By-Law is valid for a period of not more than five years after it comes into effect (Section 9(1)). Council may choose to repeal or revise the By-law during that time, as circumstances change.

2.6 NOTIFICATION PROCESS

In order to pass the proposed Development Charges By-Law, the Background Study must be presented to the public in at least one duly advertised public meeting for which the public has been given at least twenty (20) days advance notice. As noted above, Council must also ensure that the proposed By-Law and Background Study are made available to the public at least sixty days before the adoption of the DC Bylaw. If Council approves the By-Law, the public must be given forty (40) days of notice of the adoption, commencing the day after the By-Law is adopted.

2.7 APPEAL PROCESS

According to Section 14 of the *Development Charges Act, 1997*:

“Any person or organization may appeal a development charge by-law to the Ontario Land Tribunal by filing with the clerk of the municipality on or before the last day for appealing the by-law, a notice of appeal setting out the objection to the by-law and the reasons supporting that objection”.

The last day for an appeal of a Development Charges By-Law is forty (40) days after the day the By-Law is passed by Council (Section 13(1)). Should any person or organization choose to appeal, the appeal is submitted to the Ontario Land Tribunal by the Clerk within 30 days of the last day of appeal (Section 15(2)). The Tribunal may hold a hearing to determine whether the appeal is to be heard or dismissed in whole or in part, may order the municipality to repeal or amend the by-law, or may repeal or amend it in a way satisfactory to the Tribunal (Section 16(3)). The Tribunal will also decide who will be given notice of the hearing and in what manner (Section 16(2)).

Should the Ontario Land Tribunal appeal or amend the Development Charges By-Law, the municipality shall refund any development charges paid under the by-law, or the difference between a charge paid within 30 days after the Board’s order, or 30 days after the repeal or amendment by Council (Section 18(1), Section 19(2)).

2.8 COMPLAINT PROCESS

In addition to an appeal, a property owner may make an official complaint to the Council of the Municipality in the following circumstances:

- (a) *“the amount of the development charge was incorrectly determined;*
- (b) *Whether a credit is available to be used against the development charge, or the amount of the credit or the service with respect to which the credit was given, was incorrectly determined; or*
- (c) *there was an error in the application of the development charge by-law” (Section 20(1)).*

This complaint must be made no longer than 90 days after the day of the charge is paid, must be in writing, and must include the complainant’s name, mailing address, and reasons for the complaint (Section 20(2); Section 20(3)). Council shall hold a hearing and allow an opportunity for the complainant to make representations, and the Clerk shall mail notice of the Council’s decision and notify the complainant of the last day to appeal the decision (40 days after the decision is made) (Section 21(2); Section 21(1)). Further appeals can be made to the Local Planning Appeals Tribunal.

2.9 ANNUAL REPORTING

Bill 109, the *More Homes for Everyone Act, 2022*, has introduced a requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement for the public’s review. Section 43 of the *Development Charges Act* already includes an annual reporting requirement to Council; the amendments to the *Act* now require the municipality to make this annual report available to the general public on the municipality’s website or, if there is no website, for the public’s review in the municipal office.

3 POPULATION AND GROWTH PROJECTIONS

3.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS AND POPULATION GROWTH

3.1.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS

A UCPR report prepared by Hemson in February of 2022 anticipates a fairly modest population growth on a County-wide basis, to a total of 110,170 residents by 2031 (representing an annual growth rate between 1% and 1.4%). The anticipated population growth in the Nation is likely to be similar over the period of 2022 to 2031.

According to the 2021 Census, the Nation’s population increased by 4.2% between 2016 and 2021, to a total population of 13,350. This growth rate was much lower than the previous 10 year period, with Census data indicating a 9.4% growth in the Nation’s population between 2006 and 2011 and a 9.8% increase in population between 2011 and 2016. So, in the ten years preceding 2016, the Nation’s population growth was more than double that of the Province of Ontario (4.6% between 2011 and 2016). However, from 2016 to 2021, Ontario’s population grew by 5.8% as compared to 4.2% growth for the Nation. Therefore, the Nation’s population has been growing at a lower rate than the Provincial average for the past five years.

According to Census data, the number of persons per household in The Nation remains consistent, averaging 2.6 persons/ household (all dwelling types combined) from 2006 to 2021. The Municipality’s population and household data for the period from 2011 to 2021 is shown in Table 1 below. The Table illustrates a modest decline in the number of new private dwellings built in the Nation since 2016, with an annual population growth rate between 1% and 1.5%; nonetheless, the Nation Municipality is continuing to experience moderately higher than average growth as compared to the County.

YEAR	POPULATION	POPULATION GROWTH OVER 5 YEARS	NEW PRIVATE DWELLINGS	TOTAL PRIVATE DWELLINGS	PERSONS PER HOUSEHOLD
2011 Census	11,668	9.4%	N/A	4,432	2.6
2016 Census	12,808	9.8%	485	4,917	2.6
2021 Census	13,350	4.2%	342	5,259	2.6

3.1.2 POPULATION GROWTH PROJECTION

Three sources of data were used to project the number of persons and households in the Nation for the ten year period from 2022 to 2031 (depicted in Table 2): the historical Census data displayed in Table 1, the forecast in the 2022 Hemson report to UCPR and the number of anticipated new dwellings provided by Municipal staff.

The rate of population growth anticipated for the Nation Municipality is 1.25% annually for the next ten years. This aligns with the rate of growth reported between 2016 and 2021 in the Census and is slightly

higher than the population forecast for The Nation contained in the 2022 Hemson report to UCPR. A constant average household size of 2.6 persons/ household was also assumed in this calculation. This is seen as a conservative but reasonable projection based on historic trends.

It is therefore expected that the Municipality will experience 1.25% average annual growth in its population, attaining a total population of 15,116 residents and 5,919 households by the end of 2031.

TABLE 2: THE NATION MUNICIPALITY POPULATION GROWTH PROJECTION (2022 – 2031)				
YEAR	POPULATION	NEW PRIVATE DWELLINGS	NUMBER OF HOUSEHOLDS	PERSONS/HOUSEHOLD
2021	13,350 (Census)		5,259 (Census)	2.6
2022	13,517	66	5,325	2.6
2023	13,686	66	5,391	2.6
2024	13,758	66	5,457	2.6
2025	13,857	66	5,523	2.6
2026	14,206	66	5,589	2.6
2027	14,383	66	5,655	2.6
2028	14,563	66	5,721	2.6
2029	14,745	66	5,787	2.6
2030	14,929	66	5,853	2.6
2031	15,116	66	5,919	2.6

3.2 BUILDING PERMIT ACTIVITY

The *Development Charges Act* requires municipalities to forecast the amount, type and location of new development during the established planning periods so that the required capital needs may be properly identified. The development forecast included in this study is based on a ten-year (2022 to 2031) planning period for all services. The residential forecast includes estimates of population and housing unit growth by unit type.

3.2.1 NEW RESIDENTIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY

New residential development in the Nation was been relatively constant over the past five years, as it relates to new single family dwellings and semi-detached homes. Residential development was slightly higher than average in 2017, due to the number of apartments and multiple dwellings built that year.

Table 3 depicts residential development in the Nation from 2017 to 2021; it excludes permits issued for demolitions and permits issued for renovations/ construction projects for existing homes (decks, garages, pools, sheds, etc). The five year period resulted in 318 new dwelling units (an average of 64 new homes per year) and \$956,069 in Development Charges collected by the Municipality.

TABLE 3: RESIDENTIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY: 2017-2021						
YEAR	NEW SINGLE FAMILY DWELLINGS	NEW SEMI-DETACHED DWELLINGS	NEW ROW-HOUSE DWELLINGS	APARTMENT OR MULTIPLE DWELLINGS	TOTAL NEW DWELLINGS	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	43	4	6	21	74	\$192,007
2018	33	8	1	11	53	\$168,086
2019	29	14	8	0	51	\$157,238
2020	35	10	6	12	63	\$184,469
2021	34	22	20	1	77	\$254,269
TOTAL	174	58	41	45	318	\$956,069

3.2.2 COMMERCIAL/INDUSTRIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY

The Nation Municipality experienced moderate growth for non-residential projects from 2017 to 2019, but there was a significant increase in the number of projects in 2020 and 2021. Table 4 summarizes new non-residential development (excluding renovations) in the Nation Municipality from 2017 to 2021.

TABLE 4: THE NATION MUNICIPALITY COMMERCIAL AND INDUSTRIAL ACTIVITY (2017-2021)				
YEAR	VALUE OF NEW CONSTRUCTION AS INDICATED BY APPLICANT	NUMBER OF PERMITS	SQUARE FOOTAGE OF NEW CONSTRUCTION	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	\$1,750,000	5	8,307	\$8,554
2018	\$217,000	2	14,836	\$11,797
2019	\$856,000	8	11,801	\$0*
2020	\$11,103,100	33	190,002	\$0
2021	\$10,485,000	15	106,208	\$0
TOTAL	\$24,411,100.00	63	331,154	\$20,351

* Municipal Council suspended development charges for non-residential development in 2019

The average square footage of new construction for non-residential activity in the Nation Municipality from 2017 to 2021 was 66,231 square feet per year.

Municipal Council made the decision to discontinue the collection of development charges for non-residential growth effective January 1, 2019. New commercial development is needed in Limoges to expand services to local residents and waiving Non-Residential Development Charges was intended to stimulate this development.

3.2.3 BUILDING PERMIT ACTIVITY FORECAST

The Nation Municipality's residential development has been relatively strong over the past ten years and is expected to continue for the coming ten year period, as the Municipality continues to grow. Over the next ten year period, a total of 660 new residential dwellings are anticipated, resulting in 1,766 additional residents in the Municipality by the year 2031; this represents a similar rate of growth as compared to the past five years.

Key residential development projects are anticipated in the Nation Municipality for the coming ten years as listed below. All but one of these developments is located in Limoges:

- L'Erabliere Subdivision (31 row houses) 2021*
 - Parc Des Dunes Phase 2 (61 singles/134 semi-detached/78 row houses/44 apartments) 2021*
 - Garland Subdivision (143 single family/24 semi-detached/76 row houses/132 apartments) 2021*
 - L'Erabliere Tower (33 apartments) 2023*
 - LGN Subdivision Phase 2 in St-Albert (36 apartments/30 semi-detached) 2024*
 - Lauzon Subdivision (160 singles/220 semi-detached/140 row houses/36 apartments) 2024*
 - South Indian Phase 3 (100 singles, 40 semi-detached, 16 row houses) 2025*
- (*anticipated construction of first homes)

It is recommended that the Nation Municipality's projected new residential permit activity be based on a total of 660 units over the next ten year period. This projection is based on residential building permit activity from 2017 to 2021, the projected rate of population growth of 1.25% annually and information provided by Municipal staff about anticipated future residential development.

It is notable that recent legislative changes in Ontario have allowed for the construction of additional apartments in existing residential dwellings which are exempt from Development Charges. While this newer form of construction is difficult to quantify at this time, it may result in additional new residents to the Municipality.

Based on the growing rate of new non-residential (commercial/ industrial) building permit activity over the period of 2017 to 2021, it is recommended that the Nation Municipality's projected new non-residential building permit activity be based on 36,000 square feet per year over the next ten year period.

4 ELIGIBLE CAPITAL EXPENDITURES AND MUNICIPAL SERVICE STANDARDS

ELIGIBLE PROJECTS

The *Development Charges Act, 1997* sets out the Municipal services to which a Municipality may impose a Development Charge. These charges are intended to cover increasing capital costs associated with the services which result from population growth in the Municipality.

A 2022-2031 capital program has been included in this background study for each of the Nation Municipality's development charge service categories. Each program identifies the capital projects that will be required to service the Municipality as it grows over the next 10 years. Most of the growth-related capital projects have been reviewed and approved by Municipal Council and were based on previous development charge studies, available master planning documents, and servicing needs stated in secondary plans, as well as discussions with staff. The forecast details the growth-related projects and gross costs, as well as their net capital costs, after making a number of required deductions, including alternative funding sources, capital grants, service discounts, and non-growth-related shares, as required by the *Development Charges Act*.

The Nation Municipality's available development charge reserves are applied to capital projects within each service category. All positive reserve balances are assumed to fund a share of future project costs, thereby reducing the total amount to be funded by future DCs. All negative reserve balances are included in the capital program such that recovery of the balance can be sought through the development charges for the coming ten year period.

The final adjustment to the 2022-2031 capital program is a reduction of 10 per cent of net project costs for particular services as specified by S. 5(1)8 of the DCA. Within this background study, the 10 per cent mandatory discount has been applied to Library and Recreation services. The 10 per cent discount does not apply to Fire Protection Services or Public Works.

AVERAGE LEVEL OF SERVICE

Section 5(1)(4) of the *Development Charges Act* notes that the proposed development charge "... must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the municipality over the 10-year period immediately preceding the preparation of the background study."

Accordingly, Average Service Levels have been determined for each of the service categories included in this study.

ASSET MANAGEMENT PLAN

The *Development Charges Act* (Section 10(c.2)) requires that the background study includes an Asset Management Plan related to new infrastructure. Section 10 (3) of the *Act* stipulates that the Asset Management Plan shall deal with all assets whose capital costs are proposed to be funded under the development charge by-law and demonstrate that all the assets are financially sustainable over their full life cycle.

Municipal staff at the Nation are currently working on a comprehensive new Asset Management Plan, which will be completed in 2022. As a result, the preparation of this background study has relied upon the 2014 Asset Management Plan provided by the Municipality.

4.1 GENERAL GOVERNMENT

The *Development Charges Act* does not permit the collection of development charges for general administration, administration buildings or daily government activities. However, development charges can be collected towards the preparation of growth-related studies such as Development Charges Background Studies and Official Plan updates.

4.1.1 GENERAL GOVERNMENT AVERAGE SERVICE LEVEL

Over the past ten years, the Nation Municipality completed a review of the Official Plan and two Development Charge Background Studies. The same three studies are anticipated over the ten year horizon covered by this background study. The full cost of growth related studies can be recovered through Development Charges.

4.1.2 GENERAL GOVERNMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

2023	Official Plan Review and Update (Limoges and St Isidore, \$35,000)
2026	Development Charges Background Study (\$30,000)
2031	Development Charges Background Study (\$30,000)

General Government: \$95,000 eligible for Development Charges 2022-2031

General Government: \$47,500 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.2 FIRE DEPARTMENT

The Nation Fire Department provides a range of programs designed to protect the lives and property of residents and visitors, including from the adverse effects of fires, sudden medical emergencies or exposure to dangerous conditions. Key services include fire prevention, public education, rescue and suppression.

On January 1st 2014, the Nation Municipality hired its first full time Fire Chief and established a Deputy Fire Chief position. Since 2001, a shared services agreement has been in place by which the Casselman Fire Department responds to emergencies in those parts of the Nation Municipality immediately surrounding the Village of Casselman (By-law 63-2016). The Nation Fire Department has a complement of 85 firefighters.

A new Master Fire Plan 2021-2025 was prepared to provide a framework to guide future policy, organizational, capital and operational planning decisions for The Nation Fire Services. The plan was formally approved by Council on February 28, 2022 and several of the recommended capital projects were identified by Municipal staff for inclusion in the new Development Charges study.

4.2.1 FIRE STATIONS

The Nation Fire Department provides fire protection services from five fire stations:

Fire Station 100 in St-Isidore was built in 1988 and renovated in 2018. It is 6,650 square feet with two front bays and has a 2022 assessed value of \$428,000.

Fire Station 200, located adjacent to the Caledonia Community Centre in St-Bernardin, was built in 2000 and additional space was constructed in 2016. It is 2,570 square feet with two bays and a hose tower. Fire Station 200 has a 2022 assessed value of \$112,726.

Fire Station 300 in Fournier was built in 1993 and shares the site with the Public Works Department's Depot and office space. It is 3,670 square feet with three front bays and two back bays. Fire Station 300 has a 2022 assessed value of \$369,653.

Fire Station 400 in St-Albert was built in 1975. It is 2,750 square feet with two bays and has a 2022 assessed value of \$118,000.

Fire Station 500 in Limoges was built in 2012. It is 9,000 square feet with 3 front bays and two back bays. Fire Station 500 has a 2022 assessed value of \$780,000.

The total 2022 assessed value for all five Nation Fire Stations is \$1,808,379.

The new Fire Master Plan 2021-2025 included the following recommendations relating to Fire Stations:

Recommendation #13: It is recommended that planning commence immediately to bring a design proposal for Council’s Consideration to replace Station 400 with a new, two single bay satellite fire station (estimated construction cost of \$3M plus land).

Recommendation #14: It is recommended that the Station 100 Public Works Bay be transferred to the Fire Department and a design proposal be developed to remove the partition between the bays and any other renovations required to provide adequate decontamination and bunker gear storage for Council’s consideration.

Recommendation #17: It is recommended a specific OG procedure be developed for Station 400 to address parking as well as for starting, moving and backing apparatus recognizing the extremely limited apron space and minimal clearances between walls and apparatus bay doors.

4.2.2 FIRE DEPARTMENT VEHICLES AND EQUIPMENT

The Nation Fire Department maintains a fleet of 15 vehicles and a range of equipment to meet the needs of the Municipality. Table 5 lists Fire Department vehicles for the five Fire Stations, with estimated 2022 replacement costs.

TABLE 5: THE NATION MUNICIPALITY’S FIRE DEPARTMENT 2022 VEHICLE REPLACEMENT SCHEDULE						
Unit #	Vehicle Type	Model of Vehicle	Year of Vehicle	Years of Service	Replacement Year	Estimated 2022 Replacement Cost
T-100	Tanker St Isidore	International	2009	13	2039	\$376,520
T-200	Tanker St Bernardin	International	2006	16	2036	\$354,803
T-300	Tanker Fournier	GMC Topkick	2001	21	2031	\$321,356
T-400	Tanker St Albert	International	2012	10	2036	\$354,803
T-500	Tanker Limoges	International	2003	19	2027	\$354,803
6104	Pick Up Fire Chief	Ford XLT 150	2014	8	2023	\$63,672
R-100	Rescue St Isidore	International	2015	7	2040	\$278,174

P-100	Pumper St Isidore	P-100 International /2000	1999	23	2023	\$636,725
P-200	Pumper St Bernardin	International	2010	10	2040	\$891,568
P-300	Pumper Fournier	Freightliner	1996	26	2029	\$717,056
P-400	Pumper St Albert	International	1999	23	2029	\$717,056
P-500	Pumper Limoges	International	2002	20	2032	\$760,945
R-500	Rescue Limoges	International	2016	4	2041	\$421,620
S-500	Rehab vehicle	Ford Econoline	2001	21	2026	\$247,756
Total 2022 replacement cost for Existing Fire Department Vehicles.....						\$6,496,857

Firefighter equipment and equipment on fire vehicles is estimated at \$125,000 per station or \$625,000 for the five fire stations.

4.2.3 FIRE DEPARTMENT AVERAGE SERVICE LEVEL

The total replacement cost for the Nation Fire Department vehicles in 2022 dollars is \$6,496,857. The 2022 replacement cost for fire truck/ firefighter equipment is \$625,000 and the five Fire Station buildings have a 2022 assessed value of \$1,808,379. In total, the 2022 replacement cost for the Nation Municipality’s Fire Department is **\$8,930,236**. Therefore, the average service level for fire protection services in the Nation Municipality in 2020 is \$662 per capita. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$8,930,236) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.2.4 FIRE DEPARTMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The new Fire Master Plan 2021-2025 recommends that the Nation Fire Department develop an apparatus replacement schedule based on a 20 year replacement of apparatus. As a result, Municipal staff have determined that the following new vehicles will be needed:

TABLE 6: NATION FIRE DEPARTMENT ANTICIPATED CAPITAL EXPENDITURES					
YEAR	ITEM	VALUE (2022 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION	NET ELIGIBLE COST	NOTES
2022	Light Rescue Truck	\$154,907	7.5%	\$11,618	
2023	New dry hydrant	\$7,000	20%	\$1,400	Seguinbourg, Corner of Route 400 / Ch Lemieux
2023	Replace Pumper Truck St. Isidore	\$636,725	7.5%	\$4,754	P-100
2023	Pick up truck	\$63,672	7.5%	\$4,775	For fire chief
2024	Replace Station 400	\$3,500,500	10%	\$350,000	A new, two single bay satellite fire station, cost includes land
2024	Breathing Apparatus	\$75,000	80%	\$60,000	10 new Firefighters in Limoges
2025	Firefighting Equipment	\$35,000	80%	\$28,000	10 new Firefighters in Limoges
2025	Firefighting Equipment for Fire Trucks	\$100,000	20%	\$20,000	Hoses, Hand tools, ladders, Ventilators fans, valves, nozzles
2025	New dry Hydrant	\$20,000	20%	\$4,000	In Limoges area
2026	New (additional) Pumper Truck	\$610,000	80%	\$488,000	Expand capacity of the Limoges Fire Station
2026	Replace Ford E450	\$247,756	7.5%	\$18,582	Rehab vehicle
2027	New Dry Hydrant	\$29,000	50%	\$14,500	Expand service for Innovation subdivision
2027	Replace Tanker Truck	\$354,803	7.5%	\$26,610	Limoges Tanker truck
2027	New (additional) Rescue Truck	\$225,000	80%	\$180,000	Expand capacity of the Limoges Fire Station
2029	Replace the St Albert Fire Hall	\$1,000,000	20%	\$200,000	Built in 1975
2029	Replace Pumper Fournier	\$717,056	7.5%	\$53,779	
2029	Replace Pumper St-Albert	\$717,056	7.5%	\$53,779	
2029	Purchase new 23M Ladder Truck	\$1,200,000	80%	\$960,000	For Station 500 Primarily to support growth
2030	Two new pick up trucks	\$80,000	80%	\$64,000	For two new positions (Deputy Chief & Chief in Service)
2031	Replace Tanker Truck	\$321,356	7.5%	\$24,102	Fournier Tanker purchased in 2001

2031	New Tanker Truck	\$300,000	80%	\$240,000	For Fire Station 400 (St-Albert) Primarily to support growth
TOTAL		\$10,394,831		\$2,807,899	

Fire Department Summary

Fire Department: \$2,807,899 eligible for Development Charges 2022-2031

Fire Department: \$1,403,949 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.3 PUBLIC WORKS

4.3.4 PUBLIC WORKS DEPARTMENT

The Nation Public Works maintains a fleet of heavy and small vehicles/equipment, yards, and roadways to meet the transportation needs of the Municipality. Table 7 lists public works item and the estimated 2022 replacement cost (using a 2% annual inflation from the 2014 estimate replacement costs shown within the Asset Management Plan for the Nation Municipality prepared by Public Sector Digest, dated December 14, 2014).

4.3.5 PUBLIC WORKS AVERAGE SERVICE LEVEL

The existing Public Works estimated replacement costs in the Nation are as follows:

TABLE 7: EXISTING PUBLIC WORKS EQUIPMENT				
Item	Asset Quantity	Unit	Estimated 2022 Replacement Cost	Average Level of Service
Arterial Roads	54	km	\$86,081,485	\$6,368
Collector Roads	380	km		
Sidewalks	20	km		
Traffic Signals	2	each	\$30,830,131	\$2,281
Bridges	27	each		
Large Culverts	18	each		
Culverts	812	each	\$3,514,978	\$260
Depots and Domes	2	each		
Trucks	62+	each	\$3,377,479	\$250
Heavy Equipment				
Small Vehicles				
Total			\$123,804,479	\$9,159

The total replacement cost for the Nation Public Works Department in 2022 dollars is estimated at \$123,804,479. **Therefore, the average service level for public works in the Nation Municipality in 2022**

is **\$9,159 per capita**. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$123,804,479) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.3.6 ROAD SERVICES ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

A new Roads Planning list (2022 to 2031) prepared by Municipal staff was used to update the list of capital projects for Public Works in this section. Within this category, projects are considered eligible to collect a development charge if the project meets the following conditions:

- The road and sidewalk project must be as a direct result of growth.
- Maintenance operations (including normal re-construction as a result of wear and tear) are not eligible.
- Improvements that have a measurable benefit to the existing taxpayers must be discounted by the pro-rated value of that benefit.
- Only the cost of improving the road condition and not the complete re-construction cost is applicable.

If the above noted conditions are met for a project, the estimated cost for the anticipated road improvement is then calculated. The calculation is based on using “benchmark” costs for the various components relating to road construction, developed in consultation with the Nation Municipality.

Within the Nation Municipality, staff identified the major road projects that are anticipated to occur within the next 10 years. Table 8 below summarizes the estimated costs (including the portion that can be considered related to growth) for the capital projects identified by Municipal staff. Approximate road lengths were obtained from the 10-year road construction plan (2022-2031) prepared by the Nation Municipality.

At the present time, there are no Federal or Provincial funding programs known that would contribute to the capital cost of these projects. The projects mostly include reconstruction or resurfacing of the existing roads in order to meet the minimum desired level of service; however, a portion of all of the projects will involve widening and/or increasing the sub-surface of the road to meet increased traffic demands, a portion of which can be attributable to growth.

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)				
YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
2022	Concession 20 - reconstruct & paving	\$340,000.00	7.50%	\$25,500.00
	Concession 10 - 1500m - reconstruct & paving	\$335,000.00	7.50%	\$25,125.00
	Rue Gauthier - sidewalk - 220m	\$45,000.00	100.00%	\$45,000.00
	Rue Sabourin - curb and paving	\$58,000.00	7.50%	\$4,350.00
	Village Limoge - Rue des Pins - paving + curb	\$134,465.22	7.50%	\$10,084.89
		\$50,534.79	100.00%	\$50,534.79

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)				
YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Lavergne Rd. - 1500m - reconstruct & paving	\$200,000.00	7.50%	\$15,000.00
	Racette - 650m - reconstruct & paving	\$86,000.00	7.50%	\$6,450.00
	Rue Machabé - St-Albert (Sidewalk)	\$60,000.00	100.00%	\$60,000.00
	Mt Drouin Séquibourg - reconstruct & paving	\$185,000.00	7.50%	\$13,875.00
	Rue Savage - new construction (paved for trucks to do construction, will repave when subdivision done)	\$115,000.00	100.00%	\$115,000.00
2023	Concession 20 - reconstruct & paving	\$225,000.00	7.50%	\$16,875.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Ridge road - 2000m - resurfacing	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 10 - 1500m reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$124,151.70	25.00%	\$31,037.93
		\$25,848.30	100.00%	\$25,848.30
	Chemin Latour (rt 800 east) by-pass (reconstruct) paving	\$355,000.00	50.00%	\$177,500.00
	Route 700 West - reconstruct & paving	\$187,000.00	7.50%	\$14,025.00
	Route 700 East - 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Lemieux rd - 1500m - resurfacing	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 300 East - 1500m - reconstruct & paving	\$187,000.00	7.50%	\$14,025.00
Pommainville rd - 2600m - Construction	\$100,000.00	25.00%	\$25,000.00	
2024	Concession 6 East - resurfacing - 400m	\$40,000.00	7.50%	\$3,000.00
	Concession 6 East - 1700m - reconstruct & paving	\$235,000.00	7.50%	\$17,625.00
	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Ridge road 2000m - resurfacing	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Concession 5 - 1000m reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Arena St. - Paving and Storm Sewer	\$250,000.00	7.50%	\$18,750.00
	Gagnon Rd. - 1000m - reconstruct & paving	\$113,130.16	7.50%	\$8,484.76
		\$41,869.84	100.00%	\$41,869.84
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$124,151.70	25.00%	\$31,037.93
		\$25,848.30	100.00%	\$25,848.30
	Baker rd – 1000m – reconstruct & paving	\$106,456.80	7.50%	\$7,984.26
		\$43,543.20	100.00%	\$43,543.20
	Route 700 East – 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
Pommainville rd - 2600m - Construction	\$100,000.00	25.00%	\$25,000.00	
2025	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00
	Concession 17 East - 1700m - repave	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)

YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Concession 17 West – 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 5 – 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 4 - 2800m - 5/8 & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Ste-Rose South SDRD - 2700m - reconstruct & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Village Limoge - Rue des Pins - paving & curb	\$134,465.22	7.50%	\$10,084.89
		\$50,534.79	100.00%	\$50,534.79
	Route 700 East - 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Route 400 East - 1000m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 500 East - 3.4km - resurfacing	\$182,000.00	7.50%	\$13,650.00
Pommainville rd - 3350m - paving	\$92,000.00	7.50%	\$6,900.00	
2026	Skye rd - 1900m - reconstruct & paving	\$180,000.00	7.50%	\$13,500.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$225,000.00	7.50%	\$16,875.00
	Concession 17 East - 1700m - repave	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00
	Concession 17 West - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 5 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Rue Gauthier - paving - 220m	\$40,000.00	7.50%	\$3,000.00
	Concession 4 - 2800m - 5/8 & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Ste-Rose South SDRD - 2700m - reconstruct & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Village Limoge - Rue Linda - paving - 1300m	\$151,000.00	7.50%	\$11,325.00
	Route 700 East - 1000m - Resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Guerin rd - 1000m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 500 East - 3.4km - resurfacing	\$182,000.00	7.50%	\$13,650.00
	Pommainville rd - 3350m - Paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
2027	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Clemens road - 850m - reconstruct and paving	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
	Scotch river road - resurfacing - 2500m	\$115,000.00	7.50%	\$8,625.00
	Concession 17 west - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 21 - 1250m - reconstruct & paving	\$145,000.00	7.50%	\$10,875.00
	Villeneuve - reconstruct & paving	\$167,000.00	7.50%	\$12,525.00
	Route 700 West - reconstruct & paving	\$205,000.00	7.50%	\$15,375.00
Pommainville rd - 3350m - Paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00	
2028	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)

YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Scotch river road - resurfacing - 2500m	\$115,000.00	7.50%	\$8,625.00
	Concession 17 west - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Desnoyers SDRD - 1400m - reconstruct & paving	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Guy St. - St-Isidore - repaving	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
	Concession 16 - 1500m - reconstruct & paving	\$198,000.00	7.50%	\$14,850.00
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
2029	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 3 - 1800m - paving	\$93,000.00	7.50%	\$6,975.00
	Concession 16 - 1500m - reconstruct & paving	\$198,000.00	7.50%	\$14,850.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$154,561.70	7.50%	\$11,592.13
		\$32,938.30	100.00%	\$32,938.30
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Route 400 west - resurfacing	\$190,000.00	7.50%	\$14,250.00
	Burelle rd – 1300m - paving	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Route 500 East - west of Lemieux rd - 1000m - resurface	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
2030	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$160,000.00	7.50%	\$12,000.00
	Chemin Mainville - 2580m - resurfacing	\$220,000.00	7.50%	\$16,500.00
	Concession 20 - reconstruct & paving	\$245,000.00	7.50%	\$18,375.00
	Concession 3 - 1800m - paving	\$93,000.00	7.50%	\$6,975.00
	Villeneuve - reconstruct & paving	\$142,000.00	7.50%	\$10,650.00
	Parent St - 1200m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 200 west (rue Pins) - 2300m - resurfacing	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
2031	Concession 8 - resurfacing - 2000m	\$200,000.00	7.50%	\$15,000.00
	Scott rd - reconstruction and paving	\$85,000.00	7.50%	\$6,375.00
	Seguin rd - 1000m - reconstruction and paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Route 200 west (rue Pins) - 2300m - resurfacing	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$154,561.70	7.50%	\$11,592.13
		\$32,938.30	100.00%	\$32,938.30
Route 800 east - 1000m east of ct rd 7 resurfacing	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00	

In the case of the road projects listed in Table 8, the portion of the road improvements that includes widening of the road/sidewalk is considered a requirement due to growth in the Municipality and is therefore eligible for Development Charges. The total for the anticipated road projects is \$16,201,000. Of that, \$1,929,155 can be considered growth related. The percentage that has been attributed to growth based the anticipated growth rate of 7.5%, however some projects have more development related costs for widening (i.e. Calypso Road), which generates an overall growth-related rate of 11.91%.

Road Projects: \$1,832,030 can be attributed to growth

4.4.5 PUBLIC WORKS HOUSING FACILITIES ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The Nation Municipality has constructed the Fournier Garage and Innovation Garage, which were both part of the 2010 and 2015 Development Charge studies. Within the 2010 DC study, it was anticipated that they would both have a 20-year DC charge for each project, however in the 2015 study the Fournier Garage is considered for a 10-year DC charge. Table 9 indicates the facility along with the growth-related DC amount (both initially and with the DC’s previously collected subtracted out). No other improvements or upgrades to public works housing facilities are planned in the next five-year period that is the subject of this Study.

TABLE 9: ESTIMATED COST OF HOUSING (PUBLIC WORKS)					
FACILITY	TOTAL COST PER APPROVED DC STUDY	APPROVED GROWTH RELATED RATE	AMOUNT RELATED TO GROWTH	DC'S PREVIOUSLY COLLECTED	REMAINING AMOUNT RELATED TO GROWTH
Innovation Garage: From 5 bay on Route 500w to 8 Bay related to Growth	\$1,500,000.00	80.00%	\$1,200,000.00	\$835,665.41	\$364,334.59
Fournier Garage	\$200,000.00	20.00%	\$40,000.00	\$22,146.35	\$17,853.65
TOTAL	\$1,700,000.00		\$1,240,000.00	\$857,811.76	\$382,188.24

Initially, the Municipality had \$1,240,000 that was growth related, however based on the DC’s collected, there is a balance of \$382,188 remaining that can be collected.

Public Works Facilities: \$382,188 can be attributed to growth

4.4.6 PUBLIC WORKS EQUIPMENT ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

Public Works equipment is also eligible for consideration for Development Charges. The Public Works equipment currently owned by the Municipality, as well as the anticipated year for future replacement (and 2022 replacement value where known) is listed in Table 10.

TABLE 10: ESTIMATED COST OF EQUIPMENT (PUBLIC WORKS)					
REPLACEMENT YEAR	TRANSPORTATION MAKE	Type	REPLACEMENT COST IN 2022 (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
Small Vehicles					
2022	New to replace 6057 that was transferred to environment Pick Up	Pick Up	\$39,770.89	7.50%	\$2,982.82
	¾ Tonne 4x4	Lg Pick Up	\$59,000.00	7.50%	\$4,425.00
	Ford Escape	Small SUV	\$32,640.00	7.50%	\$2,448.00
2023	2019 Chev. Silverado - Environment	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
	2012 Silverado - Road Signs	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
	2017 Dodge Ram - Road	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
2024	2018 Chev. Silverado - Road	Pick Up	\$41,377.64	7.50%	\$3,103.32
2025	2017 Dodge Ram - By-Law	Pick Up	\$42,205.19	7.50%	\$3,165.39
	2017 Ford Escape - By-Law	Small SUV	\$34,637.83	7.50%	\$2,597.84
	2013 GMC Sierra - Recreation	Pick Up	\$42,205.19	7.50%	\$3,165.39
2026	2019 Equinox - Road	Small SUV	\$35,330.59	7.50%	\$2,649.79
	2019 Ford F150 – W/S	Pick Up	\$43,049.29	7.50%	\$3,228.70
	Chevrolet Sierra ¾ Tonne 4x4	Lg Pick Up	\$63,863.50	7.50%	\$4,789.76
2027	2016 Dodge Ram - Construction	Pick Up	\$43,910.28	7.50%	\$3,293.27
	2013 Ford F-350 C20 – W/S	Pick Up	\$43,910.28	7.50%	\$3,293.27
2028	2021 Equinox LS - Environment	Small SUV	\$36,757.94	7.50%	\$2,756.85
	2012 Silverado – Road Signs	Pick Up	\$44,788.48	7.50%	\$3,359.14
	2017 Dodge Ram - Road	Pick Up	\$44,788.48	7.50%	\$3,359.14
	Van – 2020 Cargo Nissan – W/S	Small SUV	\$36,757.94	7.50%	\$2,756.85
2029	2019 Chev. Silverado - Environment	Pick Up	\$45,684.25	7.50%	\$3,426.32
2030	2010 GMC Sierra - Environment	Pick Up	\$46,597.94	7.50%	\$3,494.85
2031	2009 Chev. Silverado - Road	Pick Up	\$47,529.90	7.50%	\$3,564.74
	2019 Equinox - Road	Small SUV	\$39,007.82	7.50%	\$2,925.59
Outside of Replacement Window	2009 GMC Sierra - Environment	Pick Up	\$48,480.50		
	2015 Cabover Fuso – Road Signs	Cabover	\$109,822.89		
Heavy Vehicles					
2022	2010 Inter - Road	Tandem	\$300,000.00	7.50%	\$22,500.00
	Tri-Axle Truck – 2014 Mack - Road	Tandem	\$300,000.00	7.50%	\$22,500.00
	2005 John Deere (6715) Lim. - Road	Tractor	\$160,000.00	7.50%	\$12,000.00
2024	2010 Inter - Road	Single Axle	\$186,506.15	7.50%	\$13,987.96
	2014 Western star - Road	Tandem	\$312,120.00	7.50%	\$23,409.00
2025	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$318,362.40	7.50%	\$23,877.18
	2008 McCormick CX105 St. Isadore - Road	Tractor	\$169,793.28	7.50%	\$12,734.50

TABLE 10: ESTIMATED COST OF EQUIPMENT (PUBLIC WORKS)					
REPLACEMENT YEAR	TRANSPORTATION MAKE	Type	REPLACEMENT COST IN 2022 (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
2026	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$324,729.65	7.50%	\$24,354.72
2028	2018 Western star - Road	Tandem	\$337,848.73	7.50%	\$25,338.65
2029	2019 Western star 4700 - Road	Tandem	\$344,605.70	7.50%	\$25,845.43
2030	2019 Western star 4700 - Road	Tandem	\$351,497.81	7.50%	\$26,362.34
	2020 Western star - Road	Tandem	\$351,497.81	7.50%	\$26,362.34
2031	2020 Western star - Road	Tandem	\$358,527.77	7.50%	\$26,889.58
Outside of Replacement Window	2010 Inter - Road	Tandem	\$365,698.33	X	X
	2014 Mack - Road	Tandem	\$373,012.29		
	2014 Mack - Road	Tandem	\$380,472.54		
	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$388,081.99		
	2017 Kubota B4060 – W/S	Sidewalk Tractor	\$60,949.72		
Heavy Equipment					
2023	Excavator – New to be Purchased	Excavator	\$243,798.88	100%	\$243,798.88
2024	2016 Limoges - Road	Hot Box	\$55,204.04	7.50%	\$4,140.30
2025	2015 Cabover Fuso - Road Signs	Cabover	\$90,092.99	7.50%	\$6,756.97
2028	2012 (Spare) - Road	Hot Box	\$59,754.63	7.50%	\$4,481.60
2031	2020 Western Star Hydro Vac - W/S	Sucker Truck	\$682,509.15	7.50%	\$51,188.19
Outside of Replacement Window	2016 Limoges - Road	Hot Box	\$64,680.33	X	X
Small Equipment					
2024	2007 John Deere 3320 SM St. Isi. - Road	Sidewalk tractor	\$52,020.00	7.50%	\$3,901.50
2025	Zamboni	Zamboni	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
2026	2011 Kubota B3030 St-Albert - Road	Sidewalk tractor	\$54,121.61	7.50%	\$4,059.12
2030	2015 Kubota B3350 – Fournier Vil. - Road	Sidewalk tractor	\$58,582.97	7.50%	\$4,393.72
Other Equipment					
Outside of Replacement Window	2021 Continental Cargo – W&S	Trailer	\$202,918.69	X	X
	2014 Utility (Homemade) – W/S	Trailer	\$219,645.71		
	Water Boat & Trailer - 2014 (Homemade) – W&S	Trailer	\$219,645.71		
	2018 Galvanize Werberlane – W/S	Trailer	\$237,751.58		

While there are a number of pieces of equipment scheduled to be replaced (total \$6,217,086) during the period of this Study (2022-2031), it has been determined that only the new excavator can be attributed

directly to future growth. Other replacements are anticipated to be upgraded or expanded to partially reflect growth based on additional usage throughout the Municipality, and therefore the costs can be considered growth related (7.5%) for the purposes of this Study. Therefore, the total cost related to growth is \$691,795.

Public Works Equipment: \$691,795 can be attributed to growth

4.4.7 PUBLIC WORKS SUMMARY

In summary, the public works department anticipates a number of road improvements and equipment replacements over the ten-year period that is the subject of this Study. In addition, the continued development charge is expected for the constructed facilities. The eligible projects can be summarized as follows:

Growth-related road improvements:	\$1,929,155
Growth-related facilities improvements:	\$382,188
Growth-related equipment improvements:	\$691,795

Public Works: \$3,003,138 eligible for Development Charges 2022-2031

Public Works: \$1,501,569 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.4 RECREATION DEPARTMENT

The Nation Municipality’s Recreation Department oversees five community centres and a senior adult centre, ten parks and a variety of programs available to residents. The Nation Municipality worked with the consulting group *PRC Solutions* to develop a new Parks and Recreation Master Plan in 2020. This Master Plan provides guidance concerning the improvement, future development and management of parks, recreation and leisure services, programs, events, facilities and amenities, in a fiscally responsible and sustainable manner. Based on the new Master Plan, the Recreation Department developed a new Recreation Facility Assessment Report, which describes planned improvements and renovations to the Nation’s community centres.

4.4.1 Indoor Recreation Facilities

Limoges Community Centre has 4,000 square feet of space, excluding the library located in the same building. The Centre’s main hall can accommodate up to 500 people or can be divided into 2 halls, each with capacity for 200 people. The community centre can accommodate sports such as volleyball, basketball, badminton and floor hockey. There is also access to a full kitchen and outdoor amenities, including play structures and a soccer field. The Limoges Community Centre is owned by *Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO)* and leased by The Nation municipality at an annual cost of \$44,000.

St-Albert Community Centre has 9,650 square feet of space, excluding the library located in the same building. The main hall has a capacity for 569 people and can be rented for wedding receptions,

anniversaries, banquets, funeral receptions and any other occasion. There is also a Conference Room with capacity for 25 people. The St-Albert Community Centre has a 2022 assessed value of \$938,000, which includes Jean-Maurice Lavergne park and the community centre.

The St-Isidore Recreation Centre provides 32,700 square feet of indoor space. The Main Hall has the capacity to accommodate 469 people. The Centre also has a Conference Room with capacity for 25 people and a Sports bar with a capacity of 75 people. The St-Isidore Recreation Centre has a 2022 assessed value of \$3,099,000, which includes the arena/community centre as well as St-Isidore park.

The Fournier Community Centre has 4,500 square feet of space with a capacity of 150 people and a fully equipped kitchen. The Centre provides versatile space for large or small events. The Fournier Community Centre has a 2022 assessed value of \$1,254,000.

Caledonia Community Centre is located in St-Bernardin and offers 11,360 square feet of indoor space situated in a park setting with a baseball field, a play structure and a tennis court. The Centre's Main Hall has capacity for 452 people, its Secondary Hall can accommodate 75 people and there is a Conference Room. The Caledonia Community Centre has a 2022 assessed value of \$611,000.

The Limoges Annexe is a 2,500 square foot space leased by the Nation Municipality from *Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO)* for use by *Le Club du Bonheur*, which provides services and activities for older adults. Annual lease cost is \$24,804.

The total 2022 assessed value of the Nation Municipality's four (municipally owned) recreation centres, including three adjacent parks, is \$5,902,000.

4.4.2 Parks

Rodolphe Latreille Park is located in Limoges and offers the following amenities: a play structure, pedestrian bridge, outdoor rink, tennis court, splash pad, basketball, skate park, 2 baseball fields, a shelter, a tennis court, storage facilities, a bench, picnic tables and a bike path. Rodolphe Latreille Park has a 2022 assessed value of \$322,000.

Village Gagnon Park in Limoges has a gazebo, picnic table, an authentic 1880's house used as a museum and a newly installed accessible swing set. Village Gagnon Park has a 2022 assessed value of \$111,000.

Giroux Park, Limoges was constructed in 2016. This is the first park in The Nation Municipality that is fully accessible. The Play structure features a soft tile rubber surface. Parking is also available on site. Giroux Park has a 2022 assessed value of \$86,000.

Lavigne Park in Limoges features a play structure, basketball court, picnic table and bench. Lavigne Park has a 2022 assessed value of \$212,000.

Forest Park Park is located near Embrun on Route 500 West and features a play structure, outdoor rink and The Pax trail. Forest Park Park has a 2022 assessed value of \$205,000.

Jean-Maurice Lavergne Park in St-Albert includes the St-Albert Community Centre, a play structure, ball diamond and outdoor rink. The assessed value of Jean-Maurice Lavergne Park is part of the 2022 assessed value of the St-Albert Community Centre.

Ste-Rose Park, features a play structure and soccer field. Ste-Rose Park has a 2022 assessed value of \$52,000.

St-Isidore Park includes the St-Isidore Recreation Centre, a play structure, splash pad, ball diamond, basketball court and outdoor rink. The assessed value of St-Isidore Park is part of the 2022 assessed value of the St-Isidore Recreation Centre.

Fournier Park features a flower structure, bench, play structure, fun box, ball diamond and skating rink. Fournier Park has a 2022 assessed value of \$77,000.

Jean-Paul Charlebois Park is located at St-Bernardin and includes the Caledonia Community Centre, a bench, play structure, fun box, ball diamond and skating rink. The assessed value of Jean-Paul Charlebois Park is part of the 2022 assessed value of the Caledonia Community Centre.

The total 2022 assessed value of the Nation Municipality's remaining seven parks is \$1,065,000.

4.4.3 Recreation Department Average Service Level

The total 2022 assessed value for the Nation Municipality's indoor and outdoor recreation amenities is \$6,967,000. The Recreation Department's pickup truck and Zamboni have a 2022 replacement cost of \$126,120. In total, the 2022 replacement cost for the Nation Municipality's Recreation services is **\$7,093,120**. Therefore the average service level for Recreation services in the Nation Municipality in 2022 is \$525 per capita. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$7,093,120) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.4.4 RECREATION DEPARTMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The anticipated capital projects for the Recreation Department are summarized in Table 11 below. This is based on the municipality's capital plans as well as from information provided by staff. The portion that is attributable to growth and therefore eligible for development charges has been included in the Table.

TABLE 11: ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS (RECREATION AND PARKS)					
YEAR	ITEM	VALUE (2022 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION (%)	GROWTH RELATED PORTION (\$)	NOTES
2022	Limoges Recreation Complex Construction	\$12,400,000	50%	\$6,200,000	Plus \$500,000 fundraising campaign; no grant confirmed
2022 to 2026	St-Albert Community Centre	\$1,391,760	5.0%	\$69,588	\$540K in 2023
2022 to 2026	St-Isidore Recreation Centre	\$1,522,340	3.0%	\$45,670	\$701K in 2026
2022 to 2026	Fournier Community Centre	\$355,440	1.0%	\$3,554	Major renovation in 2024
2022 to 2026	Caledonia Community Centre	\$942,658	1.0%	\$9,427	Largest projects in 2023 and 2026
2022	Construction of a new walkway	\$6,000	20%	\$1,200	St Albert Park
2023	Construct 6km of Bike Path	\$273,000	80%	\$218,400	Along road (6Km) and off-road (3Km)
2024	Convert Bowling Alley in St Isidore Arena	\$500,000	7.5%	\$37,500	Multi-purpose space for older adults
2024	Construct new Dog Park	\$65,000	80%	\$52,000	Limoges, location TBD
2025	Construct Phase 1 of new Seguinbourg park	\$100,000	80%	\$80,000	
2025	Replace Zamboni	\$100,000	7.5%	\$6,166	Purchased in 2010
2026	Further development of Savage Park	\$100,000	80%	\$80,000	In Limoges
2027	Replace Recreation Department pick-up	\$43,910	7.5%	\$3,293	Unit 6058 purchased in 2016
2027 to 2031	St-Albert Community Centre	\$308,640	2.0%	\$6,173	\$171K in 2031
2027 to 2031	St-Isidore Recreation Centre	\$2,212,170	2.0%	\$44,243	\$1.1M in 2030
2029	Relocate outdoor rink	\$120,000	7.5%	\$9,000	St Isidore Park
TOTAL		\$20,440,918	N/A	\$6,866,214	

Recreation Department Summary

Recreation Department: \$6,866,214 eligible for Development Charges 2022-2031

Recreation Department: \$3,433,107 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.5 LIBRARY

The Nation Municipality's Library provides a variety of services in both English and French at three branches, located in Limoges, St Albert and St Isidore. Services including loans of books, DVDs and Periodicals, Internet Access, E books and E periodicals on the Library Webpage, Children's Arts and Crafts, Storytime, Photocopies, Faxing and Laminating.

4.5.1 Nation Library Average Service Level

Limoges Municipal Library has 1250 square feet of space and a 2022 assessed value of \$144,048. St. Albert Municipal Library is located within St. Albert Community Centre; it has 1734 square feet of space and a 2022 assessed value of \$69,677. St. Isidore Municipal Library is 3400 square feet and has a 2022 assessed value of \$118,000. The Nation's Library 60,000 collection items have a replacement value of \$900,000.

In total, the 2022 assessed value/ replacement cost for the Nation Municipality's Library service is **\$1,231,725**. Therefore, the existing service level for library services in the Nation Municipality in 2022 is \$91 per capita. This is determined by dividing the Library's 2022 replacement cost (\$1,231,725) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.5.2 LIBRARY – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

Table 12 includes the anticipated capital projects for the Township's library facilities. The portion that is attributable to growth has also been included.

TABLE 12: LIBRARY ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS					
YEAR	ITEM	VALUE (2020 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION	NET ELIGIBLE COST	NOTES
2022-2026	Expand the collection of reading materials	\$100,000	80%	\$80,000	\$10,000 per year for Limoges branch
2022-2024	New shelving, work stations	\$6,000	80%	\$4,800	\$2,000 per year
2027	Relocate the Limoges branch	\$400,000	80%	\$320,000	Expand library to accommodate growth
2029	Expand the St Albert branch	\$10,000	80%	\$8,000	Renovate space adjacent to library
Total		\$516,000		\$412,800	

Library Summary

Library: \$412,800 eligible for Development Charges 2022-2031

Library: \$206,400 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

5. DEVELOPMENT CHARGES CALCULATION

5.1 SURROUNDING MUNICIPALITY COMPARISONS

Development Charges for new residential development in the Nation Municipality increased on average by 10% annually from 2015 to 2020, but have not increased in the past two years. The Nation Municipality's current rates, based on a per capita amount of \$1,211.96, are as follows (Sewer and water services are not included in the Nation Municipality's Development Charges):

Single Detached Dwelling Unit	\$4,120.66
Semi-Detached or Duplex Dwelling Unit	\$3,635.88
Row House or Townhouse Dwelling Unit	\$3,151.10
Apartment or Multiple Attached Dwelling Unit	\$2,181.53
Non-Residential	\$0

Three municipalities adjacent to the Nation Municipality were surveyed to determine their respective Development Charges for Residential and Non-Residential Development. As Table 13 illustrates, the Nation Municipality's Residential Development Charges are currently lower than neighbouring municipalities. As well, all three neighbouring municipalities apply Development Charges to Non-Residential development, while the Nation Municipality currently waives the DC for Non-Residential. It is important to note that all three municipalities surveyed include sewer and water services in their DC, so the 'DC – Municipality Wide' rate in the table below is the comparable amount to the Nation Municipality's current DC's.

TABLE 13: COMPARISON OF DEVELOPMENT CHARGES IN NEARBY MUNICIPALITIES				
	RUSSELL TOWNSHIP (serviced)	CASSELMAN	CLARENCE-ROCKLAND	NATION (PROPOSED)
Residential:				
Single Detached Municipality Wide	\$11,887	\$6,374	\$19,053	\$5,042.27
Non-residential:	Per square meter	Per square foot	Per square meter	Per square foot
Municipality Wide	\$14.95 (\$1.39/ sq ft)	\$2.93	\$87.64 (\$8.27/ sq ft)	\$2.00

5.2 ASSESSMENT ANALYSIS

The Nation Municipality's Assessment Roll includes all properties and their Current Value Assessment (CVA) as of January 1, 2022. The property tax split is a reasonable way to allocate growth-related capital expenditures. Table 14 below shows the split between residential and non-residential assessment in the Nation Municipality. The residential total includes detached singles and multi-residential units. The Non-Residential total includes non-residential properties, farms, managed forests and land used for a pipeline.

	ASSESSMENT	PERCENTAGE
RESIDENTIAL	\$1,369,213,000	58%
NON-RESIDENTIAL	\$998,506,673	42%
TOTALS:	\$ 2,367,719,673	100%

Non-residential development, including commercial/industrial and institutional activity, is seen to provide an inherent benefit to the Municipality as a whole; this type of development is desirable and should be encouraged. Since 2019, the Nation Municipality has chosen not to apply development charges to these activities, in order to encourage their establishment. Whether Development Charges are applicable to non-residential development or not, the entire charge that is applied in the Municipality should not be fully attributed to residential activity.

In addition to this adjustment, and as required by the *Development Charges Act*, Section 5(1)(8), the capital cost of the Nation Municipality's Recreation and Library services that are eligible for development charges must be reduced by 10%. This reduction does not apply to Fire Services or Public Works.

Section 33 of the *Development Charges Act* requires that municipalities set up reserve funds to manage Development Charges that are collected and track how they are allocated to each of the eligible service areas. Existing funds that are in Reserve in the Municipality, as a result of previous Development Charges that have been collected and not yet spent, must also be considered in this calculation. Therefore, in Table 15, existing Reserve funds in each of the service areas have been identified and the amount for each service area that can be collected from new Development Charges has been reduced accordingly. While municipalities may borrow monies from the reserve fund, ultimately "the money in a reserve fund established for a service may be spent only for capital costs" associated with that service (Section 35 of the *Development Charges Act*).

5.3 DEVELOPMENT CHARGES SUMMARY

In summary, the analysis and calculations above have been used to determine the maximum eligible development charges for the Nation Municipality. Since 2019, Development Charges have only been applied to residential growth in the Municipality; however, the relevant calculations for non-residential

activity are included below as well, to give Municipal Council an opportunity to consider their application to industrial/commercial growth in the future.

TABLE 15: FINAL COST ELIGIBLE FOR DEVELOPMENT CHARGE						
SERVICE AREA	ELIGIBLE COST FOR 2022-2026 DEVELOPMENT CHARGE (\$)	AFTER 10% REDUCTION (SEC. 5(1)8)	RESERVE FUND AMOUNT (\$)	AFTER DEDUCTION FOR RESERVES	RESIDENTIAL SHARE (58%) (\$)	NON RESIDENTIAL SHARE (42%) (\$)
General Government	\$47,500	\$47,500	\$17,485	\$30,015	\$17,409	\$12,606
Fire Department	\$1,403,949	\$1,403,949	\$67,616	\$1,336,333	\$775,073	\$561,260
Public Works	\$1,501,569	\$1,501,569	\$49,720	\$1,451,849	\$842,072	\$609,777
Recreation	\$3,433,107	\$3,089,796	\$121,047	\$2,968,749	\$1,721,874	\$1,246,875
Library	\$206,400	\$185,760	\$11,631	\$174,129	\$100,995	\$73,134
TOTAL:	\$6,592,525	\$6,228,574	\$267,499	\$5,961,075	\$3,457,423	\$2,503,652

5.3.1 MAXIMUM RESIDENTIAL DEVELOPMENT CHARGE

The data in Table 15 above can now be used to determine the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality in each of the service areas for the upcoming five-year period, which can be applied to residential growth. Table 16 utilizes the calculations for each service area and the projected number of new residents (2022-2026) to determine the maximum per capita Development Charge.

TABLE 16: DEVELOPMENT CHARGE CALCULATION – RESIDENTIAL			
SERVICE AREA	ELIGIBLE RESIDENTIAL SHARE (\$)	PROJECTED NUMBER OF NEW RESIDENTS 2022-2026	MAXIMUM PER CAPITA DEVELOPMENT CHARGE (\$)
General Government Studies	\$17,409	856	\$20.34
Fire Department	\$775,073	856	\$905.46
Public Works	\$842,072	856	\$903.73
Recreation	\$1,721,874	856	\$2,011.54
Library	\$100,995	856	\$117.98
TOTAL:	\$3,457,423	N/A	\$3,959.05

In summary, the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality from residential growth, based on the information provided by the Municipality and calculated herein, is **\$3,959.05** per capita.

TABLE 17: SUMMARY OF RESIDENTIAL DEVELOPMENT CHARGE CALCULATION			
SERVICE AREA	CURRENT DEVELOPMENT CHARGE (PER CAPITA) FROM BYLAW 93-2015	MAXIMUM DEVELOPMENT CHARGE PER CAPITA (2022 STUDY)	SUGGESTED 2022 DEVELOPMENT CHARGE (\$)
General Government Studies	\$79.26	\$20.34	\$10.01
Fire Department	\$306.38	\$905.46	\$445.41
Public Works	\$225.30	\$903.73	\$444.56
Recreation	\$548.41	\$2,011.54	\$525.00*
Library	\$52.61	\$117.98	\$58.04
TOTAL:	\$1,211.96	\$3,959.05	\$1483.02

* The Maximum Per Capita Development Charge for Recreation services listed in Table 16 exceeds the Average Service Level for Recreation calculated in Section 4 of this background study. As a result, the 2022 per capita Average Service Level (\$525) has been substituted in Table 17.

The recommended 2022 residential Development Charge is **\$1483.02** per capita. The rationale for recommending a charge lower than the maximum allowable is consideration of the development charges levied by adjacent municipalities, in particular Casselman. The recommended 2022 Development Charge for The Nation represents an increase of 22% as compared to the current per capita charge of \$1,211.96 (which has not increased since 2019). Table 18 includes an annual increase of 2% from 2022 to 2026, based on the 2022 Consumer Price Index Inflation Adjustment.

TABLE 18: SCHEDULE A TO PROPOSED 2022 DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW			
Land Use Category	Persons Per Unit	Development Charges Per Capita	Development Charges Per Unit
2022			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,483.02	\$5,042.27
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,483.02	\$4,449.06
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,483.02	\$3,855.85
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,483.02	\$2,669.44
2023			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,512.68	\$5,143.11
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,512.68	\$4,538.04
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,512.68	\$3,932.97
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,512.68	\$2,722.82
2024			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,542.93	\$5,245.96
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,542.93	\$4,628.79
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,542.93	\$4,011.62
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,542.93	\$2,777.27
2025			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,573.79	\$5,350.89
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,573.79	\$4,721.37
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,573.79	\$4,091.85

Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,573.79	\$2,832.82
2026			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,605.27	\$5,457.92
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,605.27	\$4,815.81
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,605.27	\$4,173.70
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,605.27	\$2,889.49

5.3.2 MAXIMUM COMMERCIAL/INDUSTRIAL DEVELOPMENT CHARGE

In considering a Development Charge for industrial/commercial development in the Nation Municipality, it is notable that most municipalities in the area apply a charge based on the square footage of construction. In order to determine a reasonable square footage cost, it is appropriate to consider the average industrial/commercial construction that has taken place in the Municipality in recent years. Table 4 depicts commercial/industrial building activity over the previous five-year period in the Nation Municipality. The average square footage of industrial/commercial development that took place in the Nation between 2017 and 2021 was 66,231 square feet per year.

YEAR	VALUE OF NEW CONSTRUCTION AS INDICATED BY APPLICANT	NUMBER OF PERMITS	SQUARE FOOTAGE OF NEW CONSTRUCTION	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	\$1,750,000	5	8,307	\$8,554
2018	\$217,000	2	14,836	\$11,797
2019	\$856,000	8	11,801	\$0*
2020	\$11,103,100	33	190,002	\$0
2021	\$10,485,000	15	106,208	\$0
TOTAL	\$24,411,100	63	331,154	\$20,351

Based on the historic information, a modest but reasonable estimate for commercial/industrial growth in the next five year period is 36,000 square feet per year. As noted in Table 15 above, the maximum amount of Development Charges that can be collected for non-residential development over the five year period covered by this study is **\$2,503,652**. During the same five year period, 180,000 square feet of new non-residential development is anticipated.

As a result of the above, the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality from non-residential growth, over the next five years, is **\$13.91 per square foot**. However, given the growth forecast for non-residential development in the Nation over the next decade, as well as the rates currently charged by neighbouring Municipalities, we recommend a maximum Development Charge rate of **\$2 per square foot**. Should Municipal Council choose to re-introduce a Development Charge for non-residential development of \$2 per square foot, this would result in approximately \$72,000 in annual revenue.

5.3.3 DEVELOPMENT CHARGE ACCOUNTING

As prescribed in the *Development Charges Act* and associated Regulations, the Municipality is required to create a separate Development Charge Reserve Fund, and track each of the service areas independently. Interest earned on the fund balance accrues to the fund and is an integral part of the Development Charge structure. Withdrawals from the fund should only be made to pay for the growth-related net capital costs associated with the services listed in this Report, or to refund overpayment to owners, with interest, if appropriate.

A sub-account for each of the service areas should be created and maintained, where the proportionate share of the Development Charge revenue should be deposited along with the interest accumulated, and any expenditure should be appropriately deducted. Sub-accounts for service categories which require a ten percent municipal contribution should be maintained separately from those that do not. The following Table summarizes how the Development Charges that are collected are to be allocated between Reserve Fund sub-accounts. It is easier for the Municipality to manage sub-accounts within one reserve fund account, rather than creating separate reserve fund accounts for each service area, as the Municipality will then have the ability to “borrow” funds from one service area to another without creating an overdraft in reserve fund. The Municipality’s Treasurer should be responsible for the reserve fund and the appropriate sub-accounts.

SERVICE CATEGORY	PROPORTIONAL SHARE OF DC’s
Municipal Government (Studies)	1%
Fire Protection	30%
Public Works	30%
Recreation	35%
Library	4%
TOTAL:	100%

An annual report with details related to the Development Charges and reserve funds must be prepared by the Clerk-Treasurer and submitted to Municipal Council in accordance with the requirements of the *Development Charges Act*. The annual report is to include statements of the opening and closing balances of the reserve fund for the preceding year, and the transactions related to the reserve funds, and must be submitted to the Minister of Municipal Affairs and Housing within sixty (60) days of it being presented to Council. The annual report from the Clerk-Treasurer must include the following information:

For each reserve fund:

- A description of the service for which the fund was established (list of services in the service category).

- For any credits in relation to the service or service category for which the fund was established, detail the amount outstanding at the beginning of the previous year, the amount in the current year, the amount used in the year and the amount outstanding at the end of the year.
- The amount of any money borrowed from the fund by the Municipality during the previous year and the purpose for which it was borrowed, and the amount of interest accrued during the previous year on the money borrowed from the fund by the Municipality.
- The amount and source of any money used by the Municipality in the previous year to repay money borrowed from the fund or interest on such money.
- A schedule that identifies credit recognized under Section 17 of the *Development Charges Act* and, for each credit recognized, the service against which the credit is applied and the source of funds used to finance the credit.

For each project that is financed in whole or in part through Development Charges:

- The amount of money from each reserve fund that is spent on the project.
- The amount and source of any other money that is spent on the project.

Bill 109, the *More Homes for Everyone Act*, 2022, has introduced a new requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement for the public's review.

6.0 IMPLEMENTATION

In the 2015 Nation Development Charges Study, an annually adjusted Development Charge rate was recommended to apply across the entire Municipality for residential development (by dwelling type). A similar approach is recommended in this Background Study, whereby the annual rate of increase for residential DC's over the next five years would be 2% and align with the 2022 Consumer Price Index Inflation Adjustment.

The Development Charges By-Law passed by Council to implement this Study expires five years after the day it comes into force and effect, unless Council chooses to impose an earlier expiry date, or repeal said by-law at an earlier date.

2022 Development Charges should be implemented in full on the date of passage of the By-Law, and should apply to all new residential building permit applications, and to commercial/industrial development if that is the wish of Council. The *Development Charges Act* identifies the building permit stage as the time when most Development Charges are payable. As services are required at or near the date that a building is occupied, it is appropriate to collect the Development Charge at the building permit stage.

The *Development Charges Act* requires the preparation of a brochure which is to be available to the general public and which describes the general purpose of the Development Charges that are being imposed, the rules for determining if a Development Charge is payable and the amount, along with a list of the services to which the Development Charges relate and a description of the general purpose of the Clerk-Treasurer's annual report. In addition, the public should be advised where the pamphlet can be viewed. One copy of the pamphlet is to be distributed free of charge to anyone requesting it.

The *Development Charges Act* requires that one of the conditions of approval on a Draft Plan of Subdivision is that the person(s) who first purchased the sub-divided land after the Final Approval of the Draft Plan must be informed, at the time the land is being transferred, of all of the Development Charges related to the development.

7.0 SUMMARY OF NEW DEVELOPMENT CHARGES

The final summary of the recommended Development Charges for the Nation Municipality is shown in Table 20.

DEVELOPMENT TYPE	PROPOSED DEVELOPMENT CHARGE
Single detached	\$5,042.27
Semi-detached or Duplex	\$4,449.06
Row House/ Townhouse	\$3,855.85
Apartment/ Multiple Attached	\$2,669.44
Commercial/Industrial	\$2/square foot

The following table shows the allocation of anticipated Development Charge revenue between the various service areas. The estimated revenue from DC's is based on a total of 66 new residential units per year (36 singles, 12 semi's, 9 row and 9 apartments) and 36,000 square feet of commercial/ industrial construction per year.

SERVICE AREA	%	\$
General Government (Studies)	1%	\$18,881
Fire Department	30%	\$566,433
Public Works	30%	\$566,433
Recreation	35%	\$660,839
Library	4%	\$75,524
TOTAL:	100%	\$1,888,110



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-16-2022

Sujet : Résultats deuxième quart 2022

Préparé par : Nadia Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale/Greffière

Date: le 25 juillet 2022

CONTEXTE:

Le deuxième quart de 2022 étant passé, les résultats financiers sont présentés dans le tableau ci-joint.

Dans l'ensemble, les dépenses sont conformes au budget. Quelques exceptions sont à noter :

- Malgré la hausse du prix de l'essence, cette dépense reste conforme au budget.
- Il faut également noter que le propane a augmenté de 0,21 \$ alors que la consommation a également légèrement augmenté. Ainsi, le coût du propane pour les 6 premiers mois a déjà atteint le budget pour l'année.
- L'ensemble des assurances dépasse le budget en raison d'une augmentation plus importante que prévu.
- Deux projets routiers ont dépassé le budget - Sabourin et Des Pins. Sabourin a dépassé le budget parce que la rue a nécessité plus de travaux de préparation que prévu pour le pavage, ce qui a augmenté le coût du pavage. Le projet Des Pins dépasse le budget en grande partie à cause des changements apportés sur le plan original pour les trottoirs et les bordures de rue. La rue n'est pas encore pavée. De plus, les deux projets ont été affectés par l'augmentation générale du coût des matériaux.
 - Vu les dépassements jusqu'à présent, il a été décidé de reporter l'achat d'une camionnette à 2023, ce qui permettra d'économiser 59 000 \$.

RECOMMANDATION :

Il est recommandé que le conseil accepte le rapport présenté détaillant les résultats pour le deuxième quart.

Nadia Knebel, CPA
Trésorière

SCHEDULE A / ANNEXE A

DEPARTMENT / DÉPARTEMENT	Q2 REVENUS / REVENUS	Q2 EXPENSES / DÉPENSES	Q2 ACTUAL / REEL SURPLUS / (DÉFICIT)	ANNUAL BUDGET SURPLUS / (DÉFICIT)	% OF/DU BUDGET	COMMENTAIRES
MUNICIPAL TAXES MUNICIPALE GENERAL	5,787,295 292,855	-	5,787,295 292,855	12,959,730 1,090,600	45% 27%	Taxes intérimaires facturés Pmt OMPF reçu + pénalités sur taxes chargés
COUNCIL/CONSEIL	10,000	128,392	(118,392)	(235,807)	50%	Dépenses incluent 13 744 \$ pour nouveaux ordinateurs portatifs pour le conseil et le maire.
COUNCIL SUPPORT/SOUTIEN CONSEIL	2,630	237,970	(235,340)	(551,231)	43%	Logiciel ressources humaines
ADMINISTRATION	25,545	757,423	(731,878)	(1,271,142)	58%	Les revenus de certificats de taxes sont plus élevés que l'an passé, plus de certificats émis; Les dépenses sont en ligne avec le budget sauf les frais légaux dû à un règlement de 30 000 \$ (sujet huis clos).
SOLAR PANEL/PANNEAUX SOLAIRES	3,482	3,093	389	95,240	0%	
ELECTIONS	900	6,678	(5,778)	(32,000)	18%	
COMPUTERS/INFORMATIQUE	8,859	89,398	(80,539)	(255,563)	32%	
FIRE \ FEU	32,232	361,771	(329,539)	(1,496,639)	22%	
POLICE	-	831,600	(831,600)	(1,561,000)	53%	Réquisitions #1 & 2 payées
ANIMAL CONTROL/CONTROLE D'ANIMAUX	1,100	259	841	-	#DIV/0!	Revenus = licences de chenil
BY-LAW ENF./LOI MUNICIPAL	8,958	113,782	(104,824)	(215,412)	49%	Revenus déjà à 50 % du budget - plus d'infractions de stationnement que l'an passé; au global, les dépenses sont en ligne avec le budget.
BUILDING/CONSTRUCTION	252,586	97,148	155,438	-	#DIV/0!	Permis de construction année à date = 247 218 \$ comparable à l'année précédente (243 275 \$); au global, les dépenses sont en ligne avec le budget.
EMERGENCY MESURES D'URGENCE	2,273	1,780	493	(3,800)	-13%	
HEALTH&SAFETY/SANTE ET SECURITE	-	7,476	(7,476)	(35,831)	21%	
CONSERVATION AUTHORITY	-	67,496	(67,496)	(102,892)	66%	Réquisitions #1 & 2 payées
ROADWAYS/VOIRIE	273,519	3,081,224	(2,807,705)	(6,130,220)	46%	Dépenses: Contrôle de la poussière dépasse le budget car il y en a eu plus de fait que l'an passé en plus d'un hausse de \$0.23/L et une surcharge d'essence chargée en juin (8 900 \$). Le sel et le sable dépassent le budget par 46 000 \$ et est 54 000 \$ plus haut que l'an passé. Plus de sel utilisé l'hiver dernier + augmentation de 5,41 \$/TM vs 2021. L'entretien de plusieurs camions dépassent le budget du à des réparations majeures (par exemple, 2010 Inter, Unit 6005-Replaced air tanks & compressor 9 760 \$; 2014 Western Star, Unit 6011-Replaced turbo, actuator & coolant tube 11 311 \$; 2014 Case Excavator, Unit 6040-Hydraulic Motor, Razor Brusher, Hydraulic hose, shovel repairs 11 718 \$). C'était tous des dépenses nécessaires pour que le véhicule puisse être sur la route. Projets capital: Sabourin - dépasse le budget par 30 644 \$ du au pavage qui coûte plus que prévu car il a fallu plus de travail de préparation de la route pour la paver. Des Pins - dépasse le budget par 90 627 \$ à date principalement parce que la rue avait été budgété en tant que rue de village alors qu'elle a été aménagée comme une rue urbaine qui engendre plus de matériel pas prévu. Donc, puisque les trottoirs et les bordures ont été construits différemment, ça a engendré plus de coûts non budgétés.
CROSSING PATROL/BRIGADERIE	-	4,367	(4,367)	(33,606)	13%	
STREET LIGHTS/LUMIERE DE RUE	-	50,431	(50,431)	(72,500)	70%	
GENERAL W&S/E&E	47,448	537,679	(490,231)	(1,106,647)	44%	
SEWER LIMOGES EGOULTS	433,628	441,553	(7,924)	(9,583,646)	0%	Revenus: facturation de mars & juin Dépenses: Les dépenses en général sont en ligne avec le budget annuel. Une gross partie des dépenses totales à jour sont pour la mise à niveau de la SPS #1 (354 311 \$) qui est aussi en ligne avec le budget.
SEWER ST-BERNARDIN EGOULTS	4,314	11,579	(7,265)	(9,372)	78%	Surveillance des eaux sous-terraines
SEWER ST-ALBERT EGOULTS	87,195	46,231	40,964	(146,023)	-28%	Revenus: Q1 facturé tel que budgété + nouvelle connection; au global, les dépenses sont en ligne avec le budget.
SEWER ST-ISIDORE EGOULTS	111,253	16,058	95,195	153,892	62%	Revenus: Facturation Q1; les dépenses sont sous le budget pour le quart
SEWER FOURNIER EGOULTS	28,318	31,479	(3,160)	(26,112)	12%	Revenus: Q1 facturé tel que budgété + nouvelle connection; les dépenses d'ingénieur sont presque rendu au total budgété du à la surveillance des eaux souterraines; au global, les dépenses sont en ligne avec le budget.
SEWER FOREST PARK EGOULTS	-	-	-	-	#DIV/0!	
WATER LIMOGES EAU	626,680	3,903,582	(3,276,903)	(12,044,411)	27%	Grande partie du budget est pour la ligne d'eau de Cheney à Limoges
LINDA WATER PROJECT EAU LINDA	-	-	-	-	#DIV/0!	
WATER ST-ISIDORE EAU	201,839	85,535	116,304	81,443	143%	Revenus = facturation premier quart; Dépenses incluent réquisition payé à Alfred-Plantagenet de 66 744 \$; les autres dépenses sont en ligne avec le budget.
W&S LIMOGES PHASE 3 E&ES	-	10,301	(10,301)	-	#DIV/0!	
W&S LIMOGES IND. PARK E&ES	-	-	-	-	#DIV/0!	
W&S BLVD BOURDEAU E&ES	-	-	-	-	#DIV/0!	
GR. SEWER LIMOGES CR. EGOULTS	252,922	-	252,922	281,340	90%	Revenus de connections d'eau
GR. SEWER FOREST PARK CR. EGOULTS	9,710	-	9,710	(12,141)	-80%	
GR. WATER LIMOGES CR. EAU	252,426	-	252,426	275,040	92%	Revenus de connections d'eau
GR. WATER LINDA CR. EAU	15,134	-	15,134	-	#DIV/0!	Revenus de connections d'eau
GR. WATER ST-ISIDORE CR. EAU	40,053	-	40,053	11,500	348%	Revenus de connections d'eau
GR. WATER LIMOGES IND. PARK CR. EAU	-	-	-	(665)	0%	

SCHEDULE A / ANNEXE A

DEPARTMENT / DÉPARTEMENT	Q2 REVENUES / REVENUS	Q2 EXPENSES / DÉPENSES	Q2 ACTUAL / REEL SURPLUS / (DÉFICIT)	ANNUAL BUDGET SURPLUS / (DÉFICIT)	% OF/DU BUDGET	COMMENTAIRES
GR.W&S CALYPSO CR E&ES	-	-	-	(34,602)	0%	
ENVIRONMENT/ENVIRONNEMENT	1,222	83,805	(82,582)	(283,195)	29%	Dépenses en ligne avec le budget
ST-ISIDORE LANDFILL/DEPOTOIR	-	1,201	(1,201)	(16,622)	7%	Les dépenses incluent des frais d'ingénieurs pour les rapports de dépotoirs.
ST-BERNARDIN LANDFILL/DEPOTOIR	-	2,715	(2,715)	(20,922)	13%	
FOURNIER LANDFILL/DEPOTOIR	13,917	17,623	(3,706)	(8,243)	45%	
CENTRAL LANDFILL/DEPOTOIR	-	6,392	(6,392)	(26,993)	24%	
ST-ALBERT LANDFILL/DEPOTOIR	-	4,866	(4,866)	(21,993)	22%	
LIMOGES LANDFILL/DEPOTOIR	21,437	25,057	(3,620)	3,107	-117%	
GARBAGE COLLECTION ORDURE	3,971	204,795	(200,824)	170,798	-118%	Frais de collection d'ordures jan - juin
RECYCLING COLLECTION RECYCLAGE	-	177,380	(177,380)	178,522	-99%	Frais de collection de recyclage jan - juin
GARBAGE DISP./ENLEV.D'ORDURE	-	88,724	(88,724)	(179,000)	50%	Frais de disposition d'ordures jan - juin
STORM WATER POND	-	-	-	(16,000)	0%	
ST-ISIDORE PARK/PARC	-	3,688	(3,688)	-	#DIV/0!	
STE-ROSE PARK/PARC	-	1,375	(1,375)	-	#DIV/0!	
ST-BERNARDIN PARK/PARC	2,229	37,546	(35,317)	(96,000)	37%	34 772 \$ = pavage des terrains de tennis
FOURNIER PARK/PARC	-	8,019	(8,019)	-	#DIV/0!	Dépenses incluent: chauffette et disjoncteur dans l'édifice; entrepreneur pour la patinoire extérieur
ST-ALBERT PARK/PARC	668	6,564	(5,895)	(15,000)	39%	
FOREST PARK/PARC	-	7,181	(7,181)	-	#DIV/0!	Dépenses: entrepreneur pour la patinoire extérieur
LIMOGES PARK/PARC RODOLPHE	10,100	10,106	(6)	-	#DIV/0!	Revenus incluent une subvention pour 10 000 \$ pour une structure de jeu accessible; Dépenses incluent entrepreneur pour la patinoire extérieur
LIMOGES PARK/PARC GIROUX	-	163	(163)	-	#DIV/0!	
C.F.E. PARK/PARC	-	626	(626)	-	#DIV/0!	
GAGNON PARK/PARC	1,700	999	701	(7,279)	-10%	
SAVAGE PARC/PARC	-	-	-	-	#DIV/0!	
HEALTH HUB	-	-	-	-	#DIV/0!	
SOCIAL COMITE	-	-	-	-	#DIV/0!	
RECREATION GENERAL	915	109,547	(108,632)	(493,990)	22%	
ST-ISIDORE ARENA	115,054	213,617	(98,563)	(1,169,581)	8%	
BOWLING/QUILLES	701	1,096	(395)	3,912	-10%	
HALL/SALLE	1,725	7,847	(6,122)	(9,100)	67%	La majorité des dépenses sont pour des fournitures pour le bar qui a été réapprovisionné
SPORT BAR SPORTIF	35,144	28,792	6,352	(6,568)	-97%	
CANTINE	2,006	2,104	(98)	4,000	-2%	
ST ISIDORE SUMMER CAMP/CAMP ÉTÉ	-	-	-	(6,253)	0%	
ST-BERNARDIN HALL/SALLE	5,849	39,043	(33,194)	(113,463)	29%	
FOURNIER HALL/SALLE	1,547	11,852	(10,305)	(25,366)	41%	
ST-ALBERT HALL/SALLE	6,563	23,236	(16,673)	(195,135)	9%	
LIMOGES HALL/SALLE	3,901	8,053	(4,152)	(52,150)	8%	
SPORT COMPLEX LIMOGES	21,637	5,505,436	(5,483,799)	(11,963,587)	46%	Don de 10 000 \$ reçu; dépenses = frais de construction
LIBRARY GENERAL BIBLIOTHEQUE	772	153,920	(153,147)	-	#DIV/0!	La majorité des dépenses sont pour des salaires et services publics
LIBRARY ST-ISIDORE BIBLIOTHEQUE	1,789	23,192	(21,403)	(2,300)	931%	
LIBRARY ST-ALBERT BIBLIOTHEQUE	60	14,071	(14,012)	(15,800)	89%	
LIBRARY LIMOGES BIBLIOTHEQUE	-	14,197	(14,197)	(1,700)	835%	
PLANNING/URBANISTE	39,815	90,889	(51,074)	(268,934)	19%	Revenus en ligne avec le budget pour le deuxième quart, les dépenses sont en ligne avec le budget
DEVELOPMENT ECONO./EXPANSION ECONO.	58	45,481	(45,422)	(112,530)	40%	
MUNICIPAL DRAIN/DRAINAGE MUNICIPAL	(6,711)	100,097	(106,808)	(43,200)	247%	
TILE DRAINAGE SOUTERAIN	4,783	4,783	-	-	#DIV/0!	
TRANSFER/TRANSFERT	-	-	-	(498,242)	0%	
NGPR TRANSFER / TRANSFERT	-	-	-	-	#DIV/0!	
Total	9,104,005	18,010,360	(8,906,355)	(35,321,285)		

Detail of budgeted excess revenues over expenditures:

Loan repayments	(574,867)
Long-term debt	33,695,439
Transfer from reserve	3,601,760
Transfer to reserve	(1,401,047)
	<u>35,321,285</u>
Difference	<u>0</u>



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport : RE-07-2022

Sujet : Services d'architecture pour le remplacement du plancher de glace de l'aréna St-Isidore

Préparé par : Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

Revisé par : Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

Date de la réunion : 25 juillet 2022

Contexte

Attribuer le contrat pour les services d'architecture pour les plans le remplacement du plancher de glace de l'aréna St-Isidore.

Rapport

Le plancher de ciment de la patinoire de l'aréna de St-Isidore et la tuyauterie ont plus de 40 ans. Bien qu'il continue de bien fonctionner, il peut y avoir des fuites à tout moment en fonction de l'âge du sol. S'il commençait à fuir, un nouveau sol en ciment et une nouvelle tuyauterie devraient être installés dès que possible que cours du prochain été. Il est dans le meilleur intérêt de la Municipalité que les plans soient préparés à l'avance et que le projet soit prêt. L'ensemble du projet était inclus dans le budget de 2022, mais dépendait d'une subvention de la Fondation Trillium de l'Ontario de 500 000\$. La demande de subvention a été refusée en janvier, mais le département a demandé qu'une partie les fonds de la réserve soient utilisés pour préparer les plans et avoir une meilleure idée du cout du projet pour l'avenir.

L'appel d'offres a été annoncée sur BidsandTenders.com le 21 juin, une visite obligatoire des lieux a eu lieu le 8 juillet et la date de fermeture était le 15 juillet 2022.

Les compagnies ont été invitées à fournir un profil de leur entreprise et 3 références pour un projet similaire. Deux offres ont été reçues et évaluées.

Les offres suivantes ont été reçues pour le projet:

Barry Bryan Associates	66, 500,00\$ plus TVH
EVB Engineering	99,739,00\$ plus TVH

Relation aux priorités

Divers autres arénas de l'est de l'Ontario font face au même défi que La Nation et les arénas de Vankleek Hill, Alexandria et Char Lan remplacent leurs planchers d'aréna en 2022. Les évaluations de l'état des installations qui ont été effectuées en 2020 ont aussi formulé des recommandations pour le projet.

Considérations financières

Des réserves ont été mises de côté pour le remplacement du plancher de la patinoire de l'aréna. Un montant aussi était autorisé pour l'ensemble du projet dans le budget 2022 qui ne sera pas utilisé, mais des fonds supplémentaires devraient continuer à être mis en réserve pour le projet.

Recommandation

Que le contrat pour les services d'architecture pour les plans de remplacement du plancher de la patinoire de l'aréna de St-Isidore soit accordé à Barry Bryan Associates au montant de 66,500,00\$ plus TVH.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: RE-08-2022

Sujet: Frais de location de glace au centre récréatif St-Isidore saison 2022/23

Préparé par: Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

Revisé par: Josée Brizard, Directrice générale- Greffière

Date de la réunion: 25 juillet 2022

Contexte

Révision annuelle des tarifs de location de glace pour la prochaine saison de hockey 2022-23 au centre récréatif St-Isidore.

Rapport

La saison de glace devrait commencer le 25 août 2022 et nous espérons une saison normale cette année.

Les tarifs de location des autres arénas de Prescott-Russell et Glengary Nord ont été comparés et comme d'habitude les tarifs de La Nation se situent au milieu. Vankleek Hill, Maxville et Hawkesbury sont nettement inférieurs aux tarifs proposés par La Nation tandis que Russell, Rockland et Casselman sont beaucoup plus élevés. Les coûts d'opération ont augmenté et, par conséquent, les tarifs de la glace doivent aussi augmenter.

Relation aux priorités.

L'augmentation des tarifs de location faisait partie du Plan directeur des parcs et loisirs. Il a été noté que dans le cadre du modèle d'avantages communautaires et de recouvrement des coûts des services de base, les taux varieraient en fonction des avantages communautaires. Le hockey mineur local connaît une augmentation légère ainsi que le tarif pour les écoles primaires basées sur ce concept. La maximisation de notre capacité de location et la location des heures non préférentielles pendant la journée expliquent pourquoi il n'y a qu'une légère augmentation des tarifs non préférentiels.

Considérations financières

Des augmentations étaient prévues dans le budget 2022 et seront intégrées au budget 2023.

Recommandation

Que les tarifs proposés soient acceptés pour la saison de glace 2022/23. Les nouveaux tarifs entreront en vigueur le 26 juillet 2022.

Pièces jointes :

Comparaison prix glace 2018-19 à 2022-23
2022-2023 Ice Rental Rate Arena Comparison

Historique pour les taux de glace – Aréna St-Isidore

Ligues	Saison 2018/2019	Saison 2019/2020	Saison 2020/2021	Saison 2021/2022	Proposé Saison 2022/2023
Hockey pour les adultes/Location privé					
9 h à 17 h pendant la semaine	\$115.00	\$120.00	\$125.00	\$130.00	\$135.00
Après 17 h durant la semaine et la fin de semaine	\$180.00	\$185.00	\$195.00	\$200.00	\$210.00
Hockey Mineur de St-Isidore seulement					
	\$130.00	\$135.00	\$140.00	\$145.00	\$150.00
Organisations sportives des ligues mineures					
Les Cobras de l'est Ontario, le junior 'C' de St-Isidore, Wild, Hockey mineur (autre que St-Isidore)	\$135.00	\$140.00	\$150.00	\$155.00	\$165.00
Tournois					
l'Association du hockey mineur St-Isidore	\$110.00	\$115.00	\$125.00	\$130.00	\$140.00
Tournoi paroissial	\$110.00	\$115.00	\$125.00	\$130.00	\$140.00
Écoles					
École secondaire	\$115.00	\$120.00	\$125.00	\$130.00	\$135.00
École élémentaire	\$35.00	\$40.00	\$45.00	\$50.00	\$55.00
Frais de location pour l'été et printemps (Avril et mai / août à mi-septembre)					
	\$180.00	\$185.00	\$195.00	\$200.00	\$210.00
Drop-in (dernière minute)	17\$ par personne/ l'heure	19\$ par personne/ 'heure	19\$ par personne/ 'heure	19\$ par personne/ 'heure	20\$ par personne/ l'heure



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: AD-04-2022

Sujet : Entente avec la Résidence Lajoie

Préparé par : Josée Brizard, DG/Greffière

Date de la réunion : 25 juillet 2022

Contexte

La résidence Lajoie est une corporation à but non-lucratif qui a été mise en place en 1985, en collaboration avec l'ancien canton de Cambridge, afin d'obtenir le financement provincial/fédéral pour la construction et la gestion de la résidence.

En 2020, le conseil d'administration de la Résidence a approché l'administration pour voir la possibilité d'avoir une subvention de la part de La municipalité de La Nation. Ceci était une des conditions pour La Résidence Lajoie d'avoir du financement assuré avec hypothèque de la Société Canadienne d'hypothèque et du Logement et aussi pour recevoir une subvention de plus de 1,4 million de la part des affaires municipales et du logement de l'Ontario.

Rapport

Le budget pour la construction est de 8.4 millions pour 26 unités de logement abordable incluant 6 unités accessibles. La construction a débutée le 18 juillet 2022 et l'ouverture est prévue pour juillet 2023.

Cette construction constitue un développement économique important pour La Nation et la région rapportant des taxes foncières municipales additionnelles approximativement de 12,000\$ en 2023-24. Ce projet répondra aux demandes sur les listes d'attente des résidences régionales (103 demandes dont 45 couples à la résidence Lajoie de St-Albert);

La Résidence Lajoie demande à la municipalité de garantir une subvention opérationnelle sur une période de 21 ans pour un montant de 11,200\$ par année avec les paiements débutant en juillet 2023.

Une entente a été négociée entre l'administration et la Résidence Lajoie et voici l'entente que nous proposons de signer avec l'accord du conseil en annexe de ce rapport.

Recommandation

Qu'il soit résolu que le conseil permette au Maire et à la Directrice Générale- Greffière de signer l'entente en annexe à ce rapport pour donner une contribution annuelle de 11,200\$ débutant le 1^{er} juillet 2023 et ce pour une période de 21 ans.

Josée Brizard

Directrice Générale-Greffière

May 17 2022

CONTRIBUTION AGREEMENT entered into on _____2022, in the Nation Municipality, Province of Ontario, Canada.

BETWEEN: LA RÉSIDENCE LAJOIE À BUT NON-LUCRATIF DE ST-ALBERT INC.

(The “Résidence Lajoie”);

AND:

THE CORPORATION OF NATION MUNICIPALITY;

(the “Nation”);

RECITALS

WHEREAS the Nation recognizes an important need within the municipality for the creation of new affordable rental housing;

AND WHEREAS it is in the interest of the Nation to promote the health, welfare and safety of the people who live in the municipality;

AND WHEREAS the Nation recognizes the need within the municipality for the creation of new rental housing units for seniors aged 60+;

AND WHEREAS the Nation wishes to render service in the locality to the population of persons aged 60+ for the purpose of advancing their health, welfare and safety;

AND WHEREAS Section 9 of the *Municipal Act, 2001* provides that municipalities have the capacity, rights, powers privileges of a natural person for the purposes of exercising its rights under the *Municipal Act, 2011* or any other Act;

AND WHEREAS Résidence Lajoie has been granted planning approval for the construction of 26 affordable housing units to be situated within the municipality;

AND WHEREAS the Nation considers it to be in the interest of the municipality to assist Résidence Lajoie by way of a financial commitment towards its operating expenses as further outlined in this Agreement;

NOW THEREFORE, in consideration of their respective obligations set out below, the Parties agree as follows:

1

INTERPRETATION

1.1 Definitions

The following capitalized terms or expressions shall have the meaning indicated below throughout the Agreement:

- a) **“Agreement”** means this agreement including its recitals and schedules, as well as any amendment made thereto from time to time by the Parties in compliance with the terms and conditions of this Agreement.
- b) **“Effective Date”** means July 01, 2022.
- c) **“Expiration Date”** means July 01, 2043.
- d) **“Funds”** means the total amount of funding the Nation is providing in Canadian currency to Résidence Lajoie under this Agreement, subject to the terms and conditions of this Agreement.
- e) **“Ineligible Expense”** means any expense or expenditure that is not an Operating Expense.
- f) **“Laws”** means the laws of Ontario and Canada as amended from time to time.
- g) **“Location”** means address and legal description
- h) **“Operating Expense”** means costs associated with the maintenance and administration of the Résidence Lajoie on a day-to-day basis. These include but are not limited to payroll, overhead costs, utilities and maintenance. They exclude non-operating expense(s) which include but are not limited to expenses related to financing and capital expenditures as defined under section PS 3150 of the Public Sector Accounting Handbook (**“PSAB”**).
- i) **“Parties”** means the Résidence Lajoie and the Nation.
- j) **“Résidence Lajoie”** means a two-story apartment building of not less than twenty-six (26) affordable subsidized and market rate housing units for seniors aged 60+ situated at 12 Albert Ouimet Street, St-Albert ON, K0A 3C0 legally described as CAMBRIDGE CON 10 PT LOT 18, RP 50R4691 PART 2 RP 50R5036. together with any renovations or updates to the existing building on site to become not less than fifty-one (51) units affordable subsidized and market rate housing units for seniors aged 60+.
- k) **“Term”** is defined in Section 3.1 of this Agreement.

2

PURPOSE

2.1 Contribution by the Nation

The Nation agrees to contribute the sum of two hundred and thirty-five thousand two hundred (\$235,200) dollars over the Term in twenty-one (21) equal installments of eleven thousand two hundred (\$11,200) dollars. The first contribution will occur on July 1, 2023 day following the Effective Date with the balance of the contributions to be made in accordance with the terms of this Agreement and Schedule “A” hereto.

2.2 Funds provided by the Nation and agreement by Résidence Lajoie

- a) The Funds contributed under this Agreement shall only be used by Résidence Lajoie for the operation and management of the Résidence.
- b) Résidence Lajoie agrees to the following terms:
 - a. in the event that Résidence Lajoie has used all or any portion of the Funds to pay for an Ineligible Expense then it agrees to return the amount of the Ineligible Expense to the Nation;
 - b. in the event that there are Funds remaining at the end of the Term of this Agreement that have not been spent, designated or committed to be spent on Operating Expenses then the amount of such otherwise unexpended Funds shall be returned to the Nation;
 - c. in the event the Résidence Lajoie receives an overpayment of Funds by reference to Schedule A at any time during the Term and is notified by the Nation of said overpayment, then within fifteen (15) business days of receiving a written request from the Nation it shall return the amount of such overpayment of Funds promptly.
- c) In order for an expense to be an Operating Expense, the expense(s):
 - a. must be reasonable by reference to the purposes of this Agreement;
 - b. must be an Operating Expense as defined in this Agreement;
 - c. must not be Ineligible Expense as defined in this Agreement;
 - d. must have been incurred on or after the Effective Date of this Agreement.

3

TERM

- 3.1** This Agreement will take effect on the Effective Date and will continue for a term of twenty-one (21) years and end on the Expiration Date.
- 3.2** This Agreement is not subject to an automatic renewal or an extension at the end of the Term.

4 **CONDITION PRECEDENT**

The Parties to this Agreement acknowledge and agree that it is a condition precedent to each contribution of Funds that the Résidence Lajoie:

- a. not for profit status be in good standing at all times during the Term in accordance with the laws of its jurisdiction of incorporation;
- b. remains located within the boundaries of the municipality at the physical location given at section 1.1(i) during the Term; and
- c. maintain and operate not less than twenty-six (26) affordable housing units for seniors aged 60+.

5 **MUTUAL REPRESENTATIONS AND WARRANTIES**

Each Party hereby represents and warrants the following to the other Party:

5.1 **Authority**

It has full right, power and authority to enter into the Agreement and to perform all of its duties and obligations hereunder and there are no contractual or legal restrictions prohibiting it from carrying out the Agreement.

5.2 **Binding Agreement**

The Agreement represents a legal, valid and binding agreement enforceable against it and its authorized assigns except as such enforcement may be limited by applicable bankruptcy, insolvency, reorganization, fraudulent conveyance, moratorium or other Laws affecting creditors' rights generally.

6 **INSURANCE**

6.1 **Résidence Lajoie shall put in effect and maintain until the Expiration Date of this Agreement or as otherwise stated, at its own expense, the following insurance:**

Commercial General Liability Insurance issued on an occurrence basis for an amount of not less than Five million dollars (\$5,000,000) per occurrence / Five million dollars (\$5,000,000) annual aggregate for any negligent acts or omissions by the Résidence Lajoie relating to their obligations under this Agreement. Such insurance shall include, but is not limited to bodily injury and property damage including loss of use; personal injury; contractual liability; premises, property & operations; non-owned automobile; broad form property damage; owners & contractors protective; occurrence property damage; products; broad form completed operations; employees and volunteers as Additional Insured(s); contingent employers liability; tenants legal liability; cross liability and severability of interest clause.

Such insurance shall add the Nation as additional insured subject to a waiver of subrogation. This insurance shall be non-contributing with and apply as primary and not as excess of any insurance available to the Nation. Employee Dishonesty coverage for a limit of not less than the amount of Funds provided by the Nation. Coverage shall extend to volunteers and include a third party extension.

Directors & Officers Liability for an amount of not less than \$2,000,000. Each Claim / Agreement. Coverage shall be extended to include directors, officers, employees and volunteers. Coverage shall be maintained for 2 years following expiration of the Agreement or be maintained for 2 years following the Expiration Date. Résidence Lajoie shall keep their property / assets insured. Failure to do so shall not impose any liability on the NATION. Any and all deductibles applicable to the above-noted insurance policy shall be the sole responsibility of the named insured, and the Nation shall bear no cost towards such deductibles.

The Nation reserves the right to assess exposures and add additional insurance requirements where deemed necessary. Résidence Lajoie shall provide the Nation with a certificate of insurance evidencing coverage as noted above. Such policies shall not be cancelled unless the insurer notifies the Nation in writing at least thirty (30) days prior to the effective date of such cancellation. The insurance policy will be in a form and with a company licensed to write business in the Province of Ontario and which are, in all respects, acceptable to the Nation. Résidence Lajoie remains responsible for maintaining the required insurance for the entire contract period.

7 LIMITATION OF LIABILITY AND INDEMNIFICATION

- 7.1** In no event shall the Nation be liable for any compensatory, incidental, special or consequential damages, or any loss of use, revenue or income by the Résidence Lajoie or the officers, members, servants, employees and agents arising out of or in any way related to this Agreement.
- 7.2** The Résidence Lajoie shall defend, indemnify and save harmless the Nation, its elected officials, officers, employees and volunteers from and against any and all claims, actions, losses, expenses, fines, costs (including legal costs), interest or damages of every nature and kind whatsoever, including but not limited to bodily injury or to damage to or destruction of tangible property including loss of revenue arising out of or allegedly attributable to the negligence, acts, errors, omissions, whether willful or otherwise by the Résidence Lajoie, its officers, employees, volunteers, invitees, guests or others who the applicant is legally responsible. This indemnity shall be in addition to and not in lieu of any insurance to be provided by the applicant in accordance with this agreement and shall survive this agreement.
- 7.3** The Résidence Lajoie further agrees to indemnify and hold harmless the Nation from any

general, compensatory, incidental, indirect, special or consequential damage or any loss of use or revenue which the Nation may incur or related in any way to this Agreement in tort, contract or otherwise other than by reason of their own negligence or willful misconduct and other than by reason of the limits on indemnification established pursuant to Section 7.1, as a result of or arising out or in relation to:

- (a) The performance of this Agreement or any breach of the terms and conditions of this Agreement by the Résidence Lajoie, its officers, servants, agents, employees and consultants or by a third party and any of its officers, servants, agents or employees;
- (b) The ongoing use, operation, maintenance and repair of the Résidence; or
- (c) Any omission or negligent act or misconduct of the Résidence Lajoie, its officers, servants, agents, employees and Consultants or by a third party and any of its officers, servants, agents or employees..

7.4 The Parties hereto acknowledge and agree that no partnership or joint venture is established between the Parties, and that the Nation has and shall have no obligations or liability whatsoever regarding the use, operation or maintenance of Résidence Lajoie.

8 REPORTS

- 8.1** Résidence Lajoie shall submit at the direction of the Nation, submit either review or audit engagement statements prepared by a third-party accredited accounting professional duly authorised by Ontario law to perform such work, to the Nation no later than June 30th of the following year the review engagement statements refer to.
- 8.2** The Résidence Lajoie shall, upon the Nation's request in writing, collect such information and provide such additional reports as the Nation may specify from time to time during the Term of this Agreement, promptly.

9 GENERAL PROVISIONS

9.1 Notices

All notices and correspondence exchanged between the Parties shall by email and shall be addressed to:

NATION: to the attention of the Clerk of The Nation Municipality

Résidence Lajoie: to the Manager of la Résidence Lajoie de St-Albert inc.

9.2 Choice of Venue

The Parties agree, in respect of any claim or legal proceedings for any purpose whatsoever in connection with the Agreement, to elect the jurisdiction of the Superior Court of Justice (L'Original), as the proper forum for the hearing of said claims or said legal proceedings.

9.3 Counterparts

The Agreement may be signed in several counterparts, and, as the case may be, each of them when so signed shall be deemed to be an original. Such counterparts shall, however, represent one and the same document.

9.4 Amendment

The Agreement may be amended at any time by mutual consent of the Parties. However, any amendment must be set forth in writing and signed by each of the Parties to the Agreement. It shall be deemed effective as of the day of its recording in a written instrument duly signed by the Parties.

9.5 Waiver of Rights

The silence, failure or delay by a Party in exercising any right hereunder shall under no circumstances be interpreted or construed as a waiver of such right by said Party; the latter may avail itself of such right until such time as it contractually or legally expires.

10 TERMINATION

This Agreement may be terminated by the Nation in the event of default by Résidence Lajoie of its obligations contained within this Agreement, including but not limited to the maintenance of required insurance and use of funds for Operating Expense(s) only, which default is not cured within thirty (30) days of receipt of written notice of default from the Nation.

11 EFFECTIVE DATE

The Agreement shall take effect on the Effective Date and shall continue for the duration of the Term.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE DULY EXECUTED AND DELIVERED THIS AGREEMENT IN (.....) COUNTERPARTS, AT, THIS ... DAY OF, 2022

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

Per: _____
Name: François St-Amour
Title: Mayor
I have authority to bind the Corporation.

Per: _____
Name: Josée Brizard
Title: CAO-Clerk
I have authority to bind the Corporation.

LA RÉSIDENCE LAJOIE A BUT NON-LUCRATIVE DE ST-ALBERT INC.

Per: _____
Name: Robert Lamoureux
Title: President
I have authority to bind the Corporation.

Per: _____
Name: Réjean Lavergne
Title: Treasurer
I have authority to bind the Corporation.

SCHEDULE "A"

Schedule of Contributions

PMT #	DATE	AMOUNT	BALANCE
			\$235,200.00
1	July 1, 2023	\$11,200.00	\$224,000.00
2	July 1, 2024	\$11,200.00	\$212,800.00
3	July 1, 2025	\$11,200.00	\$201,600.00
4	July 1, 2026	\$11,200.00	\$190,400.00
5	July 1, 2027	\$11,200.00	\$179,200.00
6	July 1, 2028	\$11,200.00	\$168,000.00
7	July 1, 2029	\$11,200.00	\$156,800.00
8	July 1, 2030	\$11,200.00	\$145,600.00
9	July 1, 2031	\$11,200.00	\$134,400.00
10	July 1, 2032	\$11,200.00	\$123,200.00
11	July 1, 2033	\$11,200.00	\$112,000.00
12	July 1, 2034	\$11,200.00	\$100,800.00
13	July 1, 2035	\$11,200.00	\$89,600.00
14	July 1, 2036	\$11,200.00	\$78,400.00
15	July 1, 2037	\$11,200.00	\$67,200.00
16	July 1, 2038	\$11,200.00	\$56,000.00
17	July 1, 2039	\$11,200.00	\$44,800.00
18	July 1, 2040	\$11,200.00	\$33,600.00
19	July 1, 2041	\$11,200.00	\$22,400.00
20	July 1, 2042	\$11,200.00	\$11,200.00
21	July 1, 2043	\$11,200.00	\$ -



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: AD-RH-03-2022

Sujet : Mise à jour, grille salariale

Préparé par : Josée Brizard, DG/Greffière

Date de la réunion : 25 juillet 2022

Rapport

Avec le marché d'emploi en constante évolution, une pénurie d'employés qualifiés dans tous les domaines, la difficulté à trouver des employés bilingues (français et anglais), une compétition féroce entre les différents paliers gouvernementaux (Ottawa) et municipalités avoisinantes, l'administration a pris les mesures nécessaires pour rester compétitives et retenir nos employés.

Pour ce faire, nous avons révisé toutes les descriptions de tâches pour les mettre à jour et les postes qui ont eu des changements majeurs ont été réévaluées à travers l'équité salariale. Nous avons ensuite utilisé des comparateurs de salaires des municipalités avoisinantes et comparé les postes et les salaires aux nôtres. À noter qu'ailleurs, plusieurs des postes des cadres sont à 35 heures alors que nous les avons à 40 heures. Nous avons aussi mis en place une librairie de descriptions de tâches et de salaires provenant des municipalités de la province pour se tenir à la fine pointe de ce qui se passe au marché. Cette librairie sera maintenue de façon régulière pour être au courant des tendances.

Cet exercice nous a fait réaliser que notre grille salariale doit être augmentée pour que l'on puisse rester compétitif avec nos voisins. Nous estimons que notre grille a un retard de 9% sur les autres municipalités comparables à nous. Il est évident que le budget ne permettrait pas une telle augmentation en une année, sans compter qu'il y a aussi un ajustement salarial de base pour le coût de la vie en 2023 et 2024 qui s'ajoute à cet ajustement au marché. C'est pour cette raison que les augmentations de la grille salariale se feront sur 3 ans, soit 3 % en 2022 (rétro actif au 1^{er} janvier 2022), un 3 % en 2023 et un 3% en 2024.

Avec des taux d'inflation de plus de 8% en 2022, il y aura fort probablement une pression pour que les salaires augmentent en fonction de la réalité économique tant dans le domaine privé que celui du public. Cet ajustement jouera aussi un rôle dans l'équation, car il contribuera à ce que nous restions dans le marché dans les prochaines années. Cela dit, l'évaluation de l'ajustement pour le coût de la vie sera négociée avec le nouveau conseil en 2023 pour un terme de 4 ans.

Vous trouverez les grilles salariales en annexe à ce rapport.

Il est important de bien comprendre comment se situe la municipalité de La Nation à comparer aux municipalités environnantes dans les Comtés unis de Prescott et Russell. Avec l'amalgamation des cantons de Cambridge, Plantagenet Sud, Caledonia et le village de St-Isidore, ceci a créé un large territoire à opérer (plus de 658km²) avec des infrastructures et des routes à entretenir créant des pressions assez importantes sur notre personnel. Ayant seulement 50 employés à temps plein pour effectuer le travail et desservir nos résidents, notre grande superficie territoriale, étant la plus grandes des CUPR, nous cause des défis que les autres municipalités n'ont pas.

Liens aux priorités

La municipalité de La Nation est en plein essor et la rétention du personnel est primordiale. La mémoire corporative à un prix et la mise au marché des salaires est un incitatif pour retenir nos employés de qualité. Les employés sont une des ressources les plus importantes pour le bon fonctionnement de la municipalité. Sans eux rien ne se fait.

Considérations financières

Le tableau ci-dessous détaille les augmentations annuelles sur les trois prochaines années ainsi que l'estimation annuelle en dollars. Quelques commentaires généraux :

- Un rappel que l'augmentation est pour rejoindre les taux du marché
- L'ajustement pour le coût de la vie sera appliqué aux taux *après* la hausse présentée ci-dessous
- Le manque à gagner est d'environ 9 %. Celui-ci a été étalé sur 3 ans afin de ne pas être un lourd fardeau sur le budget.

ANNÉE	AUGMENTATION POUR LA MISE AU MARCHÉ (%)	ESTIMÉ DU COÛT DE L'AUGMENTATION (incluant pompiers)	COMMENTAIRES
2022	3 %	238 156,15 \$	Un montant de 170 000 \$ avait été mis au budget ainsi qu'une somme d'argent dans le budget des eaux et égouts. De plus, quelques positions qui étaient dans le budget n'ont pas été comblées laissant des argents de disponibles pour combler le manque à gagner. Il est à noter que, rendu en août, même s'ils seraient comblés dès septembre, les salaires pas dépensés de janvier à août laissent des fonds disponibles pour combler le manque. Coût de la vie en sus, tel que négocié.
2023	3 %	195 298,98 \$	
2024	3 %	200 857,95 \$	
TOTAL	9 %	634 313,08 \$	

Recommandation

Que les grilles salariales soient ajustées pour rencontrer le marché et ce sur trois ans en commençant en 2022 jusqu'en 2024 tel que décrit dans l'Annexe à ce rapport;

Que le coût de la vie soit négocié avec le nouveau conseil pour le terme de 2023 à 2026;

Qu'un règlement amendant le règlement 5-2021 pour les salaires soient présenter le 25 juillet pour mettre en place les nouvelles grilles salariales.

Josée Brizard, Directrice générale /Greffière

Annexe

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

PROPOSED BY-LAW NO. 99-2022

BEING a By-Law to amend Annex 1 of By-law number 5-2021, being the Salary Scale for the various classifications.

WHEREAS Council deems it expedient to amend by-law number 5-2021;

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) That Annex 1 of By-law Number 5-2021 be repealed and replaced with the Annex 1 hereto attached, forming part of this by-law.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 25th DAY OF JULY, 2022

Francois St. Amour, Mayor

Josée Brizard, Clerk

SEAL

Annexe 1 to By-Law #5-2021

That the salary scales for the various classifications be as follows for 2022, 2023 and 2024. All payments are less applicable statutory deductions and withholdings.

Chart 1 - 2022

Salary Grid- Salaried and part time employees

Level	Grid 1	Grid 2	Grid 3	Grid 4	Grid 5	Grid 6
Directrice générale						74.28
XIII	57.54	59.01	60.44	62.00	63.50	65.12
XII	54.11	55.46	56.81	58.24	59.72	61.18
XI	50.62	51.90	53.20	54.51	55.90	57.30
X	47.18	48.37	49.56	50.81	52.08	53.40
IX	43.73	44.83	45.94	47.10	48.28	49.46
VIII	40.27	41.29	42.30	43.37	44.45	45.56
VII	36.80	37.74	38.69	39.67	40.62	41.64
VI	33.39	34.20	35.09	35.93	36.81	37.75
V	29.91	30.63	31.46	32.23	33.00	33.87
IV	26.46	27.13	27.81	28.51	29.20	29.93
III	23.00	23.58	24.15	24.78	25.40	26.04

II	19.55	20.03	20.54	21.07	21.57	22.12
I	16.08	16.52	16.90	17.36	17.77	18.20

Chart 2

SALARY GRID- FIRE DEPARTMENT

POSITION	YEARLY
Deputy Fire Chief	\$16,574.28
Station Chief	\$ 3,729.06
Captain (Maximum 3 per station)	\$ 482.70

Chart 3

RATES APPLICABLE FOR FIRE CALLS (2 hours minimum)

Station Chief, Captain, Training Officer	\$ 27.41
Firefighter II	\$ 24.94
Firefighter I	\$ 22.44
Auxiliary Firefighter	\$ 22.44
Recruit Firefighter	\$ 19.94 (min 12 months' probation)

Chart 4

Rates applicable to other employees

Employee who is a student under 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
Any other employee over 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
St Isidore Arena Sport Bar employee serving liquor	\$16.16 / hour and shall increase at the same rate as per the Employment

Chart 1 - 2023**Salary Grid- Salaried and part time employees**

Level	Grid 1	Grid 2	Grid 3	Grid 4	Grid 5	Grid 6
Directrice générale						76.51
XIII	59.26	60.78	62.25	63.86	65.40	67.07
XII	55.73	57.12	58.52	59.98	61.51	63.02
XI	52.14	53.46	54.80	56.14	57.58	59.02
X	48.60	49.82	51.05	52.33	53.64	55.00
IX	45.05	46.17	47.32	48.51	49.72	50.94
VIII	41.48	42.53	43.57	44.67	45.79	46.92
VII	37.91	38.87	39.85	40.86	41.84	42.89
VI	34.39	35.22	36.14	37.00	37.92	38.88
V	30.81	31.55	32.40	33.20	33.99	34.88
IV	27.25	27.94	28.64	29.37	30.08	30.83
III	23.69	24.28	24.88	25.53	26.16	26.82
II	20.14	20.63	21.15	21.71	22.22	22.79
I	16.56	17.02	17.41	17.88	18.30	18.75

Chart 2

SALARY GRID- FIRE DEPARTMENT

POSITION	YEARLY
Deputy Fire Chief	\$17,071.51
Station Chief	\$ 3,840.94
Captain (Maximum 3 per station)	\$ 497.19

Chart 3

RATES APPLICABLE FOR FIRE CALLS (2 hours minimum)

Station Chief, Captain, Training Officer	\$ 28.24
Firefighter II	\$ 25.69
Firefighter I	\$ 23.12
Auxiliary Firefighter	\$ 23.12
Recruit Firefighter	\$ 20.54 (min 12 months' probation)

Chart 4

Rates applicable to other employees

Employee who is a student under 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
Any other employee over 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
St Isidore Arena Sport Bar employee serving liquor	\$16.65 / hour and shall increase at the same rate as per the Employment Standard Act, 2000 as amended

Chart 1 - 2024

Salary Grid- Salaried and part time employees

Level	Grid 1	Grid 2	Grid 3	Grid 4	Grid 5	Grid 6
Directrice générale						78.81
XIII	61.04	62.60	64.12	65.77	67.37	69.08
XII	57.40	58.83	60.27	61.78	63.36	64.91
XI	53.71	55.06	56.44	57.83	59.30	60.79
X	50.06	51.31	52.58	53.90	55.25	56.65
IX	46.40	47.56	48.74	49.97	51.22	52.47
VIII	42.73	43.81	44.88	46.01	47.16	48.33
VII	39.04	40.04	41.04	42.08	43.10	44.18
VI	35.43	36.28	37.23	38.11	39.05	40.05
V	31.73	32.50	33.37	34.19	35.01	35.93
IV	28.07	28.78	29.50	30.25	30.98	31.75
III	24.40	25.01	25.62	26.29	26.95	27.62
II	20.74	21.25	21.79	22.36	22.88	23.47
I	17.06	17.53	17.93	18.41	18.85	19.31

Chart 2

SALARY GRID- FIRE DEPARTMENT

POSITION	YEARLY
Deputy Fire Chief	\$17,583.66
Station Chief	\$ 3,956.17
Captain (Maximum 3 per station)	\$ 512.11

Chart 3

RATES APPLICABLE FOR FIRE CALLS (2 hours minimum)

Station Chief, Captain, Training Officer	\$ 29.09
Firefighter II	\$ 26.46
Firefighter I	\$ 23.82
Auxiliary Firefighter	\$ 23.82
Recruit Firefighter	\$ 21.16(min 12 months' probation)

Chart 4

Rates applicable to other employees

Employee who is a student under 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
Any other employee over 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
St Isidore Arena Sport Bar employee serving liquor	\$17.15 / hour and shall increase at the same rate as per the Employment Standard Act, 2000 as amended

JEAN-JACQUES LACOMBE

**Integrity Commissioner for the Nation Municipality
Commissaire à l'intégrité pour la Municipalité de la Nation**

**Telephone: (613) 678-9124
Courriel/email: jjlc.integrity@gmail.com**

Le 20 juillet 2022

**Envoyé par courriel à
Josée Brizard**

M. François St-Amour
Mme Marie-Noël Lanthier
M. Alain Mainville
M. Danik Forgues
M. Francis Brière

Sujet: Plainte contre tous les membres du Conseil

Mme et Messieurs,

Veillez trouver sous pli mon rapport final d'enquête en rapport avec cette affaire. Quoique j'ai dû faire certains amendements à mon rapport provisoire, ceux-ci ne changent pas le résultat final de mon rapport.

Ce rapport doit maintenant être présenté lors d'une réunion publique de votre Conseil et doit demeurer publique.

Étant donné le fait que la plainte a été rejetée, et que, conséquemment, je ne fais aucune recommandation quant à des sanctions, je ne vois pas la nécessité d'être présent lors de la réunion du conseil où sera présenté mon rapport.

Le conseil se doit donc d'accueillir mon rapport et d'en approuver ses conclusions par résolution.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Espérant le tout conforme,



Jean Jacques LaCombe
Commissaire à l'intégrité

cc. Mme Josée Brizard

JEAN-JACQUES LACOMBE
of LaCombe Professional Corporation

Integrity Commissioner for the Nation Municipality
Commissaire à l'intégrité pour la Municipalité de la Nation

Telephone: (613) 678-9124
Courriel/email: jjlc.integrity@gmail.com

July 20th, 2022

FINAL INQUIRY REPORT

Re: Complaint against all members of Council
File no. 001-2022

Pursuant to section 7.1 of By-law 19-2019 of the Nation Municipality, being the corporation's bylaw that deals with the process of complaints made to the Integrity Commissioner (hereinafter referred to as the "Complaint By-law"), a complaint was made against all members of the Council of the Nation Municipality on March 31st, 2022, which complaint was received by the writer on April 6th, 2022.

The complaint is related to actions taken by the then Nation Council that sat for the years 2014 to 2018. The Council that sat during that period of time is not the same as the one that was elected for the years 2018 to 2022. For practical reasons, this complaint is directed at the present Council rather than the one that sat during the years 2014 to 2018. The complaint is thus aimed at the present elected officials for the Nation Municipality being: Mayor François St-Amour and councilors Marie-Noëlle Lanthier, Alain Mainville, Danik Forgues and Francis Brière.

The complainant does however acknowledge that councilors Danik Forgues and Alain Mainville were not members of Council at the relevant time, that being the period of 2014 to 2008. The complainant nonetheless named them as defendants to this complaint because the said complainant states that he does not know what they were told about the matter at hand and whether they participated or not in the matter complained about after they became members of Council.

The complainant does however state (about councilors Forgues and Mainville) that: *"If they were not completely and thoroughly briefed and given*

access to all of the records pertaining to the project, I cannot in good conscience implicate them in this complaint”. Therefore, the complainant leaves it up to this Integrity Commissioner as to whether they should be the subject of this complaint or not, depending on their state of knowledge of the facts being the subject-matter of the complaint.

For reasons that will soon become apparent, I did not have to determine whether councilors Danik Forgues or Alain Mainville should also be the subject of this complaint.

This complaint essentially deals with the involvement of the Nation’s Council in a development project (hereinafter referred to as the “development project”) during the years 2016 to 2018.

In the month of November 2018, the complainant attempted to obtain some clarifications from council and from the Municipal Clerk regarding the development project and was ultimately advised to proceed with an application under the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* (MFIPPA), which the complainant did. Apparently, the complainant’s application under the MFIPPA has been proceeding since 2018 and has not yet been fully completed to this day.

The complainant realizes that this complaint is incomplete, vague and contains speculation and inferences as the said complainant does not have the knowledge of sufficient facts to properly draft a clear and precise complaint.

Because the complainant lacks such information and the fact that the said complainant acknowledges the Municipality’s rights to keep certain information private under the MFIPPA, the complainant has also acknowledged that my report would be limited in what I could disclose because of the limitations imposed upon me by the MFIPPA.

Furthermore, the complainant has also stated that he would be satisfied by the conclusions of my report, once I am made aware of all the facts surrounding this matter.

Once I was in possession of the complaint, I communicated with the complainant to obtain further information and clarifications about the complaint. I received this additional information on April 19th, 2022.

Notwithstanding my reservations about the lack of clear information surrounding the alleged breaches to the Code of Conduct, I nonetheless made a preliminary determination to proceed with my investigation in order to obtain more facts upon which a proper determination could be made on the merits of this complaint.

Consequently, on April 22nd 2022, pursuant to section 10.4 of the Complaint By-law, I advised all members of Council that a complaint had been filed against all of them and that I was giving them an opportunity to respond to the complaint prior to officially opening an investigation.

I also made a preliminary determination that the complainant did not have to be identified by name as it was not necessary in order for members of Council to make a full and complete defense to the complaint filed against them. Consequently, in this report, I will simply refer to the person that made the complaint as the “complainant”.

After having reviewed this matter, I have determined that for the two following reasons, this complaint must fail.

Firstly, because section 9(1) of the Complaint By-law provides that a complaint must be filed no later than 180 days after the date upon which the incident or the last incident in a serie of incidents related to the complaint occurred, I find that this complaint cannot proceed because it was filed outside the said limitation period.

The Complaint By-law, which allows complaints to be filed against the Nation Municipality’s elected officials, came into force on March 18th, 2019. Thus, a complaint could only have been launched against an elected official of the said Nation Municipality starting on March 19th, 2019.

It is also to be noted that on March 18th, 2019, By-law 55-2019 was passed by the Nation Municipality which appointed John Saywell as the Integrity Commissioner of the municipality. Consequently, starting on March 19th 2019, the said Integrity Commissioner could have reviewed the complaint at bar.

Although this complaint was filed on March 31st 2022, six (6) years after the first relevant incidents complained of, and four (4) years after the last incident in a serie of incidents complained of, and thus was filed out of time pursuant to section 9(1) of the Complaint By-law, *the complainant raises a good point: he was not technically able to file a complaint prior to March 19th, 2019.*

Basically, what the complainant argues is that in determining whether his complaint is barred because of the limitation provided for in said section 9 (1) of the Complaint By-law, time should only start running on March 19th, 2022.

Under the present circumstances, in order to give any reasonable meaning to the aforesaid section 9(1) of the Complaint By-law, I agree with the complainant that in this case, the limitation period must be interpreted as commencing not on the date of the last incident in a serie of incidents complained of, but rather on the date that the Complaint By-law was passed by the Nation Municipality.

This interpretation is in keeping with the spirit of the limitation period provided for in the Complaint By-law and thus I accept the argument of the complainant.

Consequently, in the case at bar, I believe that the limitation period should be interpreted so that the complaint should have been filed no later than 180 days after March 19th, 2019, that being September 15th, 2019.

Even after accepting this reasonable interpretation of the limitation period, the complaint was filed on March 31st 2022, when the limitation period expired on September 15th, 2019. *Thus, the complaint was still filed more than two and a half (2 1/2) years after the time when this aforesaid six (6) month limitation period ended, which is a very significant breach.*

Furthermore, although the complainant could not technically have filed a complaint before March 19th, 2019, the complainant was still in possession of the relevant information since the year 2016, when the first incidents complained of occurred, and the year 2018 when the last incident in a serie of incidents complained of occurred. These delays are even more significant than those stated in the preceding paragraph and although they cannot, as explained above, be used to calculate how long after the limitation period the complaint was filed, *this significant delay simply cannot be ignored.*

Consequently, I find that this complaint is barred from proceeding because it was filed beyond the limitation period. One of the main reasons for the existence of limitation period is to prevent the delay from causing a prejudice to the defendants and I have no doubt that proceeding with a complaint four (4) to six (6) years after the facts complained of occurred would cause substantial hardship to the Council against which the complaint was filed.

I must now turn to section 9.2 of the Complaint By-law to determine whether it can save this complaint from the limitation period. I do not believe that the tardiness of this complaint was the result of bad faith on the part of the complainant. However, the mere length of the delay in filing the complaint is, in my opinion, entirely determinative of this issue.

I appreciate the fact that the complainant pursued diligently the request under the MFIPPA in the hope that it would lead to further facts which would substantiate his complaint. **However, I believe that the complainant relied much too heavily on the narrow anticipated results of the MFIPPA application.** All the relevant facts which are now known to the complainant and relied upon by the said complainant in his complaint were known to the complainant in the years 2016 to 2018.

I interpret the good faith requirement of section 9.2 a) of the complaint By-law as requiring a good and valid explanation for the delay in presenting a complaint and under the present circumstances, I verily believe that there is just no valid reason why the complaint was not filed prior to September 15th 2019.

Because the complainant has been in actual possession of the relevant facts of this case for a period of between four (4) to six (6) years, I am of the opinion that the limitation period must be even more strictly interpreted against this complaint.

Simply put, I believe that there are no valid reasons why the limitation period should be extended to allow the complaint to proceed. This very significant delay in proceeding with this complaint would clearly cause substantial hardship to members of Council against whom the complaint was filed, as specifically provided for in section 9.2 c) of the Complaint By-law.

Consequently, I find that this complaint is barred from proceeding because it was filed after the limitation period expired and there are no valid reasons to extend the limitation period.

Notwithstanding the fact that my inquiry report should ordinarily end here, because the expiry of the limitation period prevents me from going ahead with this complaint, given the fact that I have considered the merits of this matter, I will nonetheless address the said merits of this complaint.

Secondly, as a further reason why this complaint should fail, I also find that the evidence did not establish, on the balance of probabilities, that any members of the then Council breached the Code of Ethics of the Nation Municipality nor any other By-laws that dictate how its members should conduct themselves.

Before proceeding further, I wish to reiterate that because of the nature of the complaint, the position taken by the Nation Municipality and the necessary implications of the MFIPPA, I am limited in the information that can be relayed in this report, but I will nonetheless attempt to address the concerns of the complainant.

A. The alleged breaches

1. The complainant alleges that to initiate the process of the development project, the Municipality issued a Request for Proposal (RFP) which gave potential applicants a period of ten (10) days ending May 3rd, 2016 to respond. The complainant characterizes this ten (10) day period as an “abysmally short solicitation period”. The complainant alleges that this was a deliberate effort to ensure that only one proposal would be received.

- Because this is my home statute, I have the authority to interpret the nature of this complaint. I have thus interpreted this complaint as being a complaint that, allegedly, the then Council of the Nation made an improper use of their influence contrary to section XIII of the Code of Conduct.
2. The complainant also alleges that the way that the said RFP proceeded was a breach of Procurement policy F-2016-03.
 3. The complainant states that on June 27th, 2016, council passed a resolution authorizing the Nation's Municipality to enter into of a Memorandum of Understanding (MOU) for the construction of the development project, which document was never executed according to the complaint's information. The complainant alleges that Council, by doing so, was in breach of its Procedure By-law by improperly approving the execution of an MOU that was never executed.
 4. Along the lines of complaint 3 above, this complaint alleges that on June 26th, 2017, by adopting a further resolution authorizing the Nation Municipality to enter into a contract for the construction of the development project, which contract was apparently never signed, Council was again in breach of the Procedure By-law of the Nation Municipality by improperly approving the execution of a construction contract which was never executed.
 5. Lastly, the complainant alleges that by their entire handling of this development project, the members of Council may have breached their Code of Conduct and other standards by which the conduct of councilors should be measured against, one of these being their fiduciary responsibility towards taxpayers (without giving any specifics facts thereof, given the admitted lack of information).

B. RULES APPLICABLE TO THIS POTENTIAL BREACH

a. Code of Conduct

Section XIII provides that:

XIII. NO IMPROPER USE OF INFLUENCE

No member of Council shall use the influence of his or her office for any purpose other than for the lawful exercise of his or her official duties and for municipal purposes. No member of Council shall use his or her office or position to influence or attempt to influence the decision of any other person, for the member's private advantage or that of the member's parent, child, spouse, staff member, friend or

associate, business or otherwise. No member shall attempt to secure preferential treatment beyond activities in which members normally engage on behalf of their constituents as part of their official duties. No member shall hold out the prospect or promise of future advantage through the member's supposed influence within Council, in return for any action or inaction.

For the purposes of this provision, "private advantage" does not include a matter:

- a) that is of general application;
 - b) that affects a member of Council, his or her parents/children or spouse, staff members, friends or associates, business or otherwise, as one of a broad class of persons; or
 - c) that concerns the remuneration or benefits of a member of Council.
- This provision does not prevent a member of Council from requesting that Council grant a lawful exemption from a policy.

b. Procurement policy F-2016-03

Section 6 provides that:

- 6.6.1 The overall objective is to obtain the required goods and/or services at the best price from an appropriately qualified vendor. The Request for Proposal documents shall include the main requirements as per Schedule "C" "Request for Proposal".
- 6.6.2 *A Department Head shall not purchase goods and/or services exceeding \$50,000.00 without requesting and obtaining sealed tenders for goods and/or services unless specifically authorized by Council resolution to do otherwise. Whenever possible, at least three (3) bids must be obtained.*
- 6.6.3 A Department Head may use a Request for Proposal instead of a Request for Quotation or Tender when goods or services cannot be precisely stipulated, or when alternative methods are being sought to meet certain requirements of the Municipality.
- 6.6.4 A Department Head may choose not to open the bids publicly when a Request for Proposal is used.
- 6.6.5 Bids may be evaluated with a scoring system where the price is one of the evaluation criteria. In this case, the bidder achieving the highest score based on the set criteria will be awarded the contract, even if it is not the lowest bidder.

- 6.6.6 A two-envelope bid process may be used for Request for Proposal. Each bid is submitted in two envelopes with technical and qualitative information shown in the first envelope and the bid price in the second. The bidder's second envelope is opened only if the first envelope demonstrates that the bidder is qualified. There will be no public opening when a two-envelope process is used.
- 6.6.7 When the selected bid exceeds the approved budget by 10%, the Department Head shall submit a report to the CAO and Council for direction and/or approval in accordance with this Policy.

c. Complaint By-law

9. LIMITATION PERIOD

- 9.1 The Integrity Commissioner shall only proceed with an inquiry about a complaint filed less than 180 days after the date when the event or the last event of a series of events which are the subject matter of the complaint occurred.
- 9.2 Notwithstanding section 9.1 of this By-law, the Integrity Commissioner may proceed with an inquiry in regard to a complaint that is filed after the expiry of the time limit under section 9.1 of this By-law if the Integrity Commissioner is satisfied that:
- a) the delay was incurred in good faith;
 - b) it is in the public interest to proceed with an inquiry; and
 - c) no substantial prejudice will result to any person because of the delay.
- 9.3 A complainant is deemed to have known the matters referred to in section 9.1 of this By-law at the time the event or the last event of a series of events have occurred, unless the contrary is proven. The onus of proof lies upon the complainant.

3. ANALYSIS

a. Complaint no. 1

The complainant's first allegation is that the then Council of the Nation Municipality approved a resolution for the preparation of a Request for Proposal (RFP) to solicit information from respondents to a development project and that by only giving therein ten (10) days to respond to this proposal, it was a deliberate

effort to obtain a single proposal from an alleged targeted builder (hereinafter called the “respondent”).

As stated hereinbefore, I interpret this complaint to mean that members of the then Council allegedly made an improper use of their influence contrary to section XIII of their Code of Conduct by allegedly targeting the respondent.

First, it must be understood that this project was lead from beginning to the end by the Administration of the Nation Municipality, with the assistance of its solicitor, who is experienced in the field of construction law.

As further evidence of this fact, it is the Administration, in a report to Council, that recommended the entire process for the FRP in question, including the ten (10) day solicitation period. Council merely approved the recommendation to that effect that was made by the Administration.

The evidence also revealed that the respondent was not related in any way whatsoever to any of the then elected officials of the Nation Municipality. More specifically, as provided for in section XIII of the Code of Conduct of the Nation Municipality, **the evidence revealed that no individual of the respondent corporation was a parent, a child, a spouse, a staff member, a friend or associate, business or otherwise of any of the then members of the Council of the Nation Municipality.**

The evidence revealed that although the respondent corporation had completed construction projects in the Nation Municipality for third parties, it had not undertaken any works whatsoever for the said Nation Municipality. Although the respondent had obtained building permits and all other required approvals from the Municipality and had complied with all of the Municipality’s construction requirements in its undertakings for third parties, the said Nation Municipality had never been a client of the said respondent.

Consequently, I find that the then members of Council for the Nation Municipality for the years 2014 to 2018 did not breach section XIII of its Code of Conduct. I thus reject this complaint as being invalid.

b. Complaint No. 2

The complainant next alleges that the way that the said RFP was framed was a breach of Procurement policy F-2016-03 because the ten (10) day solicitation period was an “abysmally short solicitation period” of time for this kind of project.

First of all, **the Request for Proposal was completed by the Administration of the Nation Municipality without any direction from its Council** and thus, the then Council cannot bear the responsibility for the recommendation of the ten (10) day solicitation period. This is corroborated by a report which was then prepared and presented by the Administration to Council.

Secondly, it is very important to note that the **RFP was not requesting proposals for the actual construction of the development project** but it was **merely seeking specific information** about construction companies who were interested to offer their services for this development project. In fact, one has to wonder whether technically this was in fact a request for proposal but rather a request for information and for interest in the project.

What was requested was not a technical proposal for a development project, but rather a quest for information about prospective contractors.

In fact, the RFP was specifically only requesting the following information as stated at paragraph 3 of its Appendix "A":

1. information from respondents on their corporate financial strength and experience on similar projects,
2. the respondent's understanding of the Municipality's objectives, and
3. specific information about the respondent's proposed concept.

The information solicited from the potential respondents was very preliminary and it did not require a lot of preparation or technical data and/or calculations. **I find that any serious potential respondent could easily have prepared a response to this RFP within the said period of ten (10) days. This solicitation period was not abysmally short in view of the limited information requested therein.**

The complainant compares this RFP and its ten (10) day solicitation period to the longer solicitation period of approximately thirty (30) days in other RFP's made by the Nation Township for the construction of other projects.

Simply put, this argument is not convincing when one compares the complex and detailed technical information requested in a traditional RFP with the case at bar where the requested information did not require extensive preparation but only introductory information in nature.

In the case of the RFP for the actual construction of the sports complex and the community center alluded to by the complainant in the complaint, the said Nation RFP was 58 pages long and provided 24 days to respond to same. The project included the construction of a soccer field, walking track, basketball and volleyball courts, sitting area, lockers and change rooms, washrooms, meeting room, storage room, community center and kitchens.

By contrast to this complex RFP, the RFP for the development project contained only 22 pages and requested only the three pieces of information from respondents as stated above.

Consequently, I find that a request for summary information and a request for a proposal for a complex project cannot be equated. Although ten (10) days is not a long solicitation period, it cannot be fairly described as an “abysmally short period of time” when dealing only with a solicitation for information.

Furthermore, it goes without saying that if twenty four (24) days is considered to be a sufficient solicitation period to build a sports complex and community center, surely ten (10) days is enough for a respondent to give background information about its business, experience and understanding of the project.

The Procurement policy of the Nation does not require a minimum solicitation period nor does it require a minimum number of response to be provided other than mentioning at paragraph 6.6.2 that: “Whenever possible, at least three (3) bids must be obtained”.

Consequently, I find that there is no evidence that the procurement policy has been violated and thus I reject this specific complaint as being invalid.

c. Complaint no. 3

The complainant next alleges that the then Nation’s Council approved a resolution authorizing the entering into of a Memorandum of Understanding (MOU) for the construction of the development project, which MOU was never executed and that this constitutes a breach of the Procedure Code.

After having received full disclosure of the facts surrounding this issue, I find that there was never any binding written agreement between the Nation Municipality and the respondent for the construction of the development project. The Nation’s Council did pass a resolution authorizing its Administration to enter into a MOU, but this document was never executed by the parties because the relevant parties could not come to a full and comprehensive agreement on all issues.

I must state that usually, before a Council is asked to pass such a resolution, the Administration and the other contracting party have agreed on most, if not all the terms of the agreement and that all that is usually left to do before the agreement is executed by the parties, is for Council to grant the authority to its signing officers to execute the said agreement.

In the case at bar, obviously, the Administration thought that the parties were in agreement, when in fact, some terms still had to be agreed upon and in the end, the parties were never able to come to a full agreement on all terms, despite the fact that Council had authorized the Administration to execute the agreement.

Under the circumstances, I find that by passing a resolution authorizing the execution of the Memorandum of Agreement and relying on the representation of the Administration that a full agreement was imminent, when in fact it might not have been the case, Council did not breach any sections of the Procedure By-law, the Code of Conduct or any other By-law of the Nation Township. **I reject this complaint as being invalid.**

d. Complaint no. 4

The complainant's fourth complaint is very similar to the third complaint in that the said complainant argues that by passing a resolution for the execution of a construction contract with the respondent, which in fact was also ultimately never executed, Council improperly approved a resolution in contravention to the Nation's By-law.

For the same reasons as stated above in complaint no. 3, I find that by passing this resolution authorizing the Municipality to execute a construction contract, based upon the representations of the Administration that an agreement was imminent, the then Council did not breach any sections of the Procedure By-law, the Code of Conduct or any other By-law of the Nation Municipality. **I reject this complaint as being invalid.**

e. Complaint no. 5

The complainant's fifth and last complaint is that by their entire handling of this development project, the then members of Council breached their Code of Conduct and other standards by which the conduct of councilors should be measured against.

Again, after having had the opportunity to look at the relationship between the respondent and the Nation Municipality, I do not find any grounds upon which I can conclude that there has been a breach of the relevant Code of Conduct or any other relevant By-law by the then members of Council.

Furthermore, throughout this relationship, it was the Administration, guided by its solicitors, which was spearheading this project and making recommendations to the then Council. This Council, not being privy to all conversations between the Administration, its solicitors and the respondent in their day to day dealings, had to rely heavily on the recommendations they received from the Administration and the Township's solicitor, which they did throughout this matter.

The field of commercial construction, and even more so in the public domain, is a very complex one. I find that in this case, both the Administration and

the then Council of the Nation's Municipality relied heavily on their solicitors in making decisions with respect to this development project and thus the then Council cannot be faulted for any decisions that were taken, and in saying that, I am not in any way suggesting that any decisions that were taken by Council were inappropriate.

It is crucial to note that my role as an Integrity Commissioner is neither to second-guess Council's decisions nor to determine whether Council took the proper decisions in the performance of their duties.

It is rather to determine whether Council acted ethically and in accordance with its Code of Conduct and other By-laws that dictate how its members should conduct themselves.

In the case at bar, the complainant interprets some of the actions taken by the Nation Municipality's Council as being unethical. However, I find that there is no evidence to justify that the then Council of the Nation Municipality did not act ethically or that they acted in contravention to their Code of Conduct or other relevant By-laws. **Consequently, I also reject this fifth complaint as being invalid.**

4. CONCLUSION

Consequently, after having reviewed the evidence, I find that not only was the complaint filed out of time, but that there are no grounds to support any of the five complaints made by the complainant against the then Nation Council and its present members.

For the above reasons I consequently dismiss this complaint and I recommend that this report be received by Council and that its conclusions be approved.

Respectfully submitted,


Jean-Jacques LaCombe
Integrity Commissioner
Nation Municipality

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of June

	2022	2021	2020	2019	2018
Agricultural - Accessory	\$225,000.00	\$155,000.00	\$100,000.00	\$185,000.00	\$457,000.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$300,000.00	\$200,000.00	\$40,000.00	\$250,000.00	\$75,000.00
Agricultural - New	\$0.00	\$1,400,000.00	\$0.00	\$300,000.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$700,000.00	\$0.00	\$0.00	\$20,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$100,000.00	\$0.00	\$0.00	\$100,000.00	\$0.00
Industrial - New	\$0.00	\$7,500.00	\$0.00	\$9,999,999.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$7,900,000.00	\$0.00	\$0.00	\$110,000.00	\$0.00
Institutional - New	\$60,000.00	\$0.00	\$0.00	\$20,000.00	\$0.00
Miscellaneous	\$140,000.00	\$6,000.00	\$0.00	\$1,000.00	\$6,000.00
Residential - Accessory	\$375,200.00	\$623,200.00	\$440,950.00	\$396,000.00	\$451,650.00
Residential - Addition / Alterations	\$277,000.00	\$326,000.00	\$140,500.00	\$250,000.00	\$162,000.00
Residential - Dwelling Units	\$5,700,000.00	\$5,280,000.00	\$2,758,000.00	\$2,100,000.00	\$2,435,000.00
Total Construction Value	\$15,077,200.00	\$8,697,700.00	\$3,479,450.00	\$13,711,999.00	\$3,606,650.00
Total Number of Permits Issued	52	45	56	35	31
Total Dwelling Units Created	37	14	9	7	9
Total Permit Fees Collected	\$65,769.06	\$52,055.52	\$24,133.05	\$29,188.70	\$27,190.21

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for

	2022	2021	2020	2019	2018
Agricultural - Accessory	\$2,675,300.00	\$1,045,000.00	\$340,000.00	\$441,000.00	\$817,000.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$300,000.00	\$795,000.00	\$40,000.00	\$285,000.00	\$75,000.00
Agricultural - New	\$0.00	\$4,000,000.00	\$0.00	\$3,420,000.00	\$2,150,000.00
Commerical - Addition / Alterations	\$152,000.00	\$398,000.00	\$0.00	\$0.00	\$95,000.00
Commerical - New	\$800,000.00	\$3,625,000.00	\$1,550,000.00	\$425,000.00	\$20,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$100,000.00	\$0.00	\$0.00	\$100,000.00	\$200,000.00
Industrial - New	\$14,031,250.00	\$7,500.00	\$0.00	\$11,999,999.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$8,650,000.00	\$0.00	\$0.00	\$465,000.00	\$838,000.00
Institutional - New	\$60,000.00	\$0.00	\$0.00	\$20,000.00	\$0.00
Miscellaneous	\$249,500.00	\$20,000.00	\$34,000.00	\$36,000.00	\$80,000.00
Residential - Accessory	\$1,372,700.00	\$2,315,600.00	\$908,750.00	\$1,008,750.00	\$835,250.00
Residential - Addition / Alterations	\$734,000.00	\$1,053,000.00	\$416,500.00	\$883,500.00	\$600,000.00
Residential - Dwelling Units	\$18,568,000.00	\$19,359,000.00	\$8,727,000.00	\$9,000,900.00	\$8,225,900.00
Total Construction Value	\$47,692,750.00	\$32,618,100.00	\$12,016,250.00	\$28,085,149.00	\$13,936,150.00
Total Number of Permits Issued	150	175	121	123	108
Total Dwelling Units Created	94	69	36	30	29
Total Permit Fees Collected	\$209,058.74	\$167,097.19	\$63,375.18	\$113,569.15	\$92,193.05

CLERK'S DEPARTMENT

June 28, 2022

Honourable Dominic LeBlanc
Minister of Intergovernmental Affairs, Infrastructure and Communities
via email dominic.leblanc@parl.gc.ca

Re: Funding Support for Infrastructure Projects - Bridge and Culvert Replacements in Rural Municipalities

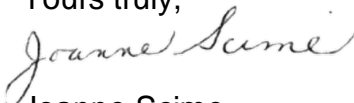
This correspondence is to confirm that on June 27, 2022, West Lincoln Township Council adopted the following resolution regarding Funding Support for Infrastructure Projects - Bridge and Culvert Replacements in Rural Municipalities

That, the correspondence from the Township of East Hawkesbury, the Township of Clearview, the Township of Adjala-Tosorontio, the Township of Adelaide-Metcalf, the Township of Lake of Bays, the Township of Amaranth, the Township of Scugog, and Northumberland County, requesting support by encouraging the Province of Ontario and the Government of Canada to provide more funding to rural municipalities to support infrastructure projects, including those projects related to major bridge and culvert replacements; be received and supported; and,

That, a copy of this resolution be sent to the Federal and Provincial Ministers of Infrastructure, Sam Oosterhoff, MPP - Niagara West, Dean Allison, MP - Niagara West, the Association of Municipalities of Ontario (AMO), and all Ontario Municipalities.

If any further information is required, please contact the undersigned at 905-957-5136.

Yours truly,



Joanne Scime
Clerk

cc.

Kinga Surma, MPP Minister of Infrastructure
Sam Oosterhoff, MPP Niagara West
Dean Allison, MP Niagara West
AMO
All Ontario Municipalities

Type: _____

Date: _____

Résolution No.: _____

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

ADOPTION DU RÈGLEMENT 87-2022

Qu'il soit résolu que le règlement 87-2022 étant un règlement modifiant le règlement de zonage 2-2006 de la municipalité de La Nation pour une parcelle de propriété qui sera un futur lotissement résidentiel sur une partie du lot 28, concession 1, Cambridge, soit lu et adopté en 1^{ère}, 2^{ième} et 3^{ième} lecture.

ADOPTION OF BY-LAW 87-2022

Be it resolved that By-law 87-2022 being a by-law to amend Zoning By-law 2-2006 of The Nation Municipality for a parcel of property that will be a future residential subdivision on Part of Lot 28, Cconcession 1, Cambridge , be read and adopted in 1st, 2nd and 3rd reading.

Recorded Vote/Vote Enregistré	Yea	Nay
Francois St. Amour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marie-Noëlle Lanthier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Briere	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Briere	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cette resolution est:	
This resolution is:	
Adoptée/Carried	<input type="checkbox"/>
Rejetée/Defeated:	<input type="checkbox"/>
Modifiée/Amended:	<input type="checkbox"/>

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____, _____

a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil.

Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière ou Greffière adjointe/
Clerk or Deputy-Clerk

ZONING BY-LAW NO. 87-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 28, Concession 1, former Township of Cambridge
Future Subdivision

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 87-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The parcel of property located on part of Lot 28, Concession 1 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law, shall be the parcel of property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Rural (RU)" to "Low Density Residential – Holding (R1-H)" and the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: All other provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 4: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 13th day of June 2022
this 13th day of June 2022

François St. Amour
Mayor

Josée Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 87-2022

La parcelle de propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisée sur une partie du lot 28, concession 1 de l'ancien canton de Cambridge.

La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage du terrain pour permettre un futur lotissement résidentiel avec services municipaux. Cette modification au zonage est l'une des conditions d'approbation au morcellement B-9-2022.

Cette modification n'a pas pour but d'interdire une mixité de densité dans le cadre d'une proposition future.

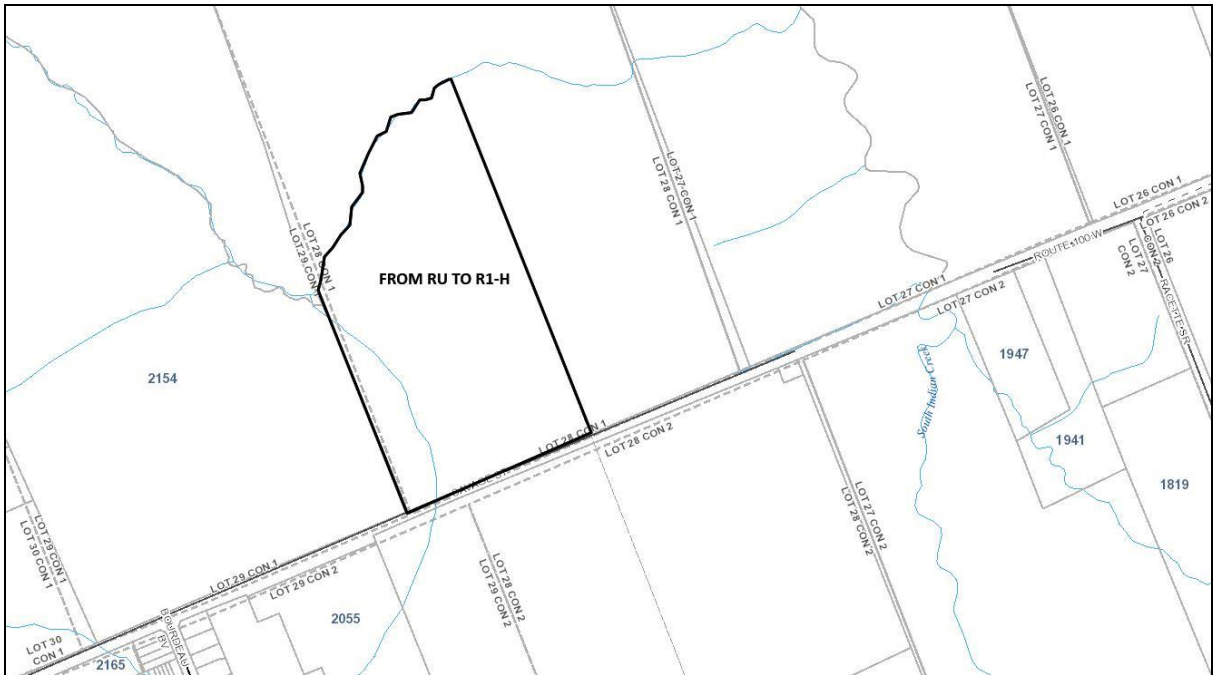
EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law #87-2022

The properties affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 are located on part of Lot 28, Concession 1 of the former Township of Cambridge.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the property to allow a future residential subdivision with municipal services. This zoning amendment is one of the approval conditions for severance file B-9-2022.

This amendment is not intended to prohibit a density mix in a future proposal.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 28, Concession 1 in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 87-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 87-2022 passed the 25th day of July, 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josée Brizard Clerk</p>
---	---

Type: _____

Date: _____

Résolution No.: _____

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Marcel Legault Marc Lafèche Francis Briere

Appuyée par/Secinded by: Marie-Noëlle Lanthier Marcel Legault Marc Lafèche Francis Briere

ADOPTION DU RÈGLEMENT 95-2022

Qu'il soit résolu que le règlement 95-2022, étant un règlement pour dédier un élargissement de terrain sur une partie du lot 2, concession 3 pour le « chemin de concession 4 » comme chemin public à l'intérieur du système routier de la municipalité de La Nation, soit lu t adopté en 1ère, 2ième et 3ième lecture.

ADOPTION OF BY-LAW 95-2022

Be it resolved that By-law 95-2022, being a by-law to dedicate a road widening on Part of Lot 2, Concession 3 for «Concession Rd. 4 » part of The Nation Municipality Road system, be read and adopted in 1st, 2nd and 3rd reading.

Recorded Vote/Vote Enregistré

	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Francois St. Amour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marie-Noëlle Lanthier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marcel Legault	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marc Lafleche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Briere	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cette resolution est:

This resolution is:

Adoptée/Carried

Rejetée/Defeated:

Modifiée/Amended:

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____, _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, a laissé son (leur) siège(s) et a quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

DG/Greffière
CAO/Clerk

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 95-2022

BEING a By-Law of the Corporation of the Nation Municipality to confirm and authorize the acquisition of land into the road system and dedicate as a public highway.

WHEREAS, Section 31 of the Municipal Act, 2001 as amended provides authority for a municipality for establishing and widening highways and roads;

AND WHEREAS, the Council of the Corporation of the Nation Municipality desires to accept and dedicate certain portions of land as a public highway;

THEREFORE, the Council of the Corporation of the Nation Municipality enacts as follows:

- 1) The land described as Part of Property Identifier Number (PIN) 54148-0126, being Part of Lot 2, Concession 3 in the geographic Township of Caledonia, now The Nation Municipality, County of Prescott, designated as Part 3 on Reference Plan 46R8126 is hereby accepted and dedicated as a public highway to be known as “chemin de concession 4 / Concession Road 4” being part of Property Identifier Number (PIN) 54148-0055 and shall form part of the public road system within The Nation Municipality.

- 2) A copy of this by-law shall be registered in the registry division for the County of Russell upon receiving three readings and final passing thereof.

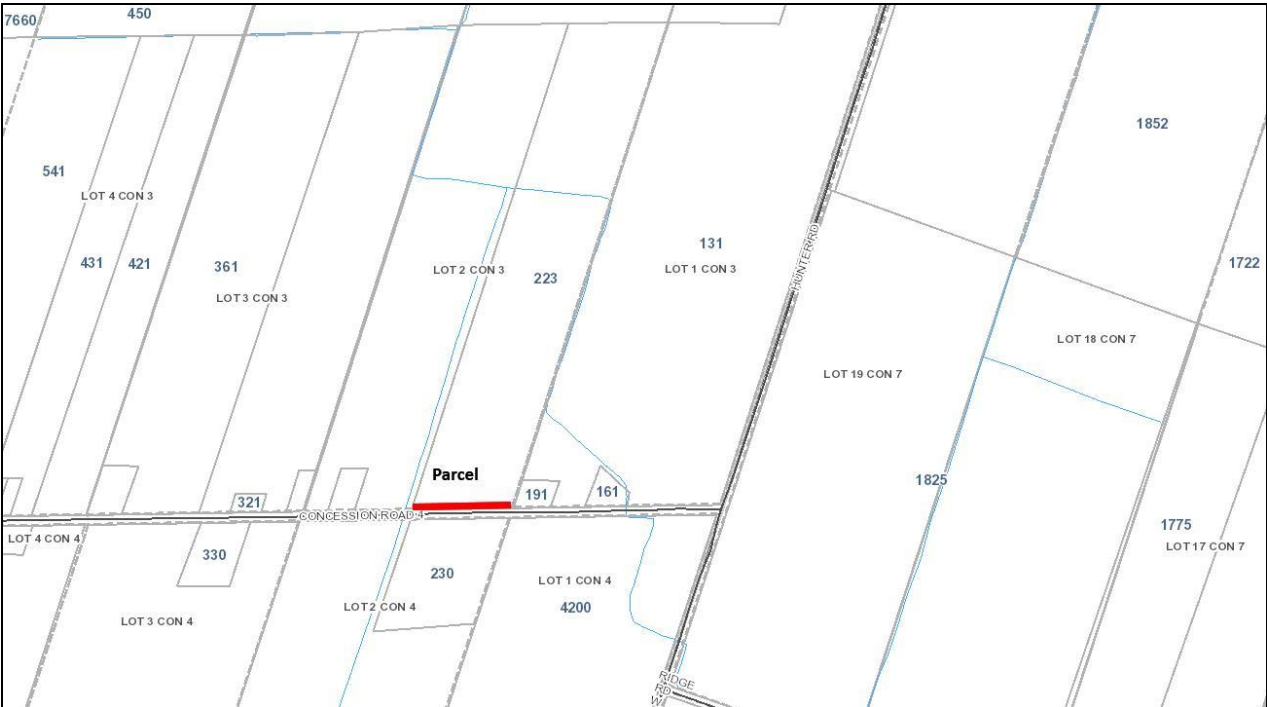
READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL
THIS 25th DAY OF JULY 2022.

François St. Amour, Mayor

Josée Brizard, CAO/Clerk

(SEAL)

SKETCH



CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 99-2022

BEING a By-Law to amend Annex 1 of By-law number 5-2021, being the Salary Scale for the various classifications.

WHEREAS Council deems it expedient to amend by-law number 5-2021;

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) That Annex 1 of By-law Number 5-2021 be repealed and replaced with the Annex 1 hereto attached, forming part of this by-law.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 25th DAY OF JULY, 2022

Francois St. Amour, Mayor

Josée Brizard, Clerk

SEAL

Annexe 1 to By-Law #5-2021

That the salary scales for the various classifications be as follows for 2022, 2023 and 2024. All payments are less applicable statutory deductions and withholdings.

Chart 1 - 2022

Salary Grid- Salaried and part time employees

Level	Grid 1	Grid 2	Grid 3	Grid 4	Grid 5	Grid 6
Directrice générale						74.28
XIII	57.54	59.01	60.44	62.00	63.50	65.12
XII	54.11	55.46	56.81	58.24	59.72	61.18
XI	50.62	51.90	53.20	54.51	55.90	57.30
X	47.18	48.37	49.56	50.81	52.08	53.40
IX	43.73	44.83	45.94	47.10	48.28	49.46
VIII	40.27	41.29	42.30	43.37	44.45	45.56
VII	36.80	37.74	38.69	39.67	40.62	41.64
VI	33.39	34.20	35.09	35.93	36.81	37.75
V	29.91	30.63	31.46	32.23	33.00	33.87
IV	26.46	27.13	27.81	28.51	29.20	29.93
III	23.00	23.58	24.15	24.78	25.40	26.04
II	19.55	20.03	20.54	21.07	21.57	22.12
I	16.08	16.52	16.90	17.36	17.77	18.20

Chart 2

SALARY GRID- FIRE DEPARTMENT

POSITION	YEARLY
Deputy Fire Chief	\$16,574.28
Station Chief	\$ 3,729.06
Captain (Maximum 3 per station)	\$ 482.70

Chart 3

RATES APPLICABLE FOR FIRE CALLS (2 hours minimum)

Station Chief, Captain, Training Officer	\$ 27.41
Firefighter II	\$ 24.94
Firefighter I	\$ 22.44
Auxiliary Firefighter	\$ 22.44
Recruit Firefighter	\$ 19.94 (min 12 months' probation)

Chart 4

Rates applicable to other employees

Employee who is a student under 18	As per the Employment Standard Act,
------------------------------------	-------------------------------------

years of age	2000 as amended
Any other employee over 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
St Isidore Arena Sport Bar employee serving liquor	\$16.16 / hour and shall increase at the same rate as per the Employment Standard Act, 2000 as amended

Chart 1 - 2023

Salary Grid- Salaried and part time employees

Level	Grid 1	Grid 2	Grid 3	Grid 4	Grid 5	Grid 6
Directrice générale						76.51
XIII	59.26	60.78	62.25	63.86	65.40	67.07
XII	55.73	57.12	58.52	59.98	61.51	63.02
XI	52.14	53.46	54.80	56.14	57.58	59.02
X	48.60	49.82	51.05	52.33	53.64	55.00
IX	45.05	46.17	47.32	48.51	49.72	50.94
VIII	41.48	42.53	43.57	44.67	45.79	46.92
VII	37.91	38.87	39.85	40.86	41.84	42.89
VI	34.39	35.22	36.14	37.00	37.92	38.88
V	30.81	31.55	32.40	33.20	33.99	34.88
IV	27.25	27.94	28.64	29.37	30.08	30.83
III	23.69	24.28	24.88	25.53	26.16	26.82
II	20.14	20.63	21.15	21.71	22.22	22.79
I	16.56	17.02	17.41	17.88	18.30	18.75

Chart 2

SALARY GRID- FIRE DEPARTMENT

POSITION	YEARLY
Deputy Fire Chief	\$17,071.51
Station Chief	\$ 3,840.94
Captain (Maximum 3 per station)	\$ 497.19

Chart 3

RATES APPLICABLE FOR FIRE CALLS (2 hours minimum)

Station Chief, Captain, Training Officer	\$ 28.24
Firefighter II	\$ 25.69
Firefighter I	\$ 23.12
Auxiliary Firefighter	\$ 23.12
Recruit Firefighter	\$ 20.54 (min 12 months' probation)

Chart 4

Rates applicable to other employees

Employee who is a student under 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
Any other employee over 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
St Isidore Arena Sport Bar employee serving liquor	\$16.65 / hour and shall increase at the same rate as per the Employment Standard Act, 2000 as amended

Chart 1 - 2024

Salary Grid- Salaried and part time employees

Level	Grid 1	Grid 2	Grid 3	Grid 4	Grid 5	Grid 6
Directrice générale						78.81
XIII	61.04	62.60	64.12	65.77	67.37	69.08
XII	57.40	58.83	60.27	61.78	63.36	64.91
XI	53.71	55.06	56.44	57.83	59.30	60.79
X	50.06	51.31	52.58	53.90	55.25	56.65
IX	46.40	47.56	48.74	49.97	51.22	52.47
VIII	42.73	43.81	44.88	46.01	47.16	48.33
VII	39.04	40.04	41.04	42.08	43.10	44.18
VI	35.43	36.28	37.23	38.11	39.05	40.05
V	31.73	32.50	33.37	34.19	35.01	35.93
IV	28.07	28.78	29.50	30.25	30.98	31.75
III	24.40	25.01	25.62	26.29	26.95	27.62
II	20.74	21.25	21.79	22.36	22.88	23.47
I	17.06	17.53	17.93	18.41	18.85	19.31

Chart 2

SALARY GRID- FIRE DEPARTMENT

POSITION	YEARLY
Deputy Fire Chief	\$17,583.66
Station Chief	\$ 3,956.17
Captain (Maximum 3 per station)	\$ 512.11

Chart 3

RATES APPLICABLE FOR FIRE CALLS (2 hours minimum)

Station Chief, Captain, Training Officer	\$ 29.09
Firefighter II	\$ 26.46
Firefighter I	\$ 23.82
Auxiliary Firefighter	\$ 23.82
Recruit Firefighter	\$ 21.16(min 12 months' probation)

Chart 4

Rates applicable to other employees

Employee who is a student under 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
Any other employee over 18 years of age	As per the Employment Standard Act, 2000 as amended
St Isidore Arena Sport Bar employee serving liquor	\$17.15 / hour and shall increase at the same rate as per the Employment Standard Act, 2000 as amended

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 07/13/2022 To 07/26/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
12809	C	07/26/2022	7	A.L. BLAIR CONSTRUCTION LTD	\$8,261.99	O
12810	C	07/26/2022	102	CITE DE CLARENCE-ROCKLAND	\$50,940.42	O
12811	C	07/26/2022	167	FRANCIS CANADA TRUCK CENTRE INC	\$427.03	O
12812	C	07/26/2022	230	LALONDE LUMBER INC	\$524.70	O
12813	C	07/26/2022	253	LEO SARAULT & FILS INC EXCAVATION	\$3,860.08	O
12814	C	07/26/2022	268	BURELLE RENTOOLS	\$720.26	O
12815	C	07/26/2022	286	MEUBLE HOME FURNITURE	\$496.42	O
12816	C	07/26/2022	369	DELTA POWER EQUIPMENT	\$27.42	O
12817	C	07/26/2022	394	SHANE LEE	\$200.00	O
12818	C	07/26/2022	433	THE NATION MUNICIPALITY	\$10,867.37	O
12819	C	07/26/2022	534	CANCORE	\$1,836.25	O
12820	C	07/26/2022	757	SOCIETE HISTORIQUE ET CULTURELLE DE ST-BERNARDIN	\$524.18	O
12821	C	07/26/2022	790	SURGENOR TRUCK CENTER	\$2,162.95	O
12822	C	07/26/2022	939	SSQ INSURANCE COMPANY INC.	\$94.17	O
12823	C	07/26/2022	1098	BLAIR ASPHALT PRODUCTS	\$15,246.08	O
12824	C	07/26/2022	1195	JULIEN SAVAGE ELECTRIC INC.	\$1,096.16	O
12825	C	07/26/2022	1327	DESFORGES MATHIEU	\$1,125.00	O
12826	C	07/26/2022	1344	CHRETIEN ALAIN	\$566.05	O
12827	C	07/26/2022	2050	DENIS GUERTIN	\$75.00	O
12828	C	07/26/2022	2314	SOPHIE KAISIN	\$1,528.40	O
12829	C	07/26/2022	2887	BUCCELLA LANDON	\$159.19	O
12830	C	07/26/2022	2907	CINNAMON TOAST NEW MEDIA INC.	\$339.00	O
12831	C	07/26/2022	2966	HENRY DEJONG	\$3,700.00	O
12832	C	07/26/2022	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$155.14	O
12833	C	07/26/2022	3127	JEREMY GAUTHIER	\$450.00	O
12834	C	07/26/2022	3151	KARWANYI, MARIE-JOSEE	\$1,500.00	O
12835	C	07/26/2022	3152	GRAZIADEI, GENEVIEVE	\$200.00	O
12836	C	07/26/2022	3155	DYNAMO INDUSTRIES INC	\$9,927.05	O
12837	C	07/26/2022	3156	REVETEMENT TENNIS SUD-OUEST	\$20,350.58	O
63579	E	07/26/2022	13	ACKLANDS - GRAINGER INC	\$708.96	O
63580	E	07/26/2022	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$790.37	O
63581	E	07/26/2022	52	BORRIS LOUISE	\$200.00	O
63582	E	07/26/2022	65	BRAZEAU SANITATION INC	\$1,661.10	O
63583	E	07/26/2022	66	BRENNTAG CANADA INC	\$5,685.80	O
63584	E	07/26/2022	71	BYTOWN LUMBER	\$78.15	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 07/13/2022 To 07/26/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
63585	E	07/26/2022	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$8,781.88	O
63587	E	07/26/2022	77	CANSEL SURVEY EQUIPMENT INC.	\$330.51	O
63588	E	07/26/2022	80	MAXIBURO LTEE	\$111.19	O
63589	E	07/26/2022	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$2,058.74	O
63590	E	07/26/2022	89	CASSELMAN CEMENT	\$321.26	O
63591	E	07/26/2022	91	CASSELMAN GAS BAR	\$1,015.86	O
63592	E	07/26/2022	92	CASSELMAN CEMENT AG INC	\$42.13	O
63593	E	07/26/2022	93	CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD OF EASTERN ONTAR IO	\$59.83	O
63594	E	07/26/2022	101	LBEL INC	\$364.31	O
63595	E	07/26/2022	110	COLACEM CANADA INC	\$1,869.81	O
63596	E	07/26/2022	112	CONSEIL SCOLAIRE DISTRICT CATHOLIQUES EST ONTARI ENI	\$83.23	O
63597	E	07/26/2022	113	CONSEIL DES ECOLES PUBLIQUES	\$22.17	O
63598	E	07/26/2022	116	UNIAG COOPERATIVE	\$3,447.23	O
63600	E	07/26/2022	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$4,182.82	O
63602	E	07/26/2022	119	CRANE SUPPLY	\$1,098.90	O
63603	E	07/26/2022	145	ELECTROTEK INC	\$6,753.52	O
63604	E	07/26/2022	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$905.56	O
63605	E	07/26/2022	180	GARAGE M.H BERCIER INC	\$52.55	O
63606	E	07/26/2022	201	J & R ADAM LTEE	\$189.39	O
63607	E	07/26/2022	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$27,595.98	O
63608	E	07/26/2022	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$959.06	O
63609	E	07/26/2022	216	KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC	\$8,955.57	O
63610	E	07/26/2022	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$7,931.15	O
63611	E	07/26/2022	235	LAMOUREUX PUMPING INC	\$6,110.47	O
63612	E	07/26/2022	262	LES SERVICES EXP INC	\$13,579.47	O
63613	E	07/26/2022	263	LEVAC PAVING & EQUIPMENT	\$5,367.50	O
63614	E	07/26/2022	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$528.84	O
63615	E	07/26/2022	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$69,251.94	O
63616	E	07/26/2022	295	MOOSE CREEK PRECAST	\$492.68	O
63617	E	07/26/2022	313	OMERS	\$100,740.52	O
63618	E	07/26/2022	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$869.88	O
63619	E	07/26/2022	350	PIGEON NICHOLAS	\$256.59	O
63620	E	07/26/2022	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$283.63	O
63621	E	07/26/2022	364	RAPCO EQUIPMENT INC	\$301.50	O
63622	E	07/26/2022	400	SOLENO INC	\$14,842.30	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 07/13/2022 To 07/26/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
63623	E	07/26/2022	405	SPROULE POWERLINE	\$4,869.11	O
63624	E	07/26/2022	426	TECHNICAL STANDARDS & SAFETY AUTHORITY	\$500.00	O
63625	E	07/26/2022	449	UNIPRO ST-ISIDORE	\$505.33	O
63626	E	07/26/2022	450	UNITED COUNTIES OF PRESCOTT &	\$5,758.60	O
63627	E	07/26/2022	452	UPPER CANADA DISTRICT SCHOOL	\$93.22	O
63628	E	07/26/2022	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
63629	E	07/26/2022	476	XPLORNET COMMUNICATIONS INC	\$200.46	O
63630	E	07/26/2022	537	AUTO SELECT CASSELMAN	\$375.28	O
63631	E	07/26/2022	821	S & L WASTETECH INC	\$109.89	O
63632	E	07/26/2022	841	KB MEDIA CORP	\$367.25	O
63633	E	07/26/2022	899	EMOND HARNDEN LLP/S.R.L.	\$159.12	O
63634	E	07/26/2022	954	CDW CANADA INC.	\$8,639.09	O
63635	E	07/26/2022	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$1,175.20	O
63636	E	07/26/2022	1095	PASCO EXCAVATION INC.	\$5,209.30	O
63637	E	07/26/2022	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$1,114.94	O
63638	E	07/26/2022	1308	AJ STONE COMPANY LTD	\$2,040.19	O
63639	E	07/26/2022	1316	BPM PROPERTY MAINTENANCE	\$8,531.50	O
63640	E	07/26/2022	1393	BEACON LITE (OTTAWA) LTD.	\$480.25	O
63641	E	07/26/2022	1395	CASSELMAN CEMENT SA INC.	\$864.45	O
63642	E	07/26/2022	1523	ROBERT EXCAVATING	\$128,009.74	O
63643	E	07/26/2022	1602	SKS LAW LLP/SRL	\$5,478.96	O
63644	E	07/26/2022	1615	R.V ANDERSON ASSOCIATIES LIMITED	\$3,952.18	O
63645	E	07/26/2022	1760	CADE SERVICES INC.	\$4,262.36	O
63646	E	07/26/2022	1842	SELECTCOM INC	\$2,436.54	O
63647	E	07/26/2022	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$98.74	O
63648	E	07/26/2022	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$5,727.62	O
63649	E	07/26/2022	2261	MD AUTO CARE INC	\$39.54	O
63650	E	07/26/2022	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$50,627.51	O
63651	E	07/26/2022	2550	BRANDT TRACTOR LTD	\$2,298.87	O
63652	E	07/26/2022	2897	FIREFIXX FIRE EQUIPMENT SERVICES INC.	\$376.98	O
63653	E	07/26/2022	2940	WORKPLACE SAFETY & PREVENTION SERVICES	\$9,266.00	O
63654	E	07/26/2022	3024	BOURDEAU METAL SHOP	\$1,440.75	O
63655	E	07/26/2022	3047	ERIC DROUIN	\$900.00	O
63656	E	07/26/2022	3089	PITNEY BOWES LEASING	\$4,859.00	O
63657	E	07/26/2022	3099	SOLID BASE CONSTRUCTION LTD	\$117,733.69	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 07/13/2022 To 07/26/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
63658	E	07/26/2022	3153	BOUTET PHILIPPE	\$425.00	O
BELL CANADA	E	07/26/2022	43	BELL CANADA	\$382.32	O
BELL CANADA	E	07/26/2022	46	BELL CANADA	\$1,261.08	O
BELL MOBILITY INC.	E	07/26/2022	47	BELL MOBILITY INC.	\$2,501.90	O
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	E	07/26/2022	3017	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	\$34,273.27	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	07/26/2022	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$86.67	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	07/26/2022	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$18,251.30	O
IMPERIAL - FIRE #188891	E	07/26/2022	199	IMPERIAL - FIRE #188891	\$490.05	O
IMPERIAL OIL - ROAD- 188890	E	07/26/2022	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$961.22	O
JOHN DEERE FINANCIAL	E	07/26/2022	16	JOHN DEERE FINANCIAL	\$1,856.05	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	07/26/2022	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$61,554.38	O
SHAW DIRECT	E	07/26/2022	1729	SHAW DIRECT	\$89.24	O
ULTRAMAR- PARKLAND FUEL CORPORATION	E	07/26/2022	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$179.87	O
VISA DESJARDINS	E	07/26/2022	465	VISA DESJARDINS	\$31,758.96	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	07/26/2022	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$763.54	O

TOTAL**\$971,214.75**

Aimée Roy

From: LeadersLeaLLI <estellep@impress.on.ca>
Sent: July 13, 2022 7:46 PM
To: Aimée Roy; Josée Brizard
Subject: New submission from Demande de don

Formulaire de demande de don

Nom de l'organisation

LeadersLeaLLI

Adresse postale

932 Concession Rd 7
ST BERNARDIN, Ontario K0B 1N0
Canada
[Map It](#)

Téléphone

(613) 298-2299

Nom de la personne ressource

Estelle Patenaude

Téléphone

(613) 298-2299

Adresse courriel

estellep@impress.on.ca

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Une activité / événement

Montant demandé

700\$

Nom de l'activité ou liste des activités

Symposium - Leadership féminin et égalité des genres

Description de l'activité ou liste des activités

Le symposium du 3 octobre prochain est un événement à portée régionale qui vise à soutenir et développer le leadership des femmes et des filles de Prescott-Russell ainsi qu'à réduire les barrières systémiques à l'égalité des genres. L'événement servira de tremplin aux célébrations du Mois de l'histoire des femmes au Canada (le mois d'octobre durant lequel on célèbre la Journée internationale de la fille et on commémore l'Affaire personne) en mettant en valeur les contributions des femmes et des filles et les progrès réalisés en faveur de l'égalité. Nous prévoyons accueillir environ 150 participant.e.s à cette conférence d'une journée. Les dons recueillis seront appliqués aux coûts d'inscription et/ou de déplacement pour les jeunes filles et les femmes qui auraient besoin d'assistance pour y participer. Votre aide financière contribuera aussi à livrer une conférence de qualité par rapport aux conférencières, l'animation d'ateliers et la tenue des échanges pour ce tout premier symposium sur le leadership féminin et l'égalité des genres dans Prescott-Russell. Les conséquences de la pandémie ont été particulièrement néfastes chez les femmes et nous souhaitons que cet événement leur apporte un regain de motivation à poursuivre leurs ambitions. Le symposium du 3 octobre prochain est un événement à portée régionale qui vise à soutenir et développer le

leadership des femmes et des filles de Prescott-Russell ainsi qu'à réduire les barrières systémiques à l'égalité des genres. L'événement servira de tremplin aux célébrations du Mois de l'histoire des femmes au Canada (le mois d'octobre durant lequel on célèbre la Journée internationale de la fille et commémore l'Affaire personne) en mettant en valeur les contributions des femmes et des filles et les progrès réalisés en faveur de l'égalité. Nous prévoyons accueillir environ 150 participant.e.s à cette conférence d'une journée.

Les dons recueillis seront, en partie, appliqués aux coûts d'inscription et/ou de déplacement pour les jeunes filles et les femmes qui auraient besoin d'assistance pour participer. De plus, cette aide financière contribuera à livrer une conférence de qualité par rapport aux conférencières, l'animation d'ateliers et la tenue des échanges pour ce tout premier symposium sur le leadership féminin et l'égalité des genres dans Prescott-Russell. Les conséquences de la pandémie ont été particulièrement néfastes chez les femmes et nous souhaitons que cet événement brise l'isolement pour les femmes du milieu rural et leur apporte un regain de motivation à poursuivre pleinement leurs ambitions.

Date de début de l'activité

10/03/2022

Endroit(s) de l'activité / des activités

River Rock Inn
2808 Chamberland St, Rockland, ON K4K 0B2

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Oui

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

Votre contribution sera reconnue des façons suivantes :

Votre logo sera apposé à titre de contributeur financier dans le programme imprimé de la conférence et sur le site web LFPR dans la section consacré à l'événement.

Reconnaissance de votre contribution durant l'allocution d'ouverture du symposium et dans le mot de la fin pour clore la conférence.

Bannière sur les lieux avec les logos des commanditaires le jour de la conférence.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Oui

Mme Aimée Roy
Greffière adjointe
Municipalité de La Nation
Casselman, Ontario

Casselman, le 21 juillet 2022

Object : Demande d'appui logistique et financier pour la 15^e marche des femmes : *La rue, la nuit, femmes sans peur*

Madame,

Tout d'abord, nous souhaitons remercier la Municipalité de La Nation à prendre part au comité organisateur de la 15^e marche des femmes : ***La rue, la nuit, femmes sans peur***. Nous sommes ravies que cette année l'évènement se tienne, pour la première fois, à Limoges, une communauté grandissante !

Le Centre Novas - CALACS francophone de Prescott-Russell a établi une tradition qui perdure. Encore cette année, nous invitons toutes les femmes et jeunes filles de la communauté à prendre part à la 15^e marche des femmes de Prescott-Russell qui se déroulera **le 21 septembre 2022**. Cette marche est un évènement annuel qui se tient à travers le monde. Notre objectif est de sensibiliser la population à la violence faite aux femmes, plus particulièrement aux agressions à caractère sexuel.

Nous souhaitons par la présente, solliciter votre appui logistique et financier suivant :

- l'accès au pavillon situé au Parc Rodolphe Latreille ainsi que l'accès aux salles de toilette dans le restaurant. Cet endroit sera le point de rassemblement au début et à la fin de la marche. Il serait préférable d'avoir accès à l'endroit dès le début de l'après-midi pour les préparatifs;
- comme l'activité ne se déroule pas dans une salle déjà munie de tables et de chaises, nous allons en avoir besoin pour accommoder les marcheuses. Nous estimons au moins 100 marcheuses;
- en cas de pluie, puisque le pavillon ne peut abriter qu'un minimum de personne, il nous faudra une tente, au besoin;
- nous vous demandons d'établir le trajet de la marche. Le trajet doit être de 1.8 à 2 km. Il faudra s'assurer que le trajet est sécuritaire. Le but est de se faire voir le

plus possible; de passer dans un quartier résidentiel, mais aussi où il y a des commerçants et beaucoup de passants ;

- la participation du Service d'incendie pour la sécurité des participantes et le contrôle de la circulation. Lors de la marche, les services d'incendies et policiers sont sollicités pour mener la marche avec un camion de pompier et fermer la marche avec un véhicule de police.
- don pour l'achat d'un léger goûter.

Veillez noter que le comité organisateur approchera aussi les marchands locaux pour obtenir, sous forme de dons, un léger goûter, bouteilles d'eau et quelques prix de présences.

Nous vous demandons également :

- de participer à la conférence de presse et de participer à l'évènement. On s'attend à ce que la municipalité explique leur engagement pour éliminer la violence faite aux femmes dans sa communauté;
- d'apposer logo et signature du maire/conseillère sur la documentation associée à la marche, telles les demandes de dons, les invitations et les affiches ;
- d'aider le comité à rejoindre des personnes clés pour la promotion et l'organisation de la marche.

Nous vous remercions à l'avance pour votre considération et générosité. Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions de recevoir l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Au plaisir de collaborer avec vous!



Martine Lanthier
Directrice générale
Centre Novas-CALACS francophone de Prescott-Russell

Donation request form

Organization's Name

Garderie des Amis Inc
(Non profit organization)

Mailing Address

Garderie des Amis Inc.
525 ch Limoges
Limoges, Ontario K0A2M0
Canada
[Map It](#)

Telephone

(613) 557-2040

Contact person's name

Jessica Perkins

Telephone

(613) 443-0643

Email

collectedefonds@gmail.com

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

any amount

Name of activity or list of activities

Market place.
We will be renting tables out to vendors
We will be selling hot dogs
Cotton candy
candy apples
pop and chips

Description of activity / activities' summary:

We will have different vendors coming to sell their products. Example bake goods, crochet, Avon etc..

Activity Start Date

09/10/2022

Location of activity / activities

The activities will be held at our Embrun Locations but any donations that you give will be divided between both locations.

Is admission free?

- Yes

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

We will have sign everywhere throughout the market displaying all who donated.

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2022-07-21

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Sunset Cove Retirement Home	Long Sault	COVID	COVID	2022-07-18		2022-07-18
Heartwood LTC	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-18		2022-07-18
Foyer St-Viateur Nursing Home	Limoges	COVID	COVID	2022-07-14		2022-07-14
Cornwall Community Hospital Auditorium	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-13		2022-07-13
Cornwall Community Hospital 1800 POD	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-13		2022-07-13
Riverfront Retirement Centre	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-13		2022-07-13
Garden Villa Retirement Home	Chesterville	COVID	COVID	2022-07-11		2022-07-12
Maxville Manor	Maxville	COVID	COVID	2022-07-11		2022-07-12
Rockland Manor	Rockland	COVID	COVID	2022-07-12		2022-07-12
Hawkesbury General Hospital-C2 South	Hawkesbury	COVID	COVID	2022-07-11		2022-07-11
Glengarry Memorial Hospital	Alexandria	MSRA	MSRA	2022-07-06	2022-07-20	2022-07-20
Villa St-Luc	Curran	COVID	COVID	2022-07-05		2022-07-05
Le Pavillon - Retirement Home	Embrun	COVID	COVID	2022-07-04		2022-07-04
Auberge Plein Soleil	Alfred	COVID	COVID	2022-06-30		2022-06-30
Tsiionkwanonhso:te LTC	Akwesasne	COVID	COVID	2022-06-27	2022-07-18	2022-07-18
Manoir Carillion	Chute-à-Blondeau	COVID	COVID	2022-06-27	2022-07-15	2022-07-15
Pension du Bonheur	Alfred	COVID	COVID	2022-06-20		2022-06-20

Définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Des cas sporadiques d'influenza A sont signalés dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

-
- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

www.EOHU.ca • 1 800 267-7120 • www.BSEO.ca

Aimée Roy

From: AMO Communications <Communicate@amo.on.ca>
Sent: July 14, 2022 10:01 AM
To: Aimée Roy
Subject: AMO Watchfile - July 14, 2022

AMO Watchfile not displaying correctly? [View the online version](#)
Add Communicate@amo.on.ca to your safe list



July 14, 2022

In This Issue

- AMO is seeking a new Director of Policy and Government Relations.
- Blue Box Transition: Interest in providing curbside collection - due July 15!
- Invasive species survey now open.
- AMO and TVO partnering again for 2022 AGM.
- AMO Board election - Caucus affiliation deadline.
- Pandemic recovery support for municipal health and safety programs.
- Jump-start your digital transformation with an e-signature solution.
- Our turn-key LED program is at your service!
- Energy workshops reduce GHG emissions in your buildings.
- Careers: King, Summerside, Waubeek ELCCC, MoT and Huron County.

AMO Matters

Are you an accomplished leader interested in having a transformational impact on public policy in Ontario? Then consider the opportunity to become AMO's next Director of Policy and Government Relations. Please take a moment to review the [position profile](#) and consider what you want your next accomplishments to be. Confidential inquiries from qualified candidates should be directed to HR@amo.on.ca with complete applications due by August 22, 2022.

Provincial Matters

The operational planning for the collection and processing system for Blue Box materials is well underway. Municipalities interested in providing curbside collection need to indicate their preference by [July 15, 2022](#).

The Auditor General of Ontario has sent a survey to all Ontario municipalities about Invasive Species Management. Members are encouraged to participate in the survey and can direct any questions to the [Auditor General's Office](#).

Eye on Events

AMO is pleased to announce that our successful partnership with TVO's The Agenda with Steve Paikin will continue as we go live and in-person in Ottawa August 14-17. Join John Michael McGrath, Nam Kiwanuka, Jeyan Jeganathan and Steve Paiken as they moderate the Ministers' Forum, Women's Leadership, Trailblazers and Economic Recovery Panels. Also participating is Jeffrey Orridge, TVO's Chief Executive Officer, who will address AMO delegates. [Register](#) today.

The deadline to change your Caucus affiliation to vote in the AMO Board election is July 18. If you wish to change the Caucus in which you are currently registered, please email events@amo.on.ca with your name and desired Caucus affiliation **before the July 18 deadline**. Still need to [register](#)? Make sure to choose your caucus when doing so.

On July 26, [4S Consulting Services](#) is co-hosting a webinar with the Workplace Safety and Insurance Board (WSIB) on pandemic recovery supports available to municipalities for health and safety programs. Speakers will walk you through how you can double the rebate on WSIB premiums among other topics. [Register today](#).

As municipalities move from paper to electronic filing, authentication of files is a critical challenge. On July 27, join AMO's partner, [Notarius](#), and learn how ConsignO Cloud can reduce the signing time of documents and allow anyone to sign legally reliable documents electronically with a phone, a tablet, or a computer. [Register here](#).

LAS

Our popular [LAS Facility Lighting Service](#) is ready to help you! Take advantage of our complete turn-key solution for municipalities wanting to upgrade their lighting to LED. [Contact us](#) for your free no-obligation proposal including a cost and financial return analysis.

Did you know buildings are responsible for about 40% of greenhouse gas emissions in Ontario? [LAS in partnership with Stephen Dixon](#) offers workshops on carbon reduction strategies to help you fight harmful GHGs. Dates are still available this fall. [Contact Christian Tham](#) for more information.

Careers

[Planner I - Development - Township of King](#). Responsible for the file management, review, and analysis of various planning/development applications and inquiries. Forward resume by 4:30 PM on August 1 to: Human Resources, 2585 King Road, King City, ON, L7B 1A1. email: hr@king.ca.

[Planning Coordinator - Township of King](#). Provides assistance and information, including planning policy, zoning, and other similar items. Apply to hr@king.ca by August 2.

[Chief Administrative Officer - City of Summerside, Prince Edward Island](#). Reporting to and working collaboratively with a Council, the CAO provides oversight to all financial and human resources of the City. [Apply online](#) by August 8.

[Child Care Supervisor - Waubeek Early Learning and Child Care Centre](#). Responsible for the effective operation of the program(s) through organization, planning resourcing and performance management. Apply to jobs@psdssab.org by August 4.

Assistant Deputy Minister, Integrated Policy and Planning - Ministry of Transportation. Works across the ministry, OPS and with other levels of governments and stakeholders to deliver the ministry's transportation mandate, and supports critical government policy and planning interests. Apply online by July 27.

Deputy Chief Professional Standards, Emergency Services - County of Huron. Assists in motivating, coaching and mentoring staff to their highest practical standard. Apply to: humanresources@huroncounty.ca by July 29.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow @AMOPolicy on Twitter!

AMO Contacts

AMO Watchfile Tel: 416.971.9856

Conferences/Events

Policy and Funding Programs

LAS Local Authority Services

MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario

ONE Investment

Media Inquiries

Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)



From: AMO Communications <Communicate@amo.on.ca>
Sent: July 21, 2022 10:01 AM
To: Aimée Roy
Subject: AMO Watchfile - July 21, 2022

AMO Watchfile not displaying correctly? [View the online version](#)
Add Communicate@amo.on.ca to your safe list



July 21, 2022

In This Issue

- AMO is seeking a new Director of Policy and Government Relations.
- Guidelines for administrative penalties for Vehicle-Based Contraventions.
- Pandemic recovery support for municipal health and safety programs.
- Jump-start your digital transformation with an e-signature solution.
- Digital partner surveys - Feedback requested.
- Blog: You're invited to the AMO Conference.
- Careers: TBS, West Grey, Bruce County and Peel Regional Police.

AMO Matters

Are you an accomplished leader interested in having a transformational impact on public policy in Ontario? Then consider the opportunity to become AMO's next Director of Policy and Government Relations. Please take a moment to review the [position profile](#) and consider what you want your next accomplishments to be. Confidential inquiries from qualified candidates should be directed to HR@amo.on.ca with complete applications due by August 22, 2022.

Provincial Matters

The Ministry of Transportation (MTO) has released [program guidelines](#) for the new regulation on Administrative Penalties (AP) for Vehicle-Based Contraventions Captured by Automated Cameras. Questions can be directed to roadsafety@ontario.ca.

Eye on Events

On July 26, [4S Consulting Services](#) is co-hosting a webinar with the Workplace Safety and Insurance Board (WSIB) on pandemic recovery supports available to municipalities for health and safety programs. Speakers will walk you through how you can double the rebate on WSIB premiums among other topics. [Register today](#).

As municipalities move from paper to electronic filing, authentication of files is a critical challenge. On July 27, join AMO's partner, [Notarius](#), and learn how ConsignO Cloud can

reduce the signing time of documents and allow anyone to sign legally reliable documents electronically with a phone, a tablet, or a computer. [Register here](#).

LAS

LAS wants your feedback on two offerings from our digital partners - the [accessible website builder](#) and the [digital citizen relationship management \(CRM\) software](#). The surveys will take approximately 5 minutes each to complete. Please submit your feedback by Friday, August 12.

The AMO 2022 Conference is just over one month away and it's in person. Between August 14-17, delegates will have a wide variety of sessions to choose from. Read about some of the topics [here](#).

Careers

[Assistant Deputy Minister, Emergency Management Preparedness - Treasury Board Secretariat](#). Provides executive leadership for the strategic planning, priority setting, and resourcing of the Division. [Apply online](#) by July 24.

[Director, Indigenous Engagement and Support Programs - Treasury Board Secretariat](#). Provides strategic direction and leadership in the planning, development and management of the delivery model for supporting Indigenous communities' preparedness. [Apply online](#) by July 24.

[Director, Exercises, Education & Training and Director, Regional Field Services - Treasury Board Secretariat](#). This competition will be used to fill two positions within Emergency Management Ontario. As Director, Exercises, Education & Training, you will provide executive leadership and oversee the development, implementation, and maintenance of provincial emergency management exercises. As Director, Regional Field Services, you will provide strategic leadership to a geographically dispersed team of managers that support municipalities and Indigenous communities to develop their emergency management programs. [Apply online](#) by July 24.

[Director, Infrastructure and Public Works - Municipality of West Grey](#). Leads a multi-faceted department including transportation infrastructure, engineering, land development, storm water management, public works, and more. Apply to careers@lesp.ca by August 15.

[Quality Assurance Specialist - County of Bruce](#). Responsible for developing and implementing quality assurance programs and practices. [Apply online](#) by August 1.

[Employment Services Program Assistant - County of Bruce](#). Supports operation and delivery of the program, and provides general administrative support. [Apply online](#) by August 1.

[Service Provider Liaison - County of Bruce](#). Supports employment provider compliance with service agreements and guidelines, legislation, and regulations. [Apply online](#) by August 1.

Officer, Court Liaison - Peel Regional Police. Responsible for performing functions related to the safe and efficient operation of the court. Apply online by July 28.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

AMO Watchfile Tel: 416.971.9856

Conferences/Events

Policy and Funding Programs

LAS Local Authority Services

MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario

ONE Investment

Media Inquiries

Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)



From: Jean Saint-Pierre <jr.saintpierre@gmail.com>

Sent: July 18, 2022 10:26 AM

To: François St-Amour <Francois.St-Amour@nationmun.ca>

Cc: josee.brizard@nationmun.ca; Francis Brière <Francis.Briere@nationmun.ca>; Danik Forgues <Danik.Forgues@nationmun.ca>; Marie-Noëlle Lanthier <Marie-Noelle.Lanthier@nationmun.ca>; Alain Mainville <Alain.Mainville@nationmun.ca>; Bernatchez Jean <jean.bernatchez.on.ca@gmail.com>

Subject: Boisés Est - Destruction suite à la tempête du 21 mai - Programme de rétablissement proposé

Bonjour Monsieur le Maire François St-Amour,

Merci d' avoir accepté de considérer le partage du sondage de la Conservation de la Nation Sud, (le lien est ci-bas). J'ai envoyé cette demande à Madame Bizard vendredi dernier.

Je vous partage ce matin une copie du programme proposé pour le rétablissement des boisés. C'est un document qui va évoluer au fil des prochaines semaines, lorsque des données sur la destruction seront disponibles. Ces données nous permettront d'y inclure les estimations des coûts et autres, pour quantifier la valeur des pertes, ainsi que les coûts de rétablissement. Nous anticipons que le calcul total des pertes et des travaux sera important et préférons attendre recevoir des données assez précises avant de procéder.

Nous sommes bien informés que le niveau de dommage suite à la tempête sur le territoire de La Nation est relativement minime, comparé à la destruction dans les municipalités voisines au nord de la vôtre. Par contre, comme il a été observé, certains propriétaires de boisés, plantations ou érablières dans ces municipalités demeurent ailleurs, dans des municipalités voisines. De plus, les impacts de cette tempête auront des répercussions auprès de toutes les municipalités et résidents de Prescott-Russell. Il est donc approprié, à notre avis, de partager cette information pour trouver les meilleures solutions au rétablissement des forêts endommagées et détruites.

Je me permets de partager cette information auprès des Conseillers de La Nation pour leur information, tout en facilitant la tâche de distribution.

Bien entendu, tous vos commentaires et suggestions sont grandement appréciés.

<https://forms.office.com/r/1MTtmLgSES>

Merci et bonne semaine à tous.

Jean Saint-Pierre

Boisés Est, Vice-président

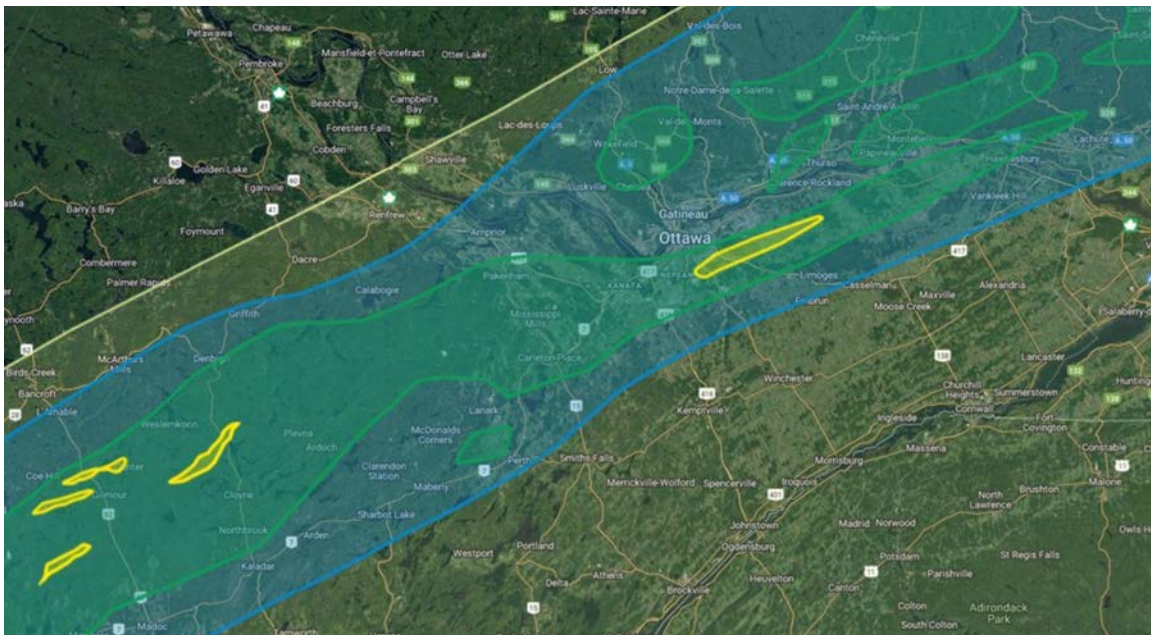
www.boiseest.ca



Programme proposé pour le rétablissement des forêts, plantations et érablières détruites dans l'Est ontarien suite à la tempête du 21 mai 2022 Ébauche, Version 1.2

1. Introduction

Le 21 mai 2022, une tempête destructrice du type Derecho a traversé d'Ouest en Est le territoire de l'Est de l'Ontario. Cette tempête a débuté au sud du lac Michigan aux États-Unis et poursuivi sa trajectoire sur une distance de 1500 kilomètres jusqu'au Nouveau Brunswick. Cette tempête d'une rare intensité a causé la mort de 10 personnes, dont 6 dans l'est Ontarien (1).



A zoomed contour map for the derecho in eastern ON with damage reports and satellite-derived damage locations (circle with X, red = extensive tree damage) plotted at bottom. Purple circles are hail reports (blue if sig svr hail). The EF2 tornadoes at Uxbridge and St. Christopher are shown as dark yellow lines.

Source : https://www.uwo.ca/ntp/blog/2022/may_21_derecho_update_2_of_2_efscale_contour_map.html

Selon les rapports de *la Northern Tornadoes Project* de la *Western University*, la tempête était imprévisible et incluait des tornades de catégories EF2 (vents de 178 à 217km/h encerclé en jaune) et EF1 (137 à 177km/h). Cette tempête a détruit de nombreux bâtiments, structures agricoles, des milliers de poteaux d'électricité ainsi que de nombreux pylônes de transmission engendrant des milliers de pannes d'électricité auprès de plus d'un million de clients. Cette violente tempête était non seulement imprévisible mais aussi soudaine.

Les coûts assurables associés à cette tempête ont été évalués par le Bureau d'assurance du Canada à plus de \$720 millions en Ontario (2). Il est important de mentionner que seuls les coûts assurables sont calculés et présentés dans ce total. Les forêts, les plantations et les arbres des érablières ne sont pas assurables et bien qu'ils fournissent de nombreux produits (la sève des érables, bois de charpente etc.) et des services écosystémiques importants et quantifiables, les arbres ne sont pas assurables.

Canada : Les 10 catastrophes naturelles les plus onéreuses en termes de règlement d'indemnités

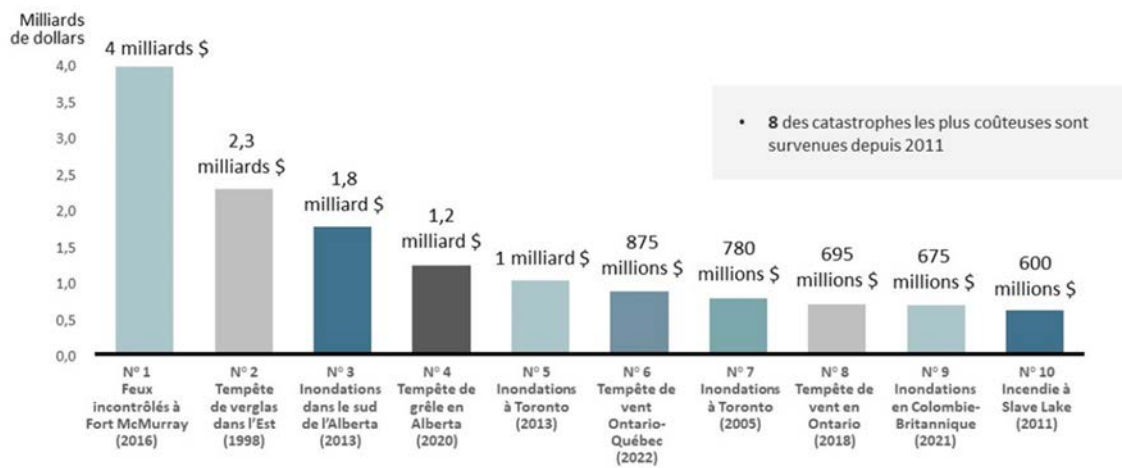


Figure 2. Coût des catastrophes naturelles les plus onéreuses. Source : <http://www.ibc.ca/fr/on/ressources/centre-des-m%C3%A9dias/communiqu%C3%A9s-de-presse/la-temp%C3%AAtre-derecho-se-classe-au-6e-rang-des-sinistres-assur%C3%A9s-au-canada>

Un nombre important d'arbres en milieu urbain et rural ont été brisés ou déracinés sur la trajectoire de la tempête, créant des situations très difficile et dangereuses autant pour premiers répondants, les citoyens que les propriétaires de boisés. Les forêts, érablières et plantations en milieu rural ont subi des dommages et des destructions considérables.

Les travaux nécessaires pour rétablir ces forêts méritent une attention particulière en raison de leurs importances. Ils représentent aussi des travaux complexes et des sommes très importantes pour leur retrait, la préparation du terrain en vue de la transplantation d'arbres.

2. Programme utilisé en 1998 – Tempête de verglas

L'objectif du Programme présenté dans ce document est d'établir les besoins des propriétaires pour le rétablissement de leur boisés, érablières et plantations.

Le développement du programme proposé ici s'est inspiré, en outre, des programmes élaborés et mis en œuvre suite à la tempête de verglas de 1998. De nombreux documents ont été consultés et ont permis de constater un effort d'importance de la part de plusieurs intervenants gouvernementaux des différents paliers, soit municipal, provincial et fédéral, ainsi que de nombreuses organisations parapubliques et privées (3). La concertation et les activités pour appuyer cette relève s'étaient effectuées rapidement, soit en moins de deux mois, avec la création de la *Canada-Ontario agreement for the Ice Storm Economic Recovery Assistance Program, Annex A Assistance for the Agricultural Sector and Rural Communities in Eastern Ontario* (4). Les programmes élaborés suite à la tempête de 1998 ont permis l'appui financier suivant (en anglais) :

Assistance program	Direct government expenditures	Indirect government expenditures
Eastern Ontario Disaster Assistance:		
Reimbursement for Clean-up Activities	\$2 million	
Reimbursement for Damaged Equipment	\$0.5 million	
Compensation for Tree Loss	\$2.0 million	
Management Guidelines		\$0.1 million
Research		\$1 million
Tree Assessment Program	\$0.7 million	
Canada-Ontario Business Recovery Assistance	\$509 000	
Farm Credit Corporation Loans	n/a	
Human Resources Development Canada	\$1.5 million	
Clean-up Assistance		
Forest Recovery Assistance Program	\$57 000	
Total	\$7 266 000	\$1 100 000

Source: Kidon (2000)

Notes: n/a indicates that information is not available. All figures in 1999 dollars.

Source: 4. Ontario's science efforts following the 1998 ice storm. (12)

La mobilisation et l'appui financier pour aider les acériculteurs, propriétaires de forêts et plantations à rétablir les forêts en 1998, comparée à la tempête de 2022 est remarquable en son absence presque totale en 2022. Seuls les Associations de propriétaires de boisés, un organisme de conservation et certaines municipalités ont appuyés et organisés des actions concrètes, en date du 15 juillet 2022.

Pourtant, les enjeux pour le maintien des forêts en 2022 pourraient être tout aussi importants qu'en 1998, sinon plus, considérant les fonctions importantes des forêts pour réduire les impacts de la crise climatique, favoriser le maintien de la biodiversité et protéger le couvert forestier à un niveau acceptable, soit à un minimum de 30%. (13)

Le couvert forestier devrait représenter au moins 30 % du bassin hydrographique. C'est une approche très risquée permettant d'abriter seulement moins de la moitié de la richesse potentielle des espèces et des systèmes aquatiques à peine viables;

Un couvert forestier de 40 % du bassin hydrographique représente une approche moyennement risquée pouvant soutenir plus de la moitié de la richesse potentielle des espèces et des systèmes aquatiques moyennement sains.

Un couvert forestier de 50 % ou plus du bassin hydrographique constitue une approche à faible risque pouvant soutenir la plupart des espèces et systèmes aquatiques potentiels.

Source : Quand l'habitat est-il suffisant ? Environnement Canada. Page 69 (13)

3. Distinctions entre programmes de 1998 et celui proposé pour 2022

Une référence à la gestion de la tempête de verglas en 1998 est utile pour développer un programme de rétablissement en 2022, bien qu'il existe des distinctions importantes à faire. Voici ci-bas les étapes mise en œuvre en 1998, incluant les objectifs et les groupes responsables (en anglais).

Science Need	Target Group	Product	Partner/Producer and Delivery Date
IMMEDIATE			
Survey of damaged forests	Government agencies at all levels	Maps of ice damage to broadleaf and conifer forests	Ontario Ministry of Natural Resources (OMNR) and Canadian Forest Service (CFS) (February 1998)
Predictions of tree mortality/ recovery probabilities (by species and damage class) and suggested short-term treatments to aid recovery	Urban, suburban, and rural landowner; foresters; natural resource agencies and municipalities	Extension Note - <i>Caring for Ice Damaged Trees</i> (LRCa, 1998)	Landowner Resource Centre (LRC) (January 1998)
Predictions of tree mortality/ recovery probabilities (by species and damage class) with preliminary recommendations for appropriate salvaging and treatment of damaged trees	Urban, suburban, and rural homeowners plus woodlot and plantation owners	Two workshop "packages" that provided background information based on a preliminary literature review and expert opinion	OMNR's South Central Science Section Technology Transfer Unit (SCSS) and Stewardship Coordinators* delivered more than 100 workshops (February – May 1998)
Background information for news releases that focused on safety when working around damaged trees and concerns related to disease, fire, and salvaging	Urban, suburban, and rural landowners	News releases, media interviews, news conferences	*OMNR-funded staff, working with municipality-based volunteer groups (Stewardship Councils) Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs (OMAFRA) and OMNR specialists, ice storm project team, and communications staff (January – July 1998)
Methods for assessing damage (across a variety of forest types) as the basis for monitoring forest responses	OMNR, CFS, and consulting foresters and technicians	Standardized, compatible assessment protocols for OMNR and CFS permanent sample plots	OMNR/CFS (February 1998)
Guidelines for tapping damaged sugar maple trees	Maple syrup producers	<i>Interim Guidelines for Tapping Ice Damaged Maple Bushes</i> - (Chapeskie and Nielsen, 1998)	OMAFRA and SCSS (March 1998)

<p>SHORT-TERM</p> <p>Trained ice technicians to make consistent assessments and recommendations regarding damage to woodlots and plantations</p>	<p>Technicians (70) working on a landowner assistance program funded by Human Resource Development Canada and delivered through Stewardship Councils (volunteer-based groups in each municipality)</p>	<p>Technicians trained to make consistent assessments and management recommendations</p>	<p>SCSS with technical support from OMNR's Ontario Forest Research Institute (OFRI) (March 1998)</p>
<p>Assessment methods to support OMAFRA's compensation program</p>	<p>OMAFRA</p>	<p>Technical support for developing of assessment methods for maple syrup producers, Christmas tree growers, and commercial nurseries</p>	<p>OMAFRA with technical support from SCSS and OFRI (May 1998)</p>
<p>Assessment methods and recommendations for post-damage treatments in a format suitable for urban, suburban, and rural landowners</p>	<p>Urban, suburban, and rural landowners with woodlots and plantations</p>	<p>Extension notes – 1) <i>Maintaining Healthy Urban Trees</i> (LRCb 1998) and 2) <i>Caring for Ice Damaged Woodlots and Plantations</i> (LRCc 1998)</p>	<p>SCSS and LRC (May 1998)</p>
<p>Summary of current published knowledge covering effects of ice damage on trees and forests, recovery probabilities, and management</p>	<p>Researchers, foresters, and technicians</p>	<p>Literature review and annotated bibliography (hard copy and searchable database) (VanDyke 1999)</p>	<p>SCSS (March 1999)</p>
<p>Management guidelines for damaged woodlots and plantations</p>	<p>Foresters and technicians</p>	<p>Guidelines and a training package, based on a literature review, expert opinion, and observations of responses of damaged trees (Coons 1999)</p>	<p>SCSS (April 1999)</p>
<p>Summary of existing knowledge of responses of productive maple bushes to stress, including ice storm damage</p>	<p>Maple syrup producers, researchers, foresters, technicians</p>	<p>Literature review</p>	<p>OMAFRA (May 1999)</p>
<p>Guidelines for managing of ice-damaged maple bushes</p>	<p>Maple syrup producers</p>	<p>Guidelines based on literature review, expert opinion, and observations of tree responses to damage (Chaneskie 1999)</p>	<p>OMAFRA (June 1999) Developed with guidance from a guidelines committee that included maple syrup producers</p>
<p>LONGER-TERM</p> <p>The Maple Experiment</p>	<p>Maple syrup producers</p>	<p>Publications, detailing specific and generalized responses to damage and remedial treatments for maple syrup producers and other interested groups</p>	<p>Scientists from OFRI, SCSS, CFS, and universities working with maple syrup producers and OMAFRA (December 2001)</p>
<p>Woodlot and Plantation Projects</p>	<p>Suburban and rural landowners, larger-scale forest companies, and governments</p>	<p>Publications and presentations detailing specific and generalized responses to damage and biological/economic effects of salvage for woodlot owners, forest industry, and other interested groups</p>	<p>Scientists from OFRI, SCSS, CFS, and universities working with landowners, OMAFRA, and larger forest companies (December 2001)</p>

Source : Ontario's science efforts following the 1998 ice storm (10)

4. Programme proposé pour rétablir les forêts détruites par la tempête de 2022

Inspiré de la tempête de verglas de 1998, ce tableau suivant présente une liste d'étapes proposées pour le rétablissement des boisés en 2022, incluant une description et les coûts financiers rapportés en 1998, ainsi que les données à compiler pour 2022.

Item	Description	Tempête de verglas en 1998 et en Ontario	Derecho 2022, en Ontario
1	Coût financier assurable des dommages	2,3 milliards assurable (2 et Figure 2)	720 millions assurable (2 et Figure 2).
2	Coût financier total de la des dommages, incluant les coûts assurables et non assurables	5,4 milliards de dollars (5)	Addition de 720 millions et les montant non assurable, à déterminer
3	Superficie	Environ 15 000 Km carrés	À déterminer

Item	Description	Tempête de verglas en 1998 et en Ontario	Derecho 2022, en Ontario
4	Caractéristiques des dommages aux arbres	Tous les arbres, à des degrés différents en fonction de l'âge et de l'espèce.	Tous les arbres dans les régions affectées par les vents violents de catégorie EF2, vents de 178 à 217km/h et EF1, 137 à 177km/h, avec rafales descendantes. Une grande proportion des arbres dans la catégorie EF2 ont été gravement affectés. Arbres avec structure défaillante et plantations de pins très endommagées
5	Saison de la tempête et les impacts sur les arbres	Tempête en hiver. Branches brisées. Pin rouge peu affectés (6)	Tempête pendant la saison de croissance des arbres. Arbres de très grande taille déracinés, brisés. Très fortes rafales descendantes du derecho ont détruites complètement certains secteurs de forêts et en particulier, les plantations.
6	Action des municipalités	Déclaration rapide d'urgence (6)	Seuls quelques municipalités déclarent une urgence (6)
7	Appui des paliers de gouvernements, provincial et fédéral	Mobilisation importante et rapide en moins de 2 mois pour la création d'une entente Ontario Canada Rapide. Une dizaine d'intervenants collaborent au plan (9)	Mobilisation par plusieurs organisations : Boisés Est, Société de Conservation de la Sud, <i>Ontario Woodlot Associations</i> , <i>Ontario Maple Syrup Producer's Association</i> . Appui des différents paliers gouvernementaux : à venir
8	Appui financier	Appui financier de la <i>Forest recovery Assistance program</i> (6)	Aucun, à venir ?
9	Assurance	Certains coûts limités aux dommages liés aux structures assurées	Certains coûts limités aux dommages liés aux structures assurées. Les arbres – forêts-plantations ne sont pas assurables
10	Capacité de l'industrie forestière	Présente avec moulins à scie, opérateurs d'équipements forestiers, transformateurs, main d'œuvre disponible (6)	Nombre de moulins à scie et transformateurs peu nombreux, disponibilité de main d'œuvre très limitée
11	Couvert forestier dans le bassin versant de la rivière nation sud	À venir	En 2008 : 32.1% (7) En 2014 : 28.1% (7) équivalent à une perte de 1 millions d'arbres par an, entre 2008 et 2014 (8) En 2021 : à venir
12	Réduction de la capacité de séquestration du CO2 par an	?	À venir, et devrait inclure une estimation des pertes immédiates ainsi que les pertes pour les années subséquentes, en fonction du succès à rétablir les forêts, érablières et plantations

Tableau 1. Comparaison des caractéristiques et leurs impacts sur les forêts, érablières et plantations détruites lors des tempêtes de 1998 et de 2022 dans l'est ontarien.

Les distinctions entre ces deux événements météorologiques et leurs impacts sur les forêts doivent être prise en considération pour optimiser le succès de l'objectif voulu, soit le rétablissement des boisés. De plus, bien que les changements climatiques étaient déjà observables en 1998, ces changements ont pris une ampleur des plus importantes en 2022. Cette crise a soulevé, de façon significative, l'importance des forêts et leurs capacités de séquestration du CO2.

La séquestration du CO2 par les arbres est considérable puisqu'elle pourrait contribuer jusqu'à 25% des besoins d'absorption des gaz à effet de serres pour atteindre les objectifs de réduire le réchauffement de la planète à moins de 1,5 degré centigrade. De plus, il est important de considérer la perte de potentielle de séquestration non seulement en 2022, mais pour les 30 ou plus prochaines années. Le potentiel d'absorption du CO2 sera initialement minime avec la transplantation d'arbres de 3 ou 4 ans, et ce jusqu'à ce qu'ils atteignent une taille comparable à celle des arbres détruits ou endommagés lors de la tempête de 2022. Évidemment, ce potentiel de séquestration n'existera pas si les forêts détruites ne sont pas reboisées.

Item	Description de l'action	Période visée	Notes	Qui contribue et coûts
1	Sondage auprès des propriétaires de forêts	Juin et juillet 2022	Sondages auprès des membres de Boisés Est, Acériculteurs (OMSPA), SCNS, la <i>Ontario Woodlot Association</i> (en cours mi -juillet 2022)	Associations respectives Coûts minime
2	Survol pour quantifier le niveau de destruction des forêts – analyse de photos satellitaires avant et après le 21 mai. Validation sur le terrain ?	Juillet et Août 2022	En cours avec la <i>Ontario Woodlot Association</i> (OWA), les Comtés Unis de Prescott Russell et autres ?	La OWA, la CUPR (coûts : ?)
3	Communications publiques pour informer et prévenir les risques accrus de feux de forêts	Juillet 2022	En préparation et en collaboration avec les services d'incendies des municipalités concernées	Municipalités concernées et Boisés Est (coûts : ?)
4	Formation sur les dangers des travaux à accomplir dans une forêt endommagée et détruite par la tempête	Juillet et Août 2022	Atelier de Boisés Est le 18 juin 2022 et autres à venir	(coûts : ?) bien que minime
5	Création d'une grille d'évaluation des forêts endommagés, déterminer les actions possibles en fonction du niveau de dommage, arbres, espèces détruites, espèces à privilégier pour remplacement en fonction des objectifs visés	Août et automne 2022	Formation des évaluateurs pour assurer une uniformité d'évaluation des dommages, des actions proposées ainsi que les recommandations pour rétablissement	Conservation de la Nation Sud – Foresterie – à confirmer (coûts : ?)

Item	Description de l'action	Période visée	Notes	Qui contribue et coûts
6	Évaluation des coûts pour le rétablissement des forêts, en fonction du choix des propriétaires. Racines nues, taille moyenne, grande etc.		Solliciter l'appui des programmes d'appui aux sinistrés de la province de l'Ontario (DRAO), FEDEV pour entreprises en milieu forestier, Ressources Naturelles et autre ?	En fonction de recommandations à l'étape 5 et évaluation des coûts de forestiers (coûts :?)
7	Commande des arbres de remplacement, en fonction des recommandations à l'étape 5. Taille des arbres à commander en fonction à déterminer	Septembre 2022, via la Conservation la Nation Sud ou autre	Solliciter des subventions des municipalités et autre	En fonction des arbres sélectionnés et fournisseurs (coûts :?)
8	Appui aux propriétaires pour la préparation du terrain pour la transplantation d'arbres	Automne 2022 et après	Préparation du terrain en fonction de la destruction, suite à une coupe sélective, de récupération, sélective etc.	En fonction des travaux et évaluation des frais de forestiers (coûts :?)
9	Appui aux propriétaires pour la transplantation d'arbres	Printemps 2023 et après	Appui pour la transplantation d'arbres, en fonction des superficies	En fonction des travaux à accomplir, nombre d'arbres etc. (coûts :?)
10	Appui aux propriétaires pour le suivi suite à la transplantation d'arbres, contrôle des maladies, des espèces envahissantes pour augmenter le taux de survie	Printemps 2023 et après	Appui pour le contrôle de la compétition végétative suite à la transplantation d'arbres	(coûts :?)
11	Rapport annuel des travaux accomplie pour le rétablissement des forêts pour une période de 5 ans		Pour documenter l'application des recommandations, le progrès du rétablissement des boisés et les améliorations à considérer	(coûts :?)

Tableau 2. Étapes suggérées pour le rétablissement des arbres détruits par le derecho du 21 mai 2022.

Les coûts rattachés au rétablissement des forêts est impossible à compléter sans les données du niveau de destruction, soit l'étape #2 proposée. Il est utile de mentionner que contrairement à la tempête de verglas, la destruction de certaines forêts à été amplifiée par des rafales verticales aléatoires d'une rare violence. Ces sections de forêts affectées par ces rafales sont non seulement complètement détruites mais difficile à observer sur le terrain sans l'utilisation de photos satellitaires ou aérienne.

Ces données de la destruction des forêts devraient devenir disponibles à la fin juillet - août 2022 ce qui permettrait d'initier les étapes suivantes proposées.

5. Les bénéfices monétaires des forêts – Services écosystémiques

Les coûts associés au rétablissement des forêts seront importants et devraient prendre en considération la valeur des services écosystémiques qu'offrent les forêts pour tous les citoyens d'une région. Parmi ces services, on peut inclure :

- La séquestration du CO₂, pour la réduction des gaz à effet de serre
- Le stockage du carbone, pour le stockage du carbone dans le bois
- L'interception de polluants, tel le monoxyde de carbone, le dioxyde de soufre etc.
- Les activités récréatives, culturelles et de conservation
- La régulation de l'eau, du volume et de la qualité par filtration de contaminants
- Les rôles essentiels des forêts pour favoriser et supporter la biodiversité
- La réduction de l'érosion et de la perturbation des sols

Les nombreuses analyses produites sur ces services démontrent que la valeur des forêts est très importante pour la séquestration de gaz à effet de serre le plus important, le CO₂. Cette fonction contribue de façon significative à la réduction des impacts de la crise climatique. Le tableau 3, ci-bas, présente la valeur de forêts dans la trame verte de la région de la Capitale Nationale. La valeur des forêts rurales était évaluée, en 2014, à \$4183 par an et par hectare. Ce montant équivaldrait, pour un boisé de 50 acres, une valeur d'environ \$ 83 000 par année.

Présentement, il existe en Ontario un programme pour appuyer les propriétaires de boisés ayant adopté une bonne gestion des boisés. Le programme d'encouragement fiscal pour les forêts aménagées permet aux propriétaires de boisés de bénéficier d'une réduction de taxes municipales si ces derniers s'engagent à bien gérer leurs boisés. Cette réduction fiscale ne correspond pas aux bénéfices énormes qu'offrent les forêts à tous les citoyens d'une région. De plus, la bonne gestion des forêts permet d'optimiser la fonction de séquestration de CO₂ puisqu'une forêt bien gérée capte plus de CO₂ qu'une forêt non gérée.

La valeur monétaire moyenne de ces écosystèmes et des services qu'ils rendent a notamment été estimée à partir de 78 études scientifiques publiées entre 1990 et 2016. Les milieux humides présentent la plus haute valeur (59 394 \$/ha/an), en raison de la diversité et de l'importance des services écosystémiques qu'ils fournissent, de même que leur rareté relative.

Les autres écosystèmes ont été évalués, sur le plan de la valeur des services écosystémiques, à:

- Forêts urbaines – 9 352 \$/ha/an
- Forêts rurales – 4 183 \$/ha/an
- Prairies et pâturages – 3 338 \$/ha/an
- Milieux agricoles – 1 363 \$/ha/an
- Milieux aquatiques – 137 \$/ha/an

Au total, la valeur économique de tous les milieux naturels et cultivés de la Trame verte de la CCN a une valeur moyenne de 332 millions de dollars par an — allant d'une valeur minimale de 188 millions à une valeur maximale de 829 millions de dollars par an. En prenant en considération la valeur actualisée des services écosystémiques d'année en année sur une période de 20 ans, la valeur estimée des services fournis par les terres de la CCN s'élève à 5 milliards de dollars. La plus grande partie de cette valeur découle des services écosystémiques non marchands tels que les habitats pour la faune, le traitement des polluants, la prévention d'événements extrêmes et la régulation du climat global, via la séquestration du carbone.

La valeur des services écosystémiques que ces terres sous l'intendance de la CCN fournissent à la région de la capitale nationale, et au pays entier, est inestimable. Le territoire de cette étude est un territoire ancestral de la nation algonquine.

Tableau 3. Source : Capital Naturel – Valeur économique de la trame verte de la Commission de la capital Nationale. Page 6 (11)

6. Conclusion

Malgré tous les efforts des propriétaires pour bien gérer leurs forêts, la destruction de celles-ci suite à la tempête du 21 mai 2022, a créé une situation insoutenable et impossible sans l'appui de programmes pour le rétablissement des forêts. Les bénéfices pour tous les citoyens d'une forêt bien gérée sont quantifiables et avantageux pour tous ses citoyens.

Un appui pour le rétablissement des forêts détruites par cette tempête devrait prendre en considération les propriétaires ayant déjà une expérience et en engagement à bien gérer leurs Forêts, plantations et érablières. Ces propriétaires ont acquis au fil de ans une bonne connaissance des sols et caractéristiques de leurs forêts, y ont fréquemment transplantés des arbres avec succès et connaissent les sources d'aides et d'appui pour mener à bien leurs travaux. Ils contribuent à maintenir le couvert forestier tel que recommandé par Environnement et Changement Climatique Canada, soit un minimum de 30% d'un territoire (13). Cette dernière considération est importante puisque la perte du couvert forestier dans la région de Prescott-Russell diminue continuellement depuis de nombreuses années.

Ultimement, ce sont tous les citoyens de la grande région de l'est de l'Ontario qui recevrons les avantages du rétablissement des forêts, plantations et érablières détruites par la tempête de 2022. Le bien-être qu'ils obtiennent pour les nombreux services offerts par les arbres de nos forêts reflète bien les visions des municipalités qui veulent aménager leurs territoires où il fait bon vivre.

Références :

1. Northern Tornadoes Project-University of Western Ontario. Consulté le 2022-07-04. https://www.uwo.ca/ntp/blog/2022/may_21_derecho_update_2_of_2_efscale_contour_map.html
2. Bureau d'assurance du Canada. La tempête derecho se classe au 6e rang des sinistres assurés au Canada. Consulté le 2022-07-06. <http://www.ibc.ca/fr/on/ressources/centre-des-m%C3%A9dias/communiqu%C3%A9s-de-presse/la-temp%C3%AAte-derecho-se-classe-au-6e-rang-des-sinistres-assur%C3%A9s-au-canada>
3. Liste des intervenants qui ont contribué à la relève des forêts, plantation et érablières suite à la tempête de verglas de 1998.
4. Ontario's science efforts following the 1998 ice storm. Institut forestier du Canada, Forestry Chronicle. Consulté le 2022-06-27. Page 635. <https://pubs.cif-ifc.org/toc/tfc/75/4>
5. Coût financier total de la tempête de verglas de 1998. L'encyclopédie Canadienne. Consulté le 2022-06-27. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/la-crise-du-verglas-1998> 5,4 milliards de dollars
6. Présentation Eric Boysen. Le 29 juin 2022. Consulté le 2022-07-04. https://www.youtube.com/watch?v=0UyX-jF6T5Q&ab_channel=OntarioWoodlotAssociation
7. Conservation de la Nation Sud. Forest cover and trends analysis, September 2016. Consulté 2022-07-04. <https://www.nation.on.ca/sites/default/files/2016%20Forest%20Cover%20and%20Trends%20Analysis%20-%20September%2026.pdf>
8. Conservation de la Nation Sud. Forest cover and trends analysis, September 2016. Consulté 2022-07-04. <https://www.nation.on.ca/sites/default/files/2016%20Forest%20Cover%20and%20Trends%20Analysis%20-%20September%2026.pdf> page 14
9. Ontario's science efforts following the 1998 ice storm. Institut forestier du Canada, Forestry Chronicle. Consulté le 2022-06-27. Page 641. <https://pubs.cif-ifc.org/toc/tfc/75/4>
10. Ontario's science efforts following the 1998 ice storm. Institut forestier du Canada, Forestry Chronicle. Consulté le 2022-06-27. Page 637. <https://pubs.cif-ifc.org/doi/pdf/10.5558/tfc75633-4>
11. Capital Naturel – Valeur économique de la trame verte de la Commission de la capital Nationale. Consulté le 2022-06-27. Page 6 https://ncc-website-s3.amazonaws.com/documents/natural_capital_economic_value_ncc_green_network_final_french_dec_1_web.pdf
12. Ontario's science efforts following the 1998 ice storm. Institut forestier du Canada, Forestry Chronicle. Consulté le 2022-06-27. Page 673. <https://pubs.cif-ifc.org/doi/pdf/10.5558/tfc77667-4>
13. Quand l'habitat est-il suffisant? Environnement Canada. Consulté le 2022-07-09. Page 69. https://publications.gc.ca/collections/collection_2013/ec/CW66-164-2013-fra.pdf.

Sommaire des modifications et versions

Version	Modifications	Date
Version 1.1	Version initiale	2022-07-12
Version 1.2	Modifications, corrections, pagination Ajout de sections et titres	2022-07-15

Auteur : Boisés Est, Jean Saint-Pierre, Vice-Président. www.boisésest.ca

Courriel : info@boisésest.ca

Téléphone : (613) 518-1997



MISSISSAUGA

RESOLUTION 0144-2022
adopted by the Council of
The Corporation of the City of Mississauga
at its meeting on July 6, 2022

0144-2022

Moved by: P. Mullin

Seconded by: C. Parrish

Whereas the Ontario AMBER Alert is a warning system that quickly alerts the public of a suspected abduction of children who are in imminent danger;

Whereas the goal is to broadcast as much information about the child, the abductor and suspect vehicles as quickly as possible so the public can respond with any relevant information that might lead to the child's safe return;

Whereas people are encouraged to share the AMBER Alert with as many people as possible. If a child or vulnerable person is abducted, spreading the information quickly is critical to their safe return;

Whereas an AMBER Alert makes the public aware to keep an eye out for the child, vulnerable person, suspect and the vehicle described in the alert. If they spot them, try to gather as many details as they can, including the specific location where they saw them, the time, the direction they were travelling in and any other identifying details that will help to locate them;

Whereas an AMBER Alert gives citizen's instructions to call 9-1-1 or the phone number included in the alert immediately if they have a tip or a sighting related to an AMBER Alert.

Whereas an AMBER Alert will only be activated if the police have confirmed that an abduction has taken place; and the victim is a child or a person of proven physical or mental disability; and, there is reason to believe the victim is in danger of serious physical injury, and there is information available that, if broadcast to the public, could assist in the safe recovery of the victim.

Whereas it is essential to remember that an AMBER Alert is not always appropriate in every circumstance and that their continued effectiveness depends on ensuring that they are only used in cases that meet the above criteria;

Whereas the recent tragic death of 11-year-old Draven Graham showed that the AMBER Alert system is flawed when it comes to vulnerable children who can go missing but are not abducted;

And whereas it is clear that there needs to be an addition to the alert system to allow for law enforcement to send out an alert for vulnerable children who go missing under circumstances that do not involve an abduction but are at serious risk of injury or death;

Therefore be it resolved that the Council of the City of Mississauga endorse the following;

1. That the Minister of the Solicitor General and the Commissioner of the Ontario Provincial Police, as well as the Premier's Office, be requested to make the necessary changes to the AMBER alert system and create a new alert called the Draven Alert, which will protect vulnerable children who have not been abducted but are at high risk of danger, injury or death and alert the public that they are missing.
2. That this motion be sent to all municipalities across Ontario and the Association of Municipalities Ontario (AMO) for endorsement.

Recorded Vote	YES	NO	ABSENT	ABSTAIN
Mayor B. Crombie	X			
Councillor S. Dasko	X			
Councillor P. Mullin	X			
Councillor C. Fonseca	X			
Councillor J. Kovac	X			
Councillor C. Parrish	X			
Councillor R. Starr			X	
Councillor D. Damerla	X			
Councillor M. Mahoney			X	
Councillor P. Saito	X			
Councillor S. McFadden	X			
Councillor G. Carlson	x			

Carried (10-0-2-Absent)



MUNICIPALITY OF SHUNIAH

420 Leslie Avenue, Thunder Bay, Ontario P7A 1X8
Phone: (807) 683-4545 Fax: (807) 683-6982
Email: shuniah@shuniah.org www.shuniah.org

July 13th, 2022

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Minister of Intergovernmental Affairs
Premier's Office
Room 281
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Via Email: doug.fordco@pc.ola.ca

Dear Premier Ford:

RE: Letter of Support – The County of Hastings and The Municipality of Brighton – Expanding the Amber Alert System

Please be advised that, at its meeting on June 12th, 2022, the Council of the Municipality of Shuniah resolved to support the resolution adopted June 30th, 2022 by the County of Hastings, and the resolution adopted June 20th, 2022 by the Municipality of Brighton.

A copy of the above noted resolution is enclosed for your reference and consideration.

Yours truly,

Kerry Bellamy
Clerk
KB/jk

Cc:

Hon. Michael Kernzer, Solicitor General of Ontario
Mr. Thomas Carrique, Commissioner of the OPP
Hon. Patty Hajdu, MP Thunder Bay Superior North
Hon. Marcus Powlowski, MP Thunder Bay Rainy River
Hon. Lise Vaugeois, MPP Thunder Bay Superior North
Hon. Kevin Holland, MPP Thunder Bay-Atikokan
Association of Municipalities of Ontario
All Ontario Municipalities



COUNCIL RESOLUTION

Resolution No.: 247-22

Date: Jul 12, 2022

Moved By: *A. Burt*

Seconded By: *A. Burt*

THAT Council hereby supports the resolution from the County of Hastings and Municipality of Brighton regarding the request to make the necessary changes to the Amber Alert System and create a new alert called the Draven Alert, which will protect those persons of special needs or circumstances who leave the caregivers or locations and potentially put themselves at risk;

AND THAT the Clerk be directed to forward a copy of this resolution to Premier Doug Ford; Solicitor General of Ontario Michael Kernzer; Commissioner of the Ontario Provincial Police Thomas Carrique; local MP's Patty Hajdu and Marcus Polowski and local MPP's Lise Vaugeois and Kevin Holland; the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and to all municipalities in Ontario.

Carried

Defeated

Amended

Deferred

Wendy Larche
Signature

Municipality of Shuniah, 420 Leslie Avenue, Thunder Bay, Ontario, P7A 1X8



**BONFIELD TOWNSHIP
OFFICE OF THE DEPUTY CLERK**

365 HIGHWAY 531

BONFIELD ON P0H 1E0

Telephone: 705-776-2641 Fax: 705-776-1154

Website: <http://www.bonfieldtownship.com>

Email: deputyclerk@bonfieldtownship.com

RESOLUTION OF COUNCIL
July 12th, 2022

No. 4

Moved by Councillor Corbett

Seconded by Councillor Vaillancourt

WHEREAS the Ontario Amber Alert is a warning system that quickly alerts the public of a suspected abduction of children who are in imminent danger; **AND WHEREAS** the goal is to broadcast as much information about the child, the abductor and suspect vehicles as quickly as possible so that the public can respond with any relevant information that might lead to the child's safe return; **AND WHEREAS** people are encouraged to share the Amber Alert with as many people as possible. If a child or vulnerable person is abducted, spreading the information quickly is critical to their safe return; **AND WHEREAS** an Amber Alert makes the Public aware to keep an eye out for the child, vulnerable person, suspect and the vehicle described, in the alert. If they spot them, try to gather as many details as they can, including the specific location where they saw them, the time, the direction they were travelling in and any other identifying details that will help to locate them; **AND WHEREAS** an Amber Alert gives citizens instructions to call 9-1-1 or the phone number included in the alert immediately if they have a trip or a sighting related to an Amber Alert;

An Amber Alert will only be activated if:

- The police have confirmed that an abduction has taken place; and
- There is reason to believe the victim is in danger of serious physical injury, and there is information available that, if broadcast to the public, could assist in the safe recovery of the victim.

AND WHEREAS it is essential to remember that an Amber Alert is not always appropriate in every circumstance and that their continued effectiveness depends on ensuring that they are only used in cases that meet the above criteria; **AND WHEREAS** the recent tragic death of 11-year-old Draven Graham showed that the Amber Alert system is flawed when it comes to vulnerable children who can go missing but are not abducted; **AND WHEREAS** at the time this motion was written, there have been almost 90,000 citizens who had signed a petition on Change.Org requesting that a Draven Alert be created; **AND WHEREAS** it is clear that there needs to be an addition to the alert system to allow for law enforcement to send out an alert for vulnerable children who go missing under circumstances that do not involve an abduction but are at serious risk of injury or death; **THEREFORE** be it resolved that the Township of Bonfield and its Council endorse the following:

1. That the Minister of the Solicitor General and the Commissioner of the Ontario Provincial Police, as well as the Premier's Office, be requested to make the necessary changes to the Amber Alert system and create a new alert called the Draven Alert, which will protect vulnerable children who have not been abducted but are at high risk of danger, injury or death and alert the public that they are missing.
2. That this motion be sent to all municipalities across Ontario and the Association of the Municipalities of Ontario (AMO) for endorsement.

Carried Randall McLaren

DIVISION VOTE

FOR

AGAINST

Declaration of Pecuniary Interest/Conflict of Interest

Declared interest, abstained from discussion, and did not vote on the question.

CERTIFIED to be a true copy of Resolution No. 4 of the Township of Bonfield's Regular Council Meeting of July 12th, 2022, and which Resolution is in full force and effect.

Andrée Gagné
Deputy Clerk-Treasurer



758070 2nd Line E
Mulmur, Ontario
L9V 0G8

Local **(705) 466-3341**
Toll Free from 519 only **(866) 472-0417**
Fax **(705) 466-2922**

July 13, 2022

CLIMATE EMERGENCY DECLARATION

At the meeting held on July 6, 2022, Council of the Township of Mulmur passed the following resolution.

Moved by Boxem Seconded by Clark

WHEREAS the impacts of climate change are being felt in Mulmur and will continue to intensify, posing acute and lasting risks to people, business, and natural ecosystems;

AND WHEREAS these risks include, but are not limited to, extreme weather, threats to human health and wellbeing, economic disruption, food and water insecurity, social instability and threats to all other life on earth;

AND WHEREAS Mulmur has a crucial role to play in responding to, changing and mitigating the contributions to climate change through responsible planning and budgeting;

AND WHEREAS Council's Strategic Plan identifies a priority path of "Growing a Sustainable Mulmur: being proactive in sustainable initiatives to ensure the long term well-being of Mulmur";

AND WHEREAS the Township of Mulmur's Official Plan provides a policy for growth management where land use patterns shall "minimize negative impacts to air quality and climate change, and promote energy efficiency";

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT Council of the Township of Mulmur declare a Climate Emergency for the purpose of recognizing and deepening our commitment to protecting our economy, ecosystems, and community from climate change;

AND THAT, in response to this Climate Emergency, Council seeks to limit its contributions to the climate crisis, by way of the following actions:

1. That Council review the current Strategic Plan action items for "Growing a Sustainable Mulmur" to reprioritize commitments and identify additional areas to take action.
2. That Council direct staff to identify climate change options at budget time for Council consideration.
3. That Council direct staff to arrange training on climate change and climate lens adaptation to be scheduled in 2023.

AND FURTHER THAT this resolution be forwarded to all Ontario municipalities for their information and potential action.

CARRIED.

Sincerely,

Tracey Atkinson

Tracey Atkinson, CAO/Clerk/Planner
Township of Mulmur



The TOWNSHIP of
NORTH DUMFRIES

2958 Greenfield Road
PO Box 1060
Ayr, ON N0B 1E0

July 15, 2022

RE: Resolution received from the City of Cambridge, regarding Ontario Must Build it Right the First Time

This letter is to advise you that Township Council, at their Council Meeting held on June 27, 2022 adopted the following resolution:

“THAT Township Council support the resolution from the City of Cambridge, regarding Ontario Must Build it Right the First Time:

AND THAT this motion be forwarded to the Ministry of Municipal Affairs and Housing and all municipalities in Ontario.”

Please contact the undersigned should you require anything further.

Sincerely,

Ashley Sage, Clerk
Township of North Dumfries

Encl.

**The Corporation of the City of Cambridge
Corporate Services Department
Clerk's Division
The City of Cambridge
50 Dickson Street, P.O. Box 669
Cambridge ON N1R 5W8
Tel: (519) 740-4680 ext. 4585
mantond@cambridge.ca**

June 1, 2022

Re: Motion from Councillor Liggett – Ontario Must Build it Right the First Time

At the Special Council Meeting of May 31, 2022, the Council of the Corporation of the City of Cambridge passed the following Motion:

WHEREAS the Province of Ontario adopted greenhouse gas reduction targets of 30% by 2030, and emissions from buildings represented 22% of the province's 2017 emissions,

WHEREAS all Waterloo Region municipalities, including the City of Cambridge, adopted greenhouse gas reduction targets of 80% below 2012 levels by 2050 and endorsed in principle a 50% reduction by 2030 interim target with the support of bold and immediate provincial and federal actions,

WHEREAS greenhouse gas emissions from buildings represent 45% of all emissions in Waterloo Region, and an important strategy in the TransformWR community climate action strategy, adopted by all Councils in Waterloo Region, targets new buildings to be net-zero carbon or able to transition to net-zero carbon using region-wide building standards and building capacity and expertise of building operators, property managers, and in the design and construction sector,

WHEREAS the draft National Model Building Code proposes energy performance tiers for new buildings and a pathway to requiring net zero ready construction in new buildings, allowing the building industry, skilled trades, and suppliers to adapt on a predictable and reasonable timeline while encouraging innovation;

WHEREAS the Ministry of Municipal Affairs and Housing consulted on changes for the next edition of the Ontario Building Code (ERO #: 019-4974) that generally aligns with the draft National Model Building Code except it does not propose adopting energy performance tiers, it does not propose timelines for increasing minimum energy performance standards step-by-

step to the highest energy performance tier, and, according to Efficiency Canada and The Atmospheric Fund, it proposes adopting minimum energy performance standards that do not materially improve on the requirements in the current Ontario Building code;

WHEREAS energy efficient buildings provide owners and occupants with lower energy bills, improved building comfort, and resilience from power disruptions that are expected to be more common in a changing climate, tackling both inequality and energy poverty;

WHEREAS the City of Cambridge in partnership with area municipalities and utility companies in the Region of Waterloo are actively exploring developing Green Building Standards;

WHEREAS while expensive retrofits of the current building stock to achieve future net zero requirements could be aligned with end-of-life replacement cycles to be more cost-efficient, new buildings that are not constructed to be net zero ready will require substantial retrofits before end-of-life replacement cycles at significantly more cost, making it more cost-efficient to build it right the first time.

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT Council request the Province of Ontario to include in the next edition of the Ontario Building Code tiered energy efficiency standards and a timeframe for when higher tiers would become the minimum energy efficiency requirements in the Code, consistent with the draft Tiered National Model Building Code;

THAT Council request the Province of Ontario to adopt a more ambitious tier of the draft Tiered National Model Building Code as a minimum energy efficiency requirement than the tiers currently proposed for the next edition of the Ontario Building Code;

THAT Council request the Province of Ontario provide authority to municipalities to require increased performance in energy efficiency through the implementation of tiered Green Development Standards;

THAT Council request the Province of Ontario to facilitate capacity, education and training in the implementation of the Tiered National Model Building Code for municipal planning and building inspection staff, developers, and homebuilders to help build capacity; and

AND FURTHER THAT this resolution be provided to the Minister of Municipal Affairs and Housing, to area MPPs, and to all Ontario Municipalities.

Should you have any questions related to the approved resolution, please contact me.

Yours Truly,



Danielle Manton
City Clerk

Cc: (via email)
Hon. Premier Ford
Ontario Minister of Health, Christine Elliot
Association of Municipalities of Ontario
City of Cambridge Council

Corporation of the Township of North Glengarry
3720 County Road 34
RR2
Alexandria ON K0C 1A0
Tel: (613) 525-1110
Fax: (613) 525-1649



Municipalité du canton de Glengarry nord
3720 Route de comté 34
R.R.2
Alexandria, ON K0C 1A0
Tel: (613) 525-1110
Télécopieur: (613) 525-1649

www.northglengarry.ca

le 12 juillet 2022

Monsieur le maire François St-Amour
Municipalité de La Nation
958, route 500 ouest
Casselman, ON K0A 1M0

RE: Redécoupage de la circonscription électorale de Glengarry nord

Cher monsieur le maire St-Amour,

Cette lettre vise à vous informer que Glengarry nord a initié une consultation publique auprès de ses résidents sur le désir de poursuivre la redistribution de la circonscription électorale de Glengarry nord de la circonscription électorale de Glengarry-Prescott-Russell vers la circonscription électorale de Stormont-Dundas-Glengarry sud.

Vous trouverez ci-joint un rapport d'information (en anglais seulement) présenté au conseil de Glengarry nord daté du 11 juillet 2022 indiquant le processus, l'échéancier et les raisons pour lesquelles la municipalité pourrait vouloir poursuivre le redécoupage.

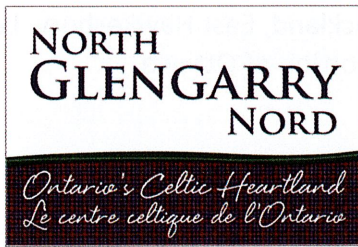
Les résultats de la consultation publique seront partagés avec le Conseil lors de la réunion du 25 juillet 2022. Le conseil pourrait, à ce moment, choisir d'amorcer le processus de redécoupage en avisant la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour l'Ontario de son désir de se joindre à la circonscription électorale de Stormont-Dundas-Glengarry sud. Nous partagerons la décision du Conseil avec vous après cette réunion.

Nous espérons compter sur votre soutien le cas advenant où le Conseil du canton de Glengarry nord entame ce processus. Soyez assurés que si ce processus est initié, ce n'est pas par désir de quitter la circonscription électorale de Glengarry-Prescott-Russell mais plutôt pour aligner Glengarry nord avec les Comtés unis de SDG, palier supérieur sous lequel il réside.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous avez des commentaires ou questions concernant cette initiative.

Sarah Huskinson
Chief Administrative Officer / Clerk

Encl.: Rapport CS-2022-16 Redistribution of electoral district Information Report



STAFF REPORT TO COUNCIL

Report No: CS-2022-16

July 11, 2022

From: Anne Leduc – Director of Community Services on behalf of the Community Development Committee

RE: Redistribution of Electoral Districts Information Report

Recommended Motion:

THAT Council of the Township of North Glengarry receives Staff Report CS-2022-16; and

THAT Council of the Township of North Glengarry approves consulting with the public regarding the redistribution of North Glengarry from the Glengarry-Prescott-Russell electoral district to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district; and

THAT comments or concerns received from the public regarding the redistribution of the electoral district be presented as part of a staff report at the July 25, 2022, Council Meeting.

Background / Analysis

The Constitution of Canada requires that federal electoral districts be reviewed after each decennial (10-year) census to reflect changes and movements in Canada's population. The current federal redistribution process began in October 2021. Electoral district's boundaries are set at the Federal level and are then adopted through the Province of Ontario's *Representation Act*. The boundaries are identical for both the Federal and Provincial elections.

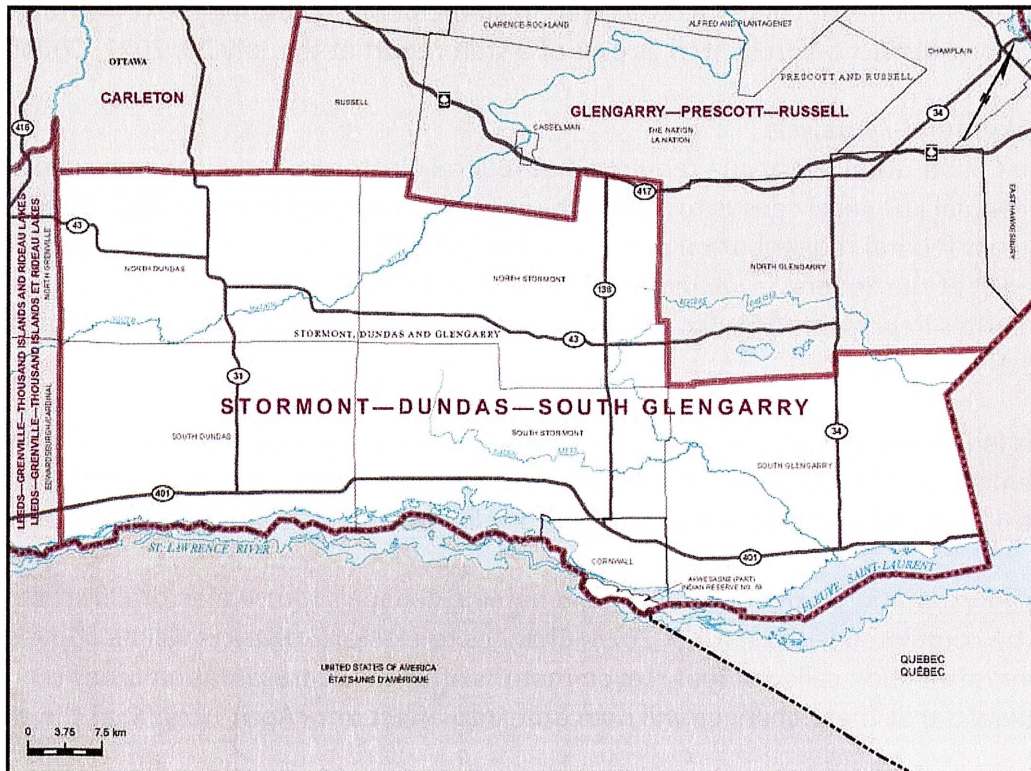
It is led by independent commissions working separately in each province to establish electoral boundaries. The Chief Electoral Officer (CEO) is tasked with applying the representation formula found in the Constitution to determine the new allocation of seats.

A representation order describing, and naming Canada's future electoral districts is expected to be completed in September 2023. Changes to electoral districts will be applied in the first general election called at least seven months after the representation order is proclaimed. It is believed that these changes will not come into effect until April 1, 2024, at the earliest.

North Glengarry's electoral district, Glengarry-Prescott-Russell, is shown in the picture below. As indicated, North Glengarry is part of an electoral district which includes the municipalities

of Alfred and Plantagenet, Casselman, Champlain, Clarence Rockland, East Hawkesbury, La Nation, and Russell, and the City of Hawkesbury, as well as a portion of Ottawa.

Electoral Districts



North Glengarry's interests would be better served if it could be included in the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district, aligning it naturally within the boundaries of the United Counties of SDG and its opportunities for development and growth.

- North Glengarry is a lower tier municipality under the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry;
- Redistributing North Glengarry to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district would better align the borders of the electoral district to include all six of the Townships of North and South Dundas, North and South Stormont, and North and South Glengarry which are within the existing borders of the United Counties of Stormont-Dundas and Glengarry;
- The County of Glengarry is currently split between two electoral districts – North Glengarry is assigned to the Glengarry-Prescott-Russell electoral district and South Glengarry is assigned to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district;
- North Glengarry identifies closely on heritage, history and shared culture with the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry;
- Confusion is caused for the Township of North Glengarry's electorate when they are aligned on municipal matters with the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry, and on federal and provincial matters with the Glengarry-Prescott-Russell electoral district;
- The population for the existing electoral district of Glengarry-Prescott-Russell is larger than that of the existing electoral district of Stormont-Dundas-South Glengarry by 11,970;
- The population for a revised electoral district of Stormont-Dundas-Glengarry (which would include North Glengarry) would be 8,318 greater than the population of the revised electoral district of Prescott Russell (minus North Glengarry). Due to steady growth, this gap is expected to close quickly.

	Population according to Statistics Canada		EXISTING ELECTORAL DISTRICTS		UNITED COUNTIES (PR population numbers do not include Ottawa which is part of the electoral district)	
	North Glengarry	South Glengarry	Stormont Dundas South Glengarry	Glengarry Prescott Russell	Stormont Dundas Glengarry	Prescott Russell
2011	10,200	13,150	101,000	106,000	111,100	85,400
2016	10,109	13,150	103,339	109,975	113,450	89,333
2021	10,144	13,330	104,493	116,463	114,643	95,639

GPR electoral district's population is 11,970 more than SDSG.

	Population according to Statistics Canada		REVISED ELECTORAL DISTRICTS		UNITED COUNTIES (PR population numbers do not include Ottawa which is part of the electoral district)	
	North Glengarry	South Glengarry	Stormont Dundas South Glengarry	Glengarry Prescott Russell	Stormont Dundas Glengarry	Prescott Russell
2021	10,144	13,330	114,637	106,319	114,643	95,639

SDSG electoral district's population would be 8,318 more than GPR.

Chart Summary

- The population for the Glengarry-Prescott-Russell electoral district stands at 116,460.
- Meanwhile, the population for the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district stands at 104,493. North Glengarry's population is 10,144.
- Reassigning North Glengarry to the Stormont-Dundas-South Glengarry district would increase the population in this district to 114,637.
- Removing North Glengarry from the Glengarry-Prescott Russell electoral district would decrease the population to 106,319.

Timeline for the Redistribution of Federal Electoral Districts

- Allocation of seats, establishment of commissions, and the publication of census data has occurred between mid-October 2021 to mid-February 2022.
- On June 23, 2022, Bill C-14 *An Act to amend the Constitution Act, 1867* (electoral representation) received Royal Assent.
- The first boundary proposal for the Province of New Brunswick was published on July 2, 2022, in the Canada Gazette, Part I, Volume 156, Number 27: Index. The boundary proposals for the other provinces are expected to follow shortly.
- Each commission must hold at least one public hearing within 30 days of the publishing of its boundary proposal. All public hearings are targeted to be completed by October 2022.
- Members of the public must notify the commission within 23 days after the publication of proposals if they want to make a presentation at a public hearing. Members of Parliament (MPs) may also make presentations at these hearings.
- Each commission finalizes its report on the new electoral districts, and the report will be sent to the Speaker of the House of Commons through the CEO, where it is tabled and referred to a designated parliamentary committee (assuming the commission has not requested more time). The expected timeline for this is mid-December 2022.
- Afterwards, MPs have the opportunity to file written objections in January or February 2023. In May and June 2023, the commissions consider objections.

- During September 2023, the CEO drafts the representation order, which describes the electoral districts established by the commissions, and sends it to the government via the Minister.
- The new boundary limits become official on the first dissolution of Parliament at least seven months after the date of proclamation (at the earliest April 2024).

In order to move forward with the notification to the commission, the Community Development Committee would have to reach out to the commission within 23 days of the publication of the commission's proposal. As indicated earlier, proposals are expected to be announced shortly (New Brunswick's was announced on July 2, 2022).

Staff would use this opportunity to reach out to the public prior to pursuing formal channels to obtain their input on the redistribution of North Glengarry to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district. An ad will be published in the Glengarry News and The Review promoting the information on the redistribution of the electoral district and asking the community to respond to a survey on this issue. The survey will be available on the Township's website and shared through social media and our community partners. Paper versions of the survey will be available upon request and comments can also be sent to the Township by email or by telephone.

Information will be collated and brought back as part of a staff report to Council at the July 25, 2022, meeting.

Alternatives:

Option No. 1: That Council approves this recommendation.

OR

Option No. 2: That Council declines the approval of this recommendation.

Financial Implications:

There are minimal costs attached to running ads in the newspapers or posting information on the Township's website and social media outlets. The costs would be allocated to the Economic Development GL 1-4-1950-2300.

Attachments & Relevant Legislation:

Redistribution of Federal Electoral Districts 2022 – Information available on the Elections Canada website at

<https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=cir/red&document=index&lang=e>

Others Consulted:

Community Development Committee

Reviewed and approved by:
Sarah Huskinson, CAO/Clerk



Le 11 juillet 2022

Objet : Tournoi de golf annuel des Amis de la CNS - Collecte de fonds à l'occasion du 75e anniversaire

Cher ami, chère amie de la CNS,

J'aimerais vous inviter personnellement à participer au tournoi de golf annuel des Amis de la CNS, organisé par la Conservation de la Nation Sud (CNS) le vendredi 9 septembre 2022, au Club de golf Casselview à Casselman.

Les recettes du tournoi de cette année serviront à financer l'initiative de conservation des forêts de la CNS et la distribution annuelle d'arbres gratuits dans chacune de nos municipalités partenaires.

Le coût est de 120 \$ par joueur (équipes de quatre), ce qui comprend 18 trous de golf, un buffet du petit-déjeuner et une voiturette électrique partagée.

J'aimerais également vous offrir la possibilité de parrainer notre tournoi. Les commanditaires peuvent bénéficier de divers avantages en fonction de leur niveau de parrainage et les détails sont indiqués à la page suivante.

Veuillez vous inscrire sur nation.on.ca/golf.

Pour parrainer le tournoi, ou pour plus d'informations, veuillez contacter : Kelsey Smith à ksmith@nation.on.ca ou au 1-877-984-2948.

Sincèrement,

Pierre Leroux
Président du conseil d'administration
Conservation de la Nation Sud





TOURNOI DE GOLF

ANNUEL DES AMIS DE LA CNS

2022

Club de golf Casselview

À
9 H

VENDREDI
9 SEPTEMBRE, 2022

BILLET
\$120

Buffet petit-déjeuner | Équipes de quatre
Voiturette partagée | Jeux et prix du 75e anniversaire



ENREGISTREMENT : nation.on.ca/golf



Forfaits de parrainage du Tournoi de golf 2022 des Amis de la CNS

- **Commanditaire niveau Érable noir : 1 500 \$**
 - 1 commandite exclusive
 - Reconnaissance exclusive en tant que commanditaire en titre du tournoi sur l'affiche de l'événement, les articles promotionnels, les communiqués de presse, et panneau d'affichage réservé sur place.
 - 1 parrainage exclusif d'un trou
 - 1 quatuor dans le tournoi

- **Commanditaire niveau Érable à sucre : 1 000 \$**
 - Reconnaissance du logo sur les articles promotionnels, dans les communiqués de presse, et sur panneau d'affichage réservé sur place.
 - 1 parrainage exclusif d'un trou
 - 1 quatuor dans le tournoi

- **Commanditaire niveau Érable rouge : 500 \$**
 - 1 parrainage d'un trou
 - Reconnaissance du logo dans les communiqués de presse et sur panneau d'affichage réservé sur place.
 - Buffet du petit-déjeuner pour 4 personnes

- **Commanditaire niveau Érable argenté : 250 \$**
 - 1 parrainage d'un trou

- **Commanditaire du prix de la tombola :**
 - Faites don d'un article de grande taille qui sera tiré au sort lors du tournoi afin de récolter des fonds.

- **Commanditaire du prix de présence :**
 - Faites don d'un prix de présence d'une valeur d'au moins 25 \$ qui sera tiré au sort lors du tournoi



July 11, 2022

Re: Annual Friends of SNC Golf Tournament – 75th Anniversary Fundraiser

Dear Friend of SNC,

I would like to personally invite you to participate in South Nation Conservation's (SNC) Annual Friends of SNC Golf Tournament on Friday, September 9, 2022, at the Casselview Golf and Country Club in Casselman.

Proceeds from this year's tournament will go towards SNC's Forest Conservation Initiative and annual free tree pickups within each of our partner municipalities.

The cost per player is \$120 (teams of four), which includes 18 holes of golf, a breakfast buffet, and a shared power cart.

I would also like to extend the opportunity to sponsor our tournament. Sponsors qualify for various incentives based on their sponsorship level, details listed on the following page.

Please register at nation.on.ca/golf.

To sponsor the tournament, or for more information, please contact: Kelsey Smith at ksmith@nation.on.ca or 1-877-984-2948.

Sincerely,

Pierre Leroux
Chair, Board of Directors
South Nation Conservation





ANNUAL FRIENDS OF SNC
GOLF
TOURNAMENT

2022

Casselview Golf & Country Club

AT
9AM

FRIDAY
SEPT 9TH, 2022

TICKET
\$120

Breakfast Buffet | Teams of Four | Shared Power Cart
75th Anniversary Games and Prizes

REGISTRATION : nation.on.ca/golf





2022 Friends of SNC Golf Tournament Sponsorship Packages

- **Black Maple Sponsor: \$1,500**
 - 1 exclusive opportunity
 - Exclusive recognition as the tournament's title sponsor on the event poster, promotional items, in press releases and dedicated signage onsite
 - 1 exclusive hole sponsorship
 - 1 foursome in the tournament

- **Sugar Maple Sponsor: \$1,000**
 - Logo recognition on promotional items, in press releases and on dedicated signage onsite
 - 1 exclusive hole sponsorship
 - 1 foursome in the tournament

- **Red Maple Sponsor: \$500**
 - 1 hole sponsorship
 - Logo recognition in press releases and on dedicated signage onsite
 - Breakfast buffet for 4

- **Silver Maple Sponsor: \$250**
 - 1 hole sponsorship

- **Raffle Prize Sponsor:**
 - Donate a larger-sized item to be raffled off at the tournament to raise funds

- **Door Prize Sponsor:**
 - Donate a door prize worth at least \$25 to be drawn at the tournament as a door prize



Memorandum

To: Mayor François St-Amour, Council, CAO Josée Brizard
From: John Mesman, Team Lead, Community Lands and Outreach
Date: July 15, 2022
RE: **Friends of SNC Golf Tournament – Registration Now Open**

South Nation Conservation (SNC) will be once again hosting its annual fundraiser, the “Friends of SNC Golf Tournament” on September 9th as part of SNC’s 75th Anniversary.

Your Council and staff are invited to attend. Proceeds will go towards SNC’s Forest Conservation Initiative and annual free tree pickups.

What: Friends of SNC Golf Tournament
When: Friday, September 9th, 2022
Where: Casselview Golf and Country Club, Casselman

The cost per player is \$120, teams of four, which includes 18 holes of golf, a breakfast buffet, and a shared power cart. A cash BBQ lunch will follow.

Contests and prizes will be available to help celebrate SNC’s 75 years of conservation. Charitable receipts will be provided to participants following the tournament.

Please see the attached poster and invitation from SNC Chair Pierre Leroux. For more info, and to register, please visit nation.on.ca/golf.

Please contact Kelsey Smith at 1-877-984-2948 or ksmith@nation.on.ca if you have any questions or require additional information.

Sincerely,

John Mesman
Team Lead, Community Lands and Outreach
South Nation Conservation





Mémoirendum

Destinataires : Mayor François St-Amour, Council, CAO Josée Brizard
De : John Mesman, chef d'équipe, Terres communautaires et sensibilisation
Date : 15 juillet, 2022
Objet : **Tournoi de golf des Amis de la CNS - Inscription en cours**

La Conservation de la Nation Sud (CNS) organisera une fois de plus sa collecte de fonds annuelle, le « Tournoi de golf des amis de la CNS », le 9 septembre 2022, dans le cadre du 75e anniversaire de la CNS.

Votre Conseil et votre personnel sont invités à y participer. Les recettes obtenues serviront à financer l'initiative de conservation des forêts de la CNS et la distribution annuelle d'arbres gratuits.

Quoi : Tournoi de golf des amis de la CNS
Quand : vendredi 9 septembre 2022
Où : Club de golf Casselview

Le coût est de 120 \$ par joueur, par équipe de quatre, ce qui comprend 18 trous de golf, un petit-déjeuner buffet, et une voiturette électrique partagée. Un déjeuner barbecue payant sera servi ensuite.

Des concours et des prix seront disponibles pour aider à célébrer les 75 ans de conservation de la CNS. Des reçus de bienfaisance seront remis aux participants après le tournoi.

Veuillez consulter l'affiche ci-jointe et l'invitation du président du Conseil de la CNS, Pierre Leroux. Pour plus d'informations et pour vous inscrire, veuillez visiter nation.on.ca/golf.

Veuillez contacter Kelsey Smith au 1-877-984-2948 ou ksmith@nation.on.ca si vous avez des questions ou si vous souhaitez obtenir des informations supplémentaires.

Sincèrement,

John Mesman
Chef d'équipe, Terres communautaires et sensibilisation
Conservation de la Nation Sud